

LA MÉTÉO: CIEL VARIABLE, AVEC POSSIBILITÉS D'AVERSES EN FIN SOIRÉE
AUJOURD'HUI: MIN. 20°, MAX. 27°
DEMAIN: ENSOLEILLÉ AVEC PASSAGES NUAGEUX. DÉTAILS PAGE A 2

4
SEPTEMBRE

Bien choisir son nid

■ Enfin! Ils se sont branchés! Le bel oiseau rouge à tête blanche, de Toronto, va tenter de se faire un nid dans les grands pins de Colombie alors que, de son côté, son rival bleu au chant grave fuit les grands vents de la côte atlantique pour revenir se percher au milieu des épinettes chétives de la Côte-Nord.

PIERRE GRAVEL

Rarement en campagne électorale a-t-on vu les comités des chefs prendre autant d'importance que maintenant. Qui se souciait jadis de Mont-Royal et de Yellowhead, les fiefs inexpugnables de Pierre Trudeau et de Joe Clark?

Et voilà que cette fois, les circonscriptions de Manicouagan et celle que choisit aujourd'hui M. Turner à Vancouver seront les points de mire de toute la campagne électorale. Parce que pour la première fois depuis fort longtemps, les deux leaders en présence en sont à leur première tentative dans la circonscription qu'ils ont choisie. Et qu'aucun des deux chefs n'est assuré de sa victoire dans le coin de pays qu'il tente de conquérir personnellement.

Comme à dessein, comme pour se mettre mutuellement au défi, chacun a renoncé aux nombreux châteaux forts qui s'offraient à lui pour se lancer à l'assaut d'un bastion que ses troupes ne contrôlent pas.

Cette originalité de la campagne qui s'amorce illustre bien le caractère éminemment personnalisé de ce combat des chefs.

Des rivaux qui ont étrangement beaucoup de points communs! D'abord leur stature politique qui apparaît bien modeste en regard de la taille du géant qu'ils prétendent remplacer. Puis leur origine professionnelle et leur expérience du monde des affaires. Et de façon plus globale, leur approche des grands problèmes économiques de l'heure et leur difficulté de définir clairement les solutions qu'ils proposent.

voir NID en A 2

L'IDÉE DE PARTIR EN VACANCES ET DE VOUS LAISSER "POGNÉS" ENTRE LES LIBÉRAUX ET LES CONSERVATEURS, M'ATTRISTE BEAUCOUP... ET POURTANT!



LANCEMENT DE LA CAMPAGNE AU QUÉBEC Le PC mise sur des vedettes régionales

■ Brian Mulroney a lancé hier la campagne de son parti au Québec en présentant officiellement les 60 candidats conservateurs déjà choisis dans la province.

MAURICE JANNARD

Cette formation avait promis des surprises et des « gros canons », mais on retrouve tout au plus huit personnes vraiment connues du grand public.

D'autres candidats, toutefois, peuvent être considérés comme des individus bien implantés dans leurs milieux régionaux. C'est d'ailleurs cet aspect que M. Mulroney a mis en évidence en les présentant.

Parmi les personnalités connues, en plus du chef et du député Roch LaSalle, on retrouve Robert de Cotret, vice-président la Banque Nationale du Canada, Lawrence Hanigan, président de la Commission de Transport de la Communauté urbaine de Montréal, Vincent Della Noce, président de l'Association des services de l'automobile, Mme Gabrielle Bertrand, veuve de l'ex-premier ministre unioniste Jean-Jacques Bertrand et mère de Jean-François Bertrand, leader parlementaire du Parti québécois, Marcel Masse, ancien

ministre québécois, Nick Auf der Maur, conseiller du Groupe d'action municipale à l'hôtel de ville de Montréal, l'homme d'affaires Roland Gagné et l'avocat Marcel Danis.

Parmi les autres aspirants conservateurs, on note des personnes qui sont surtout connues au niveau régional. Comme le maire de Dollard-des-Ormeaux, Gerald Weiner, l'ingénieur Bob Layton, dans le West-Island, le fiscaliste Michel Côté à Québec, le conseiller municipal de Sainte-Foy, Suzanne Duplessis, et l'animateur de radio dans la Beauce, Gilles Bernier.

« Vous êtes des vedettes qui reflètent les valeurs et les aspirations de vos régions », a dit M. Mulroney à ses candidats.

Quant au chef conservateur, il n'est encore pas le choix officiel dans le comté de Manicouagan. M. Mulroney a indiqué aux journalistes que l'assemblée de mise en nomination se tiendra d'ici à une dizaine de jours.

Voulant manifestement prévenir les critiques voulant que son parti n'ait pas attiré les gros noms qu'il avait promis, M. Mulroney a lancé: « Qui connaissait Jean Chrétien avant qu'il ne se fasse élire dans Saint-Maurice? Personne! »

voir VEDETTES en A 2

■ « Nous avons l'affection des libéraux du Québec »

page A 9

■ L'éditorial de Michel Roy

page A 6



M. Mulroney était fier de présenter le candidat conservateur dans Laval-des-Rapides, M. Lawrence Hanigan, également président de la Commission de Transport de la Communauté urbaine de Montréal. photo Robert Mailloux, LA PRESSE

VOLTE-FACE DE MONDALE DANS L'AFFAIRE LANCE San Francisco vit au rythme des démocrates et des manifs



San Francisco a été le théâtre hier de deux manifestations séparées réunissant chacune plus de 100 000 personnes: les deux manifs (l'une de syndicalistes et l'autre d'homosexuels) se sont déroulées dans le calme. photolaser UPI

■ SAN FRANCISCO (d'après AFP, AP, UPI et Reuter) — San Francisco accueille aujourd'hui, au milieu de manifestations permanentes, la convention nationale du Parti démocrate dont les vainqueurs devraient être, pour la première fois dans l'histoire, un homme et une femme: Walter Mondale et Geraldine Ferraro.

Pratiquement assuré de l'investiture démocrate, l'ancien vice-président Walter Mondale a cependant bien failli, samedi, déclencher une révolte au sein de son parti en tentant de nommer à la tête de celui-ci M. Bert Lance, ancien directeur du budget du président Jimmy Carter.

En effet, l'effet positif créé par M. Mondale en choisissant comme colistier la première femme figurant sur le « ticket » de l'un des deux grands partis américains, la représentante Geraldine Ferraro, a quelque peu été terni par cette « erreur énorme », selon les termes du leader de la délégation de l'État du Nebraska.

Créant des tensions susceptibles de se transformer en affrontements électoraux, M. Mondale avait manifesté samedi son intention de remplacer le président du Parti démocrate, M. Charles Manatt, par M. Bert Lance, président du Parti démocrate de l'État de Georgie, ami personnel et membre du gouvernement de M. Carter.

M. Mondale s'est repris à temps hier et a évité le pire en réinstallant M. Manatt dans ses fonctions de président du parti, calmant ainsi les protestations de nombreux de ses partisans et de ses adversaires.

À San Francisco, alors que deux manifestations séparées de

Incident autour d'une « valise » diplomatique

■ BERNE, Suisse (d'après Reuter et UPI) — Les autorités suisses ont apposé hier les scellés sur un camion venant d'URSS, après avoir refusé de laisser décharger les neuf tonnes de fret « diplomatique » sans la présence de douaniers.

En arrivant à la frontière suisse à bord du camion, un diplomate soviétique avait refusé d'autoriser les douaniers à vérifier le contenu du véhicule, affirmant que celui-ci devait être considéré comme « valise diplomatique ».

Cette interprétation n'a pas été retenue par les autorités de Berne et les dirigeants suisses ont jugé la taille de ladite « valise » quelque peu démesurée. Ils ont alors apposé les scellés sur le camion, qui a été escorté par les douaniers au consulat soviétique de Genève.

« Les pourparlers, qui n'ont abouti à aucune solution, se

voir VALISE en A 2

SOMMAIRE

Annonces classées B 5, B 6, C 6 à C 8

Arts et spectacles

— Informations B 3, B 4

— Horaires B 7

Centenaire A 8

Décès, naissances, etc. C 9

Économie B 1, B 2

Êtes-vous observateur? C 6

FEUILLETON C 7

Horoscope B 6

L'auto C 1 à C 5

Le monde A 10

Loterie - résultats B 2

Météo A 2

Mots croisés C 8

Quoi faire aujourd'hui B 8

Télévision B 4

TABLOID SPORTS

Mots croisés 14

Bandes dessinées 10 et 11

Premier Condo
Industriel
à Saint-Laurent



PHASE I
complètement vendu
et occupé
PHASE II
MAINTENANT
EN VENTE

Une réalisation des ENTREPRISES HP

• Nouveau concept architectural
• Une première au Québec...
• Un développement unique et prestigieux!

• Un moyen de combattre l'inflation
• Une augmentation importante de la valeur de revente
• Une facilité d'expansion

SOCIÉTÉ DE GESTION D'HP INC.

Inf.: Jacques Côté

337-1528

1190 Bessie
Saint-Laurent, Québec, Canada H4R 1X1

337-4145



Mme Marcia Sanford, une secrétaire de 45 ans qui a gagné \$15,6 millions à la loterie, brandit le chèque de la première tranche de son gros lot. téléphoto AP

Le 6/49 ne dépassera pas les \$7 millions

d'après CP et UPI

On peut s'attendre à ce qu'il y ait de longues files d'attente cette semaine partout où l'on peut se procurer les formulaires permettant de jouer au Lotto 6/49.

En effet, le gros lot de \$4 563 199,70 n'a pas été gagné samedi, et le gros lot de samedi prochain devrait donc se chiffrer aux alentours de \$6,4 millions.

Mais si personne ne remporte le prochain gros lot, il ne deviendra pas sensiblement plus important. C'est qu'à la suite du gain de près de \$14 millions réalisé par un couple de Brantford, en Ontario, en janvier dernier, les responsables des loteries provinciales, qui administrent le Lotto 6/49, ont décidé de réduire la portion du gros lot une fois que celui-ci atteigne les \$7 millions. L'argent supplémentaire joué par les parieurs va plutôt aux autres prix alloués par le 6/49.

Au Massachusetts, par contre, cette limite n'existe pas et hier, une secrétaire, heureuse mais épuisée, est venue réclamer le gros lot de \$15,6 millions gagné samedi à une loterie semblable au 6/36 de Loto-Québec. Mme Marcia Sanford, 45 ans, de

Westfield, dans l'ouest du Massachusetts, n'avait acheté jusque-là que deux billets dans sa vie et le deuxième lui a valu de devenir la gagnante du plus important gros lot remporté par une seule personne dans l'histoire des loteries nord-américaines.

« Je dirais que c'est un rêve mais il s'est écoulé trop d'heures pour que ça ne soit pas vrai maintenant », a déclaré la gagnante, qui occupe un poste de secrétaire dans un bureau d'ingénieurs.

« Nous avions pensé que si jamais nous gagnions à la loterie, nous nous bâtirions une maison et achèterions peut-être une voiture », a dit Mme Sanford. « Maintenant, je ne sais vraiment pas ce que nous allons faire. »

Le mari de Mme Sanford, David, 49 ans, est un mécanicien à l'emploi d'une compagnie de chemins de fer. Le couple a deux enfants.

Mme Sanford recevra la somme de \$780 994 par année pendant 20 ans, avant impôts. Une fois les impôts prélevés, la gagnante disposera tout de même d'environ \$400 000 par année, pendant 20 ans.



DU « RAFTING » À 15 MINUTES DU CENTRE-VILLE

photos Armond Trotter, LA PRESSE

Vus d'un canot pneumatique, les rapides de Lachine paraissent plus gros, plus excitants... et beaucoup plus mouillés !

Des milliers d'aventuriers modernes sont attirés par les rapides de Lachine

■ Ça vous brasse le cadran comme on a peine à l'imaginer. Observés de la berge, les rapides de Lachine paraissent en effet bien petits, presque ridicules. Mais vus à partir d'un boudin d'air ballotté entre deux vagues de quinze pieds, c'est une tout autre histoire. Une histoire qui sem-

MARIO FONTAINE

ble vouloir s'implanter à proximité immédiate de Montréal, puisqu'au moins deux pourvoyeurs proposent déjà la descente des rapides en canot pneumatique, et que des milliers d'aventuriers répondent à l'appel.

Le principe est simple : une dizaine de personnes présentant toutes les apparences de la respectabilité prennent place à bord d'un gros dinghy puis, à l'instar des guides, se mettent soudainement à arroser copieusement les honorables passagers du canot voisin qui le leur rendent à « rame-que-veux-tu ». Et tout ce beau mais dégoûtant monde se prépare à affronter des rapides d'autant mieux ignorés qu'ils se trouvent à quinze minutes du centre-ville.

Selon les compagnies, on glissera doucement sur les eaux du Saint-Laurent d'une demi-heure à 45 minutes, en s'éloignant graduellement du rivage. Une formule simple et relativement économique (de \$15 à \$20 par personne) de découvrir un aspect inédit de la métropole. Mais assez vite les rapides mettent un terme à ce ballet aquatique, et voilà le sport qui commence.



Autant de femmes que d'hommes descendent les rapides de Lachine en « rafting », une expérience en cours depuis deux ans à peine.

Parce qu'en plein milieu des remous, pas question de s'assoupir sur la rame. Les passagers, ceinturés et amarrés, paient à qui mieux mieux histoire de profiter au maximum d'un débit d'eau

énorme à défaut d'être parfaitement limpide. Et en dépit de toutes les indications d'usage, en dépit de l'organisme le plus élastique, rien ne garantit à l'intrépide qu'il restera à bord en

plein milieu de ce super brasse-camarade.

Lors d'une descente faite hier, trois des dix passagers de notre canot ont passé par dessus bord... dont la pilote ! On a heureusement réussi à récupérer tout le monde, et sans qu'il leur manque de morceaux, du moins apparents.

« On a 25 embarcations, et la possibilité de transporter 1 000 personnes par jour. Qu'il fasse beau ou qu'il pleuve, on part ! », d'expliquer Jean-Yves Blouin, de Voyageur Lachine. Cette compagnie a été la première, l'an dernier, à organiser une descente en « rafting » entre Lachine et Verdun. Deux heures de randonnée y compris le retour en autobus, dont une douzaine de minutes vraiment dans le cœur de l'action.

En deux mois, l'an passé, 15 000 personnes ont tenté l'expérience. Et les organisateurs espèrent doubler ce nombre cette année malgré un départ difficile en juin. Inutile de suivre un cours de natation avant de s'y rendre, mais il faut accepter de se mouiller de pied en cap. Car si vous ne l'êtes pas assez à la sortie des rapides, vos « compagnons » de voyage se chargeront bien de vous faire passer par-dessus bord pour vous baptiser à la saveur Saint-Laurent. Alors un conseil : autant river lunettes, dentiers et perruques !

NID

SUITE DE LA PAGE A 1

Des hommes si semblables qu'à deux reprises la semaine dernière, des journalistes ont commis un lapsus en appelant Brian Mulroney monsieur Turner !

Devant ces similitudes et en l'absence de toute vague de fond que rien ne laisse prévoir, les observateurs restent prudents dans leurs prédictions et les électeurs perplexes. Ou à tout le moins également partagés ainsi que le démontre le plus récent sondage.

Pas étonnant que, dans ce contexte, la performance personnelle des chefs, tout au long de la campagne, devienne un facteur déterminant dans le résultat final.

Et voilà qu'en raison des comités difficiles choisis par les leaders, celui des deux qui aura le mieux séduit l'électeur en général pourrait bien se retrouver perdant dans sa propre circonscription.

D'où l'importance pour celui qui veut voler haut de bien choisir son nid...

VALISE

SUITE DE LA PAGE A 1

poursuivront aujourd'hui », a indiqué M. Georges Martin, porte-parole du ministère des Affaires étrangères de Suisse.

« Le camion restera sous scellés jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée », a-t-il ajouté. On ne possède aucune indication quant à la nature du contenu du camion, a encore dit M. Martin.

Signalons que la Convention de Vienne, qui autorise les diplomates à ne pas être soumis aux vérifications douanières, ne précise pas la taille des bagages

Votre pelouse aujourd'hui

LA PRESSE publie en collaboration avec l'Association québécoise des techniques de l'eau (AQTE) des recommandations quotidiennes d'arrosage des pelouses.

Établies à partir d'un calcul mathématique éprouvé, elles tiennent compte du volume d'eau nécessaire pour une croissance maximale de votre pelouse et de la capacité du sol à conserver l'humidité.

Ces recommandations sont valables s'il n'a pas plu entre-temps. Une interdiction signifie qu'une municipalité défend d'arroser.

Enfin, tenez compte des heures permises pour l'arrosage dans le règlement de votre municipalité.

	Adresses			Adresses	
	Paires	Imp.		Paires	Imp.
Acton Vale	NR	NR	Ottoburn Park	X	X
Beloil	X	X	Pincoût	NR	X
Candiac	X	X	Pointe-Calumet	NR	NR
Contrecoeur	NR	NR	Pointe-du-Moulin	NR	X
Cowansville	X	X	Ste-Agathe-des-Monts	NR	NR
Deux-Montagnes	X	X	St-Basile-le-Grand	X	X
Granby	NR	X	St-Catherine	NR	X
Grande-Ile	NR	NR	St-Constant	NR	X
Ile-Perrot	X	X	St-Eustache	X	X
Lachenaie	NR	NR	St-Jean-sur-Richelieu	NR	NR
Laval-Est	NR	NR	St-Jovite	X	NR
Laval-Ouest	NR	NR	St-Louis-de-Terrebonne	X	X
Le Gardeur	X	X	St-Madeleine	X	X
Marieville	NR	NR	St-Marthe-sur-le-lac	NR	NR
Mascouche	X	X	St-Mathias	X	X
McMasterville	X	X	St-Thérèse	X	X
Mirabel	X	X	Terrasse-Vaudreuil	NR	X
Mont St-Hilaire	X	X	Terrebonne	X	X
N-Dame-de-l'Ile-Perrot	NR	X	Vaudreuil	X	X

Légende: Interdiction (X)
Arrosage non recommandé (NR)

Arrosage de 1h recommandé (1)
Arrosage de 2h recommandé (2)

CONSEIL DU JOUR

L'eau est une ressource dispendieuse à produire et à acheminer. L'implantation et le développement des équipements de production et de distribution d'eau potable nécessitent des investissements importants. Il faut pomper l'eau, la traiter dans des usines de traitement où des procédés de filtration et de chloration la rendent propre à la consommation. L'eau est alors distribuée par un réseau de conduites d'aqueduc. Après usage, les eaux sales sont éliminées. Chaque année de 200 à 300 millions de dollars sont investis dans la construction d'équipements pour l'eau et l'opération de ces équipements coûte environ 100 \$ millions par an en salaires, énergie, produits et services. La réduction de la consommation s'accompagnera donc d'économies substantielles à long terme.

La Quotidienne Tirage de samedi

à trois chiffres

775

à quatre chiffres

1067

LA MÉTÉO

DATE: Lundi 16 juillet 1984
AUJOURD'HUI: Min.: 20 Max.: 27
CIEL VARIABLE, AVEC POSSIBILITÉS
D'AVERSES EN FIN DE JOURNÉE
DEMAIN: ENSOLEILLÉ, ET NUAGEUX

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	22	24	Nuageux, aver.
Outaouais	20	27	Ciel variable
Laurentides	15	25	Ciel variable
Contre de l'Est	18	26	Nuage, averse
Mauricie	15	25	Ciel variable
Québec	16	22	Ciel variable
Lac-Saint-Jean	14	20	Nuageux, aver.
Rimouski	15	20	Nuageux, aver.
Gaspésie	16	21	Ris. d'orages
Bas-Carleton	13	16	Pluie passag.
Sept-Îles	13	16	Pluie passag.

Canada

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Victoria	11	22	Ensoleillé
Edmonton	11	25	Ensoleillé
Regina	9	25	Ensoleillé
Winnipeg	10	24	Ensoleillé
Toronto	17	25	Ensoleillé
Fredericton	17	26	Averse
Halifax	14	24	Nuageux
Charlottetown	10	26	Averse

États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	23	36	N.-Orléans	17	31
Buffalo	21	30	Pittsburgh	17	29
Chicago	16	28	S. Francisco	15	29
Miami	24	31	Washington	21	32
New York	22	31	Dallas	24	38

les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	10	18	Madrid	17	36
Athènes	24	38	Moscou	17	27
Acapulco	35	35	Mexico	13	25
Berlin	10	18	Oslo	10	20
Bruxelles	10	15	Paris	15	20
Buenos Aires	5	13	Rome	15	33
Copenhague	14	19	Séoul	23	33
Génève	10	27	Stockholm	12	24
Hong Kong	28	31	Tokyo	25	29
Le Caire	20	35	Trinidad	27	32
Lisbonne	17	34	Vienne	16	30

VEDETTES

SUITE DE LA PAGE A 1

La quinzaine de candidats qui manquent pour compléter la formation électorale au Québec seront choisis dans les jours qui viennent. Le chef conservateur a promis que l'assemblée qui élira le candidat dans Gaspé attirera plusieurs milliers de personnes.

De leur côté, a-t-il noté, les libéraux n'ont pas tenu une seule assemblée de mise en

nomination à ce jour. Elles auront cependant lieu du 20 au 30 juillet.

La présentation des candidats conservateurs s'est faite au cours d'une conférence de presse où les journalistes n'ont pas eu l'occasion de poser de questions. M. Mulroney s'est contenté, après leur présentation, d'émettre de brefs commentaires sur la campagne électorale.

Il a reproché à John Turner de copier le programme conserva-

teur en matière d'énergie. Le chef libéral a dit dans l'Ouest qu'il changerait le programme énergétique de son prédécesseur, Pierre Trudeau.

« M. Turner et son ministre de l'Énergie se sont faits prendre à leur jeu en copiant nos idées », a-t-il dit.

M. Mulroney passe quelques jours dans la capitale fédérale. Puis mercredi, il sera en Ontario, jeudi à Winnipeg et les jours suivants à Vancouver.

DÉMOCRATES

SUITE DE LA PAGE A 1

quelque 100 000 personnes chacune, de syndicalistes américains brandissant des pancartes hostiles au président Reagan et une autre de groupements d'homosexuels, se sont déroulées dans le calme, près de 4 000 délégués, de nombreux journalistes et des personnalités ont envahi la ville pour les quatre jours de la convention d'où sortiront les noms des adversaires des Républicains Ronald Reagan et George Bush en novembre.

Chose à signaler, le muret antiterroriste et les exceptionnelles mesures de sécurité entourant le centre Moscone, où s'ouvre aujourd'hui à 14 heures le grand rassemblement, donnent aux locaux un aspect de « bunker » pour le moins déprimant. Pendant les quatre journées de la convention, Mondale aura tous les moyens télévisés pour lancer officiellement sa campagne. Sa désignation interviendra mercredi soir mais il prononcera son discours officiel d'acceptation le jeudi.

La grève plane sur la couverture ■ Dans le but de repousser la menace de grève qui pourrait affecter la diffusion d'émissions relatives au congrès d'investiture du Parti démocrate, les négociateurs du réseau NBC et ceux représentant les techniciens de ce réseau ont mené des négociations pendant tout le week-end en présence de médiateurs féd-

Il a déclaré à la presse qu'il ne se retirait pas de la course mais promettait de soutenir sans réserve Walter Mondale si celui-ci était désigné par la convention. Il a d'ailleurs annoncé que M. Mondale aura, dès son arrivée à San Francisco, une rencontre de pacification avec lui-même et le révérend Jesse Jackson.

M. Hart prendra la parole mercredi, juste avant le vote qui devrait éliminer définitivement de la course présidentielle cette année.

M. Jackson s'adressera à la convention demain. Ce discours mettra un terme à une campagne mouvementée, pleine de rebondissements qui aura contribué à faire prendre conscience à la communauté noire du Sud du poids de son vote.

L'ancien vice-président de Jimmy Carter est attendu aujourd'hui à San Francisco. Sa sélection constituera le dernier jalon d'une carrière politique commencée dans les années 1940 et qui l'a vu tour à tour ministre de la Justice de son État, sénateur des États-Unis et vice-président de Jimmy Carter. Il a passé près de quatre ans à préparer sa campagne présidentielle.

IL AVAIT SUBI UN TRAITEMENT CONTRE LA LEUCÉMIE

La maladie a finalement raison du maire Di Ciocco de St-Léonard



photothèque LA PRESSE

La maladie a finalement eu raison d'Antonio Di Ciocco. Il était âgé de 33 ans.

■ Comme tous les matins depuis près de deux mois, Giovanni Di Ciocco est arrivé à l'hôpital Royal Victoria vers 6 heures, samedi matin. Il venait à peine de s'absenter pour quérir sa femme, comme il le faisait tous les jours, quand son fils Antonio est mort, à 11 h 30. Le maire de Saint-Léonard était âgé de 33 ans.

PAUL ROY

Outre son père, Antonio Di Ciocco laisse dans le deuil sa mère Rosilda, son frère Dominic, sa soeur Lina et son amie Agnes Pascale.

Sa dépouille mortelle sera exposée dès aujourd'hui à la maison funéraire Magnus Poirier (angle Viau et Jean-Talon), après quoi elle sera transportée à l'hôtel de ville de Saint-Léonard, au 8400, boulevard Lacordaire, où les citoyens pourront rendre un dernier hommage à leur maire.

Les portes de l'hôtel de ville seront ouvertes de 13 heures à 17 heures et de 19 heures à 22 heures demain et de 9 heures à 10 heures mercredi. Le cortège funèbre quittera l'hôtel de ville à 10 heures pour la célébration du service qui aura lieu à 10 h 30 en l'église Notre-Dame-du-Mont-Carmel, au 7645 rue Le Mans.

Le maire suppléant de Saint-Léonard, Raymond Renaud, a déclaré un deuil municipal qui du-

ra de 13 heures, demain, à 13 heures, mercredi.

Il vivait à l'hôpital

« Depuis sept semaines, il vivait à l'hôpital, a confié un porte-parole de la famille, son cousin Luciano Del Negro. Il connaissait des hauts et des bas, mais la dernière semaine, il l'a passée dans un état semi-comateux. »

Selon M. Del Negro, Antonio Di Ciocco n'est pas mort de leucémie, mais dont il avait appris qu'il était atteint en novembre 82, mais plutôt des complications consécutives à une transplantation de la moelle osseuse, subie en début d'année à Toronto.

Les plaquettes greffées avaient d'ailleurs été prélevées sur sa soeur Lina.

« L'opération s'était bien passée, a précisé M. Del Negro, il n'y a pas eu de rejet, mais il semblait mal supporter les effets secondaires des médicaments qu'on lui administrait. De toute façon, une autopsie a été pratiquée samedi et peut-être saurons-nous plus précisément ce qui n'a pas marché. »

Pourtant, fin avril, le maire Di Ciocco, après plusieurs mois d'inactivité, reprenait ses fonctions à l'hôtel de ville. Il avait notamment assisté à la séance du conseil de la Communauté urbaine de Montréal, dont il avait été le plus jeune vice-président.

L'événement avait été souligné par le maire de Montréal, Jean Drapeau, qui avait salué son col-

lègue de Saint-Léonard. On avait alors annoncé que M. Di Ciocco semblait avoir dominé leucémie dont il était atteint.

Il avait lui-même déclaré être en excellente condition, que ses forces reprenaient le dessus. Quelques semaines plus tard, il reprenait le chemin de l'hôpital où il est mort samedi.

Des citoyens peinés

Associé d'une étude d'avocats, Antonio Di Ciocco avait accédé à la mairie de Saint-Léonard en juin 1981. Il succédait à son associé Michel Bissonnette, qui s'était fait élire député libéral à l'Assemblée nationale.

À cette époque, il était maire, mais son parti, le Renouveau municipal, était minoritaire au conseil. À l'élection générale suivante, en novembre 82, il obtint neuf des 12 sièges au conseil municipal.

C'est vers cette époque qu'il apprenait qu'il souffrait de leucémie.

Hier, comme on ne répondait pas à l'hôtel de ville, les citoyens ont inondé d'appels le poste de police et le service des incendies. « Les gens étaient peinés », a répondu un policier du poste 54.

Joint au téléphone hier, le maire de la municipalité voisine de Montréal-Nord, Yves Ryan, a déclaré que Saint-Léonard perdait « un homme intelligent, un homme d'une grande générosité et d'une grande tolérance ».

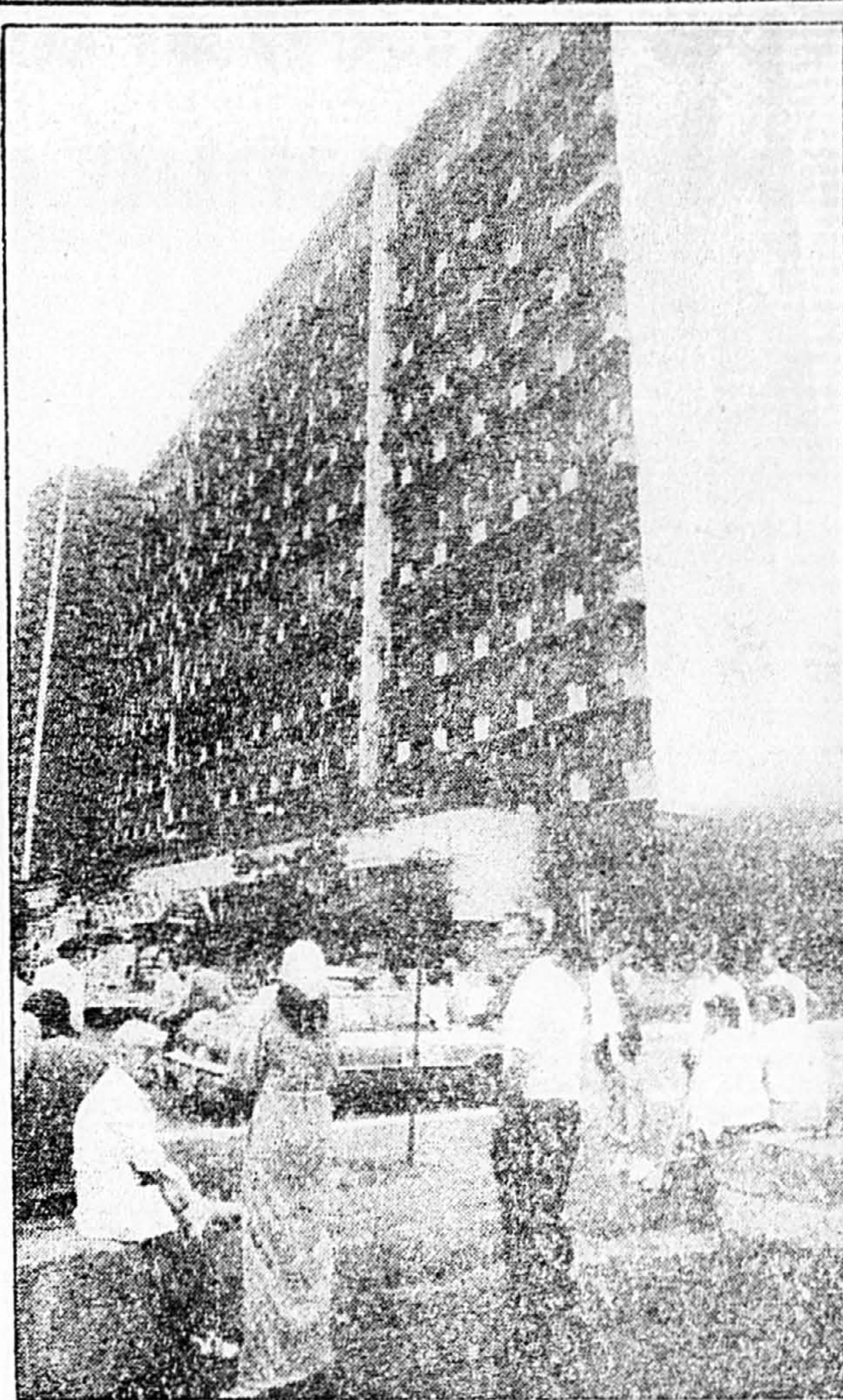


photo Robert Mailloux, LA PRESSE

Environ 200 résidents du Port de Mer, une tour d'habitation de 26 étages à Longueuil, observaient en petite tenue l'incendie qui faisait rage à cinq heures hier matin dans les garages de l'édifice.

Le feu force l'évacuation d'une tour d'habitation à Longueuil

■ Non ce ne fut pas la tour infernale. Mais tout de même, ils étaient peut-être deux cents à frissonner sur l'herbe aux aurores hier matin à Longueuil, en regardant une lourde fumée noire s'échapper de la tour d'habitation le Port de Mer, tout à côté du métro. Vingt-six étages d'un immeuble moderne et luxueux évacués à cause d'un sinistre d'origine incertaine qui s'est déclaré dans les garages de l'édifice.

MARIO FONTAINE

Ce qui aurait pu tourner en catastrophe a heureusement connu un épilogue plus heureux. Ni morts ni blessés en effet, et personne de vraiment incommodé par la fumée. Beaucoup de fumée et de suie toutefois dans les sous-sols, et une dizaine de véhicules endommagés par la chaleur et l'eau.

Les enquêteurs de Longueuil interrogeront les propriétaires de véhicules aujourd'hui, pour savoir ce qui aurait pu provoquer le sinistre. On n'exclut pas l'intervention d'une main criminelle, mais on ne se fonde pas non plus sur cette hypothèse. L'incendie s'est déclaré à 4 h 23 hier matin, et a demandé presque trois heures de travail aux pompiers avant d'être maîtrisé.

« Ça fait plusieurs fois que des gens mettent le feu dans les chutes à déchets, ce qui enflamme les containers en bas », a déclaré Denise Boivin. « Il y a eu déjà plusieurs feux, mais en général la sécurité est bonne », explique Monique Cartier. Toutes deux résident dans l'édifice.

A. et ont dû descendre qui 22 étages, qui it, en pleine noirceur, parce que l'éclairage d'urgence n'aurait peut-être pas fonctionné. Non plus que les cloches d'alarme. Et c'est grâce à l'intervention rapide et efficace des policiers de Longueuil, dont les locataires se félicitaient sur les pelouses, que tout le monde fut évacué sans encombre et dans un temps record.

Le sergent Morency patrouillait le secteur lorsqu'il vit une fumée dense s'élever au-dessus de l'édifice. Il a aussitôt accouru et a frappé à toutes les portes en compagnie de ses collègues. Il n'a pas eu à solliciter trop longtemps les quatre employés de Bell Canada, des préposées à l'interurbain pour le secteur, qui ont leur bureau dans la mezzanine de l'immeuble.

Francine Prudhomme était justement en service lorsqu'elle a senti le plancher trembler sous elle. « J'ai vu une boule de feu monter par une bouche d'aération », dit-elle. Ces travailleuses ont quitté les lieux illico, tandis que les locataires faisaient graduellement leur apparition en pyjamas, robes de chambre ou déshabillés. Certains étaient nu-pieds dans l'herbe. Les plus avisées avaient enfilé un pantalon et un veston. Car il leur fallait plusieurs heures avant de réintégrer leurs logis. Mais l'ambiance était plutôt détachée à l'extérieur de la tour, peut-être parce qu'on a vite réalisé que personne n'avait été blessé, et que les appartements de chacun n'avaient pas été directement touchés par le sinistre.



photo Robert Mailloux, LA PRESSE

La Camaro en feu à Longueuil.

Une Camaro « brûlante » !

■ Une Camaro 75 a proprement « rôti » sur la route 132 vers 5 h 30 hier matin à Longueuil, brûlant son conducteur au visage mais laissant indemne son compagnon de route. C'est le moteur qui a tout d'abord dégagé une odeur de brûlé, et l'incendie s'est propagé par la suite très rapidement à l'habitacle. À noter qu'un autre incendie faisait rage au même moment à l'édifice Port de Mer, à quelques centaines de pieds de là.

L'orage cause des pannes électriques

■ Plusieurs pannes d'électricité se sont déclarées dans la région de Montréal hier matin, à la suite de l'orage électrique qui s'est abattu sur la métropole. Hydro-Québec a indiqué qu'environ 9 000 abonnés ont été touchés par ces pannes, dues à des bris d'équipement. Le courant avait été rétabli à peu près partout vers midi, sauf pour les résidents de Montréal-Nord et de Saint-Laurent qui ont dû patienter plus longtemps.

Les policiers-coureurs sont à Calgary

■ Les policiers municipaux de Calgary et ceux de la GRC locale ont endossé leurs vêtements de jogging et mis leurs chaussures de course hier, pour escorter une vingtaine de leurs collègues montrealais en route pour Los Angeles à l'occasion des olympiades. Les policiers du Québec veulent battre le record de la plus longue course à relais au monde, et espèrent du même coup amasser des fonds pour les enfants handicapés.

Une violente tempête fait un mort et 28 blessés dans l'Outaouais

■ PEMBROKE, Ontario (D'après CP) — Une violente tempête qui s'est abattue hier sur l'est de l'Ontario et l'ouest du Québec a fait un mort, ainsi qu'au moins 28 blessés, dont quelques-uns grièvement, et a détruit six maisons. Les vents violents ont causé des pannes d'électricité et endommagé plusieurs propriétés dans de nombreux villages et villes des deux provinces.

La Sûreté du Québec rapporte qu'une personne est morte à Blue

Sea Lake, à environ 45 km au sud de Maniwaki, où les dommages ont été les plus importants. De plus, tard hier soir, 25 résidents de ce petit village de 500 habitants manquaient encore à l'appel. Des équipes médicales et des volontaires se sont rendus sur les lieux pour porter secours aux blessés.

Dix-sept personnes ont été hospitalisées à Maniwaki, alors que les 11 autres ont été transportées à l'hôpital général de Pembroke, en Ontario. Les blessés souffrent

pour la plupart de fractures ou de contusions.

Selon les porte-parole de la station météorologique de CFB Petawawa à Pembroke, les vents ont atteint par moments 160 km/h.

La police provinciale de l'Ontario a indiqué que les premiers rapports concernant la tempête lui étaient parvenus de Rolphton, à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Pembroke.

Au Québec, les vents violents

accompagnés de pluie ont commencé à faire leurs ravages vers 18 h 30 dans la région de Châteauguay, à environ 100 km à l'ouest de Hull, faisant six blessés. À 19 heures, ils atteignaient Blue Sea Lake, à 80 km au nord de Hull, projetant plusieurs chalets dans le lac et faisant au moins un mort et plusieurs blessés.

En fin de soirée, hier, les spécialistes de la météo à Environnement Canada prévoient que la tempête allait se déplacer en direction de Trois-Rivières, puis de Québec.

SUPER AUBAINES DU SIÈCLE

NE MANQUEZ PAS CE CAHIER REMPLI D'AUBAINES PUBLIÉ DEMAIN, MARDI

UNE IMPORTANTE ASSOCIATION D'ÉGLISES PROTESTANTES SE PRONONCE

Non à l'octroi de fonds publics pour la venue de Jean-Paul II

■ Une association représentant 2 000 Églises protestantes attaque l'utilisation de deniers publics en vue de la visite du pape Jean-Paul II au Canada, de même que la vente de souvenirs dans le but d'amasser des fonds.

« Je m'oppose à l'octroi de fonds gouvernementaux à n'importe quel chef religieux dont la visite a pour but de promouvoir sa religion, qu'il vienne de Rome, de Londres ou d'Iran, qu'il soit Billy Graham ou le pape », déclare le révérend Brian Stiller, directeur du Evangelical Fellowship of Canada.

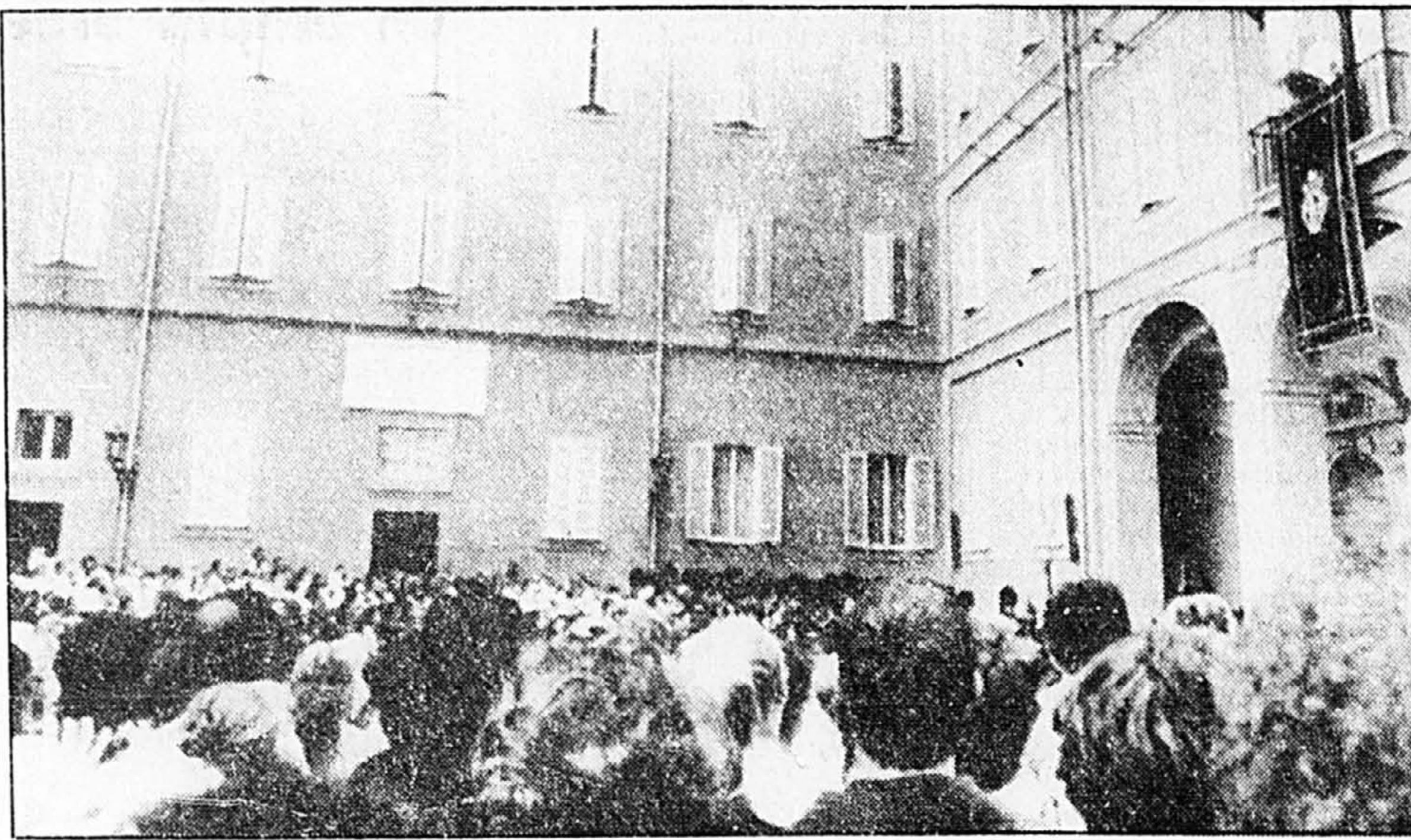
Peu de critiques ont été formulées jusqu'à maintenant concernant les dépenses gouvernementales relatives à la visite (au coût de \$50 millions) au pays du chef de l'Église catholique. Le fédéral a, lui seul, alloué \$30 millions en vue de cet événement.

Les gouvernements provinciaux et municipaux ont eux aussi accordé des fonds afin d'assurer la sécurité du pape et les équipements nécessaires pour ses apparitions.

Environ 17 groupes font partie du Evangelical Fellowship, dont l'Armée du Salut, des pentecôtistes et quelques baptistes. Mais on n'y trouve pas d'Églises aussi importantes que l'Église Unie et Anglicane.

Objets offensants

M. Stiller estime également que les objets vendus relativement à la visite du pape sont offensants. « Les souvenirs sont



Le pape Jean-Paul II, qui séjourne présentement dans sa résidence d'été de Castel Gandolfo, a prié hier pour les victimes de la tragédie ferroviaire yougoslave lors de sa traditionnelle bénédiction du dimanche midi.

téléphoto AP

une chose, mais le mercantilisme visant à payer son voyage est sûrement le témoignage du manque d'intérêt des membres de sa propre Église, surtout lorsque la majorité des Canadiens se dit catholique ».

Seion le révérend Stiller, le pape devrait faire une déclaration publique contre la vente de macarons, T-shirts, cendriers et autres objets portant l'emblème

de l'Église et le portrait du pape. « Je crois que le pape se situe bien au-dessus de tout cela. Il aide les gens à réaliser leur besoin d'un accomplissement religieux ».

Il considère que la vente « éloigne les gens de l'acte honnête de donner pour le pape. Les gens sentent qu'ils doivent recevoir quelque chose pour leur offrande ».

Par ailleurs, Mgr John Sherlock, évêque catholique de London (Ontario), et président de la Conférence canadienne des évêques catholiques, défend la participation gouvernementale relativement à la visite de Jean-Paul II.

« Il est très important pour lui (le gouvernement) que le Saint-Père soit en sécurité », confie-t-il.

— Presse canadienne

Québec devient le rendez-vous de la francophonie

■ QUÉBEC — C'est à croire que la vieille capitale est devenue, cet été, « le » rendez-vous de la francophonie hors Québec et outre Amérique du Nord ! Chanteurs, spécialistes en toponymie, maires des villes francophones etc., s'y seront côtoyés. Cette semaine, plus d'un millier de professeurs de français, venus de 80 pays, se rencontrent aux abords de la colline parlementaire.

NICOLE BEAUCHAMP

Le 6ième congrès mondial de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) s'ouvre en effet aujourd'hui sous le thème général : « Vivre le français, dialogue des cultures et formation de la personne ». Vivre le français, le parler, l'écrire, l'enseigner avec un supplément de cœur conscient comme s'il s'agissait d'une urgence face à la révolution informatique ?

Demain pose dès maintenant un défi colossal à la francophonie. Le mot recouvre déjà les réalités socio-économiques extrêmes de pays dispersés sur l'axe Nord-Sud. En plus, la langue française, à la fois gardienne des cultures qu'elle exprime et outil de communication, perd de plus en plus de terrain sur à peu près tous les fronts.

En raison de leurs préoccupations communes, les écrivains s'unissent ainsi aux professeurs de français pour analyser les implications du virage technologique sur la langue et la culture. Deux congrès en un, donc. La conférence internationale présentée par l'Union des écrivains québécois sous le thème « Culture et technologie : fusion ou collision ? », s'incorpore au congrès de la FIPF.

Celle-ci propose aux congressistes un programme très touffu. Il fait en quelque sorte le tour des continents où, de la maternelle à l'université, on apprend le français comme langue maternelle, langue seconde ou langue étrangère. Ses organisateurs ont toutefois regroupé les multiples sujets abordés —

plus de 700 — en trois séquences elles-mêmes subdivisées : dialogue interculturel, dialogue interpersonnel et pratiques didactiques, formation des enseignants.

Expériences vécues

Derrière ces termes abstraits, ce sont pourtant des questions soulevées par les constats de recherches et les expériences vécues que les participants brasseront au fil des ateliers, tables-rondes et conférences. Un exemple parmi tant d'autres : quels problèmes fait surgir l'enseignement du français dans les écoles pluri-ethniques.

« L'enseignement d'une langue, au-delà des objectifs purement scolaires, comporte des enjeux psychologiques et sociaux considérables, qui sont étroitement liés aux situations réelles très diverses et que le professeur de français doit prendre en compte », souligne le président de la FIPF, Émile Bessette, dans son message de présentation du programme du congrès.

L'excellence

Cet événement, techniquement organisé par l'Association québécoise des professeurs de français, place à l'avant-plan le souci professionnel de l'excellence. Cela nous change de certains discours syndicalo-corporatistes qui submergent si souvent, chez nous, la voix de ceux et celles que la pédagogie passionne encore. On ira jusqu'à s'interroger sur « comment former la personne des enseignants », et on se demandera plus particulièrement « quelle formation des enseignants de français pour quels objectifs ».

Mais il faudrait le don d'ubiquité pour donner un aperçu d'ensemble des discussions qui se dérouleront simultanément dans plusieurs salles des gros hôtels du centre-ville de Québec. Un forum-synthèse de la réunion des écrivains et une plénière générale des assises de la FIPF clôtureront cette semaine d'échanges afin d'en dégager les lignes de force.

Micro-ordinateurs Apple: le MEQ maintient son refus d'octroi de \$400 000 à la CÉCM

■ La rencontre des représentants de la CÉCM avec les hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation n'y a rien changé. Le MEQ refuse de subventionner l'achat de 120 micro-ordinateurs Macintosh de la compagnie Apple et re-

NICOLE BEAUCHAMP

tient son octroi de \$400 000. A la faveur des vacances, le dossier restera en suspens jusqu'à la veille de la rentrée scolaire.

Lors de leur dernière réunion, à la fin de juin, les commissaires de la CÉCM avaient ni plus ni moins coupé la poire en deux. Le programme global pour équiper les écoles en micro-ordinateurs — les experts de la commission avaient jeté

leur dévolu sur le Macintosh fabriqué par Apple pour des raisons pédagogiques — comportait en effet l'achat de quelque 240 appareils et logiciels, et prévoyait un investissement de \$770 000.

Aux yeux du MEQ, le produit d'Apple ne rencontre pas les règles d'éligibilité établies. On se souviendra qu'à la mi-mai, le ministre Yves Bérubé annonçait l'allocation immédiate de \$7,3 millions pour permettre aux commissions scolaires de parer à leurs besoins dès septembre prochain en attendant l'arrivée du Max-20-E franco-québécois. Le choix des appareils devait toutefois se conformer au devis technique élaboré par le ministère et les milieux de l'enseignement.

Les commissaires de la CÉCM avaient tout de même décidé de commander 120 Macintosh pour compléter l'équipement des écoles secondaires et de les payer avec la subvention de \$370 000 déjà versée par le MEQ. Quant aux 120 autres micro-ordinateurs, destinés ceux-là aux écoles primaires, on avait convenu d'éviter les escarmouches avec le MEQ et d'aller plaider à Québec combien les arguments pédagogiques l'emportaient sur les considérations politiques. La rencontre, quasiment au lendemain de la réunion des commissaires, n'aura pas fait fléchir le MEQ.

Où la CÉCM procède à une deuxième série d'achats de Macintosh et défraie la facture

à même ses budgets, ou elle se rabat sur un produit accepté par le MEQ pour obtenir l'octroi prévu de \$400 000. Mais le conseil des commissaires ne siègera pas avant la fin du mois d'août. Pendant ce temps, 115 commissions scolaires, à la faveur d'un contrat-cadre avec les distributeurs IBM et Lanpar Technologies, auront acheté quelque 2 700 micro-ordinateurs pour la rentrée scolaire, des PC et PC junior ou des Eagle PC.

Aux Éditions La Presse



Ce que toute FEMME doit savoir sur les HOMMES

Joyce Brothers

Psychologue réputée, l'auteur fait le point des nouvelles relations qui, influencées par l'évolution des comportements sociaux, existent entre les hommes et les femmes et explique avec franchise comment les femmes peuvent le mieux s'adapter à ces relations: dans la vie courante, au travail, dans le mariage et en amour. Un livre pour les femmes... que tout homme devrait lire...

EN VENTE PARTOUT

AUTRES TITRES:



Le guide complet des plantes d'intérieur
Joan Lee Faust
266 pages / 85 pages d'illustrations en couleurs, 41 photographies.



Mesdames protégez-vous!
par Sam Char
Auteurs de conseils, de graphiques et de nombreux photos, l'auteur vous enseigne à vous tirer des situations les plus embarrassantes.
128 pages



Vivre avec son anxiété
Isaac M. Marks, M.D., D.P.M. Traduit et adapté par Yves Lamontagne, M.D., F.R.C.P.(C)
Comment comprendre ses problèmes afin de pouvoir les surmonter.
176 pages



Le chat
Dr François Lubrina
médecin-vétérinaire
Un ouvrage bien documenté et teinté d'humour sur les soins à donner au chat.
280 pages

OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉS DE LA PRESSE 20% DE RÉDUCTION

BON DE COMMANDE

Veuillez me faire parvenir le(s) livre(s) indiqué(s) par un crochet

() Ce que toute femme doit savoir	17,95\$	14,35\$
() Le guide complet des plantes d'intérieur	12,95\$	10,35\$
() Mesdames, protégez-vous	8,95\$	7,15\$
() Vivre avec son anxiété	6,95\$	5,55\$
() Le chat	9,95\$	7,95\$

IMPORTANT: Joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse. Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement.

MCard ☐ Visa ☐ no. _____
Numéro d'abonné(e) de LA PRESSE _____

À retourner aux:

Éditions La Presse, Ltée
7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec)
H2Y 1K9

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
PROVINCE _____
CODE POSTAL _____ TÉL. _____
TOTAL _____ (plus 1 \$ pour frais de poste et manutention)
ci-joint _____

Devenez membre de l'équipage du SOFATI/SOCONAV QUÉBEC et gagnez un voyage à Saint-Malo.

Le voyage comprend deux billets d'avion aller-retour, pour Saint-Malo, ainsi que l'hébergement pour une durée d'une semaine.



Le SOFATI/SOCONAV QUÉBEC, est un bateau formé exclusivement de navigateurs québécois et représente, au nom de deux entreprises québécoises, le Québec dans la fameuse course Transat Tag. Ce bateau aux performances exceptionnelles se mesurera aux nombreux voiliers inscrits dans cette catégorie et offrira d'excellentes chances aux Québécois de gagner cette course prestigieuse.

DEVENEZ MEMBRE DE L'ÉQUIPAGE SOFATI/SOCONAV QUÉBEC ET COUREZ LA CHANCE DE VIVRE L'ARRIVÉE DU BATEAU À ST-MALO.

Pour participer:

- Découpez le coupon de participation publié dans LA PRESSE les lundis, mercredis et vendredis jusqu'au 3 août inclusivement et expédiez-le à:
- CONCOURS «DEVENEZ MEMBRE DE L'ÉQUIPAGE DU SOFATI/SOCONAV QUÉBEC», CJMS, 1717 est, boul. Dorchester, Montréal, Québec, H2L 4E8.
- Le tirage des billets d'avion aura lieu le 8 août 1984.
- La valeur approximative des prix offerts est de 5 000\$.

COUPON DE PARTICIPATION MEMBRE DE L'ÉQUIPAGE DU SOFATI/SOCONAV QUÉBEC

NOM _____
ADRESSE _____
N° DE TELEPHONE _____

la presse

cjms

cfm

Les deux tables préférées des députés à Québec

■ QUÉBEC — Deux restaurants de Québec, situés à proximité de l'Assemblée nationale, sont la scène régulière de bien des tractations politiques.

Il s'agit du « Chalet Suisse » et du « Jardin d'Italie », deux des restaurants préférés des membres de l'Assemblée nationale.

NORMAN DELISLE
de la Presse canadienne

Le visiteur qui choisit d'aller souper à un de ces deux établissements pendant les périodes de session de l'Assemblée nationale sera surpris d'y retrouver assis près de lui un groupe de députés en train de prendre en vitesse leur repas avant que les travaux parlementaires ne reprennent à 20h ou encore en train de grignoter tout en relaxant à la suite de l'ajournement de la Chambre à 22h.

Autant au Chalet Suisse qu'au Jardin d'Italie, députés et ministres laissent à la porte le protocole et le décorum pour se retrouver dans un cadre beaucoup plus détendu.

« Les députés se sentent chez eux ici », explique le gérant du Jardin d'Italie, Giorgio Piron.

Jovial et accueillant, Piron, dans la quarantaine, reçoit lui-même ses éminents clients dans un excellent français teinté d'un délicieux petit accent de Padoue, sa ville natale.

« Les députés sont attirés par l'atmosphère familial qui règne ici dans l'établissement », confirme le gérant du Chalet Suisse, Richard Boutet.

Raisons

Il est évident qu'à la longue, les députés finissent par être « tannés » de la cuisine, excellente mais nécessairement répétitive, du restaurant officiel de l'Assemblée nationale, « Le Parlementaire ».

« Ce sont les trois députés d'origine italienne qui ont commencé à attirer leurs collègues vers les mets italiens », raconte Giorgio Piron. L'Assemblée nationale compte trois fils de l'Italie, John Ciaccia, député de Mont-Royal; Cosmo Maciocia, député de Viger et Bill Cusano, député de Viau.

Graduellement, les collègues libéraux se sont joints aux trois députés de descendance italienne et le Jardin d'Italie est devenu un des hauts-lieux de l'opposition officielle à Québec.

Des péquistes fréquentent à l'occasion ce restaurant, notamment le ministre de l'Industrie et du Commerce, Rodrigue Biron, dont les bureaux du ministère sont situés à proximité.

Préférence

La majorité des députés péquistes fréquentent toutefois le Chalet Suisse, un restaurant établi en 1954 dans les murs du Vieux-Québec par le suisse Gaston Perrin.

La direction du restaurant a changé de mains en 1979 mais le menu, réputé surtout pour ses fondues suisses, chinoises ou bourguignonnes, est demeuré le même.

Le Chalet Suisse accueille néanmoins des habitués libéraux, dont le député de Jean-Talon, Jean-Claude Rivest et le député de Hull, Gilles Rocheleau, lui-même un restaurateur.

L'anecdote la plus savoureuse concerne d'ailleurs le député Rivest. Le Chalet Suisse est connu traditionnellement sous le nom de son bar appelé « l'Aquarium ». La première fois que M. Rivest a voulu s'y rendre, le taxi l'avait laissé non pas au Chalet Suisse, mais à l'aquarium provincial, près du pont de Québec, à 15 km plus à l'ouest.

Publicité

Ces deux restaurants ne font aucune publicité auprès des députés pour attirer leur clientèle.

Dans le cas du Chalet Suisse, on compte surtout sur la longue tradition de l'établissement, « fréquenté depuis les débuts par les hommes politiques », rappelle M. Boutet, pour maintenir la coutume.

Déjà, au début des années 60, les murs du Chalet Suisse ont été les témoins fidèles de l'élaboration de la « Révolution tranquille ».

Au Jardin d'Italie, un établissement beaucoup plus récent ouvert en 1976, on compte surtout sur le bouche-à-oreille pour se faire connaître.

On rappelle que l'établissement est situé à deux pas de l'Assemblée nationale et que les prix demeurent à la portée de toutes les bourses, y compris de celle des élus du peuple.

LE TAUX D'INTÉRÊT PRÉFÉRENTIEL RESTE EN VIGUEUR

La subvention de \$1 000 de Corvée-Habitation disparaît

■ QUÉBEC — La subvention de \$1 000 inhérente au programme de construction domiciliaire Corvée-Habitation est abolie officiellement depuis hier.

LIA LÉVESQUE

de la Presse canadienne

Les acheteurs de maison ou logement, dont les assises sont installées et l'offre d'achat signée après le 15 juillet et avant le 31 décembre, bénéficient seulement du taux d'intérêt avantageux de 9,5 p. cent, garanti pendant trois ans.

Le ministre des Finances, Jacques Parizeau, dans son budget du 22 mai, avait annoncé que le programme, qui devait prendre fin le 15 juillet, serait prolongé jusqu'au 31 décembre. Toutefois, la subvention de \$1 000 du gouvernement prenait fin, elle, le 15 juillet.

L'octroi québécois avait été instauré après qu'Ottawa eut retiré sa propre subvention aux futurs propriétaires.

Depuis le début du programme Corvée-Habitation, en juillet 1982, les responsables ont accepté 24 346 des 28 862 demandes reçues, en date du 6 juillet.

Le programme visait à stimuler la construction domiciliaire et l'investissement, au cœur de la récession économique. Il visait par le fait même à pallier le haut taux de chômage chez les ouvriers de la construction.

Corvée semble avoir été une

réussite complète, si l'on en croit les responsables du programme, les représentants syndicaux de la construction, les ouvriers eux-mêmes... et les statistiques aussi.

38 000 constructions

Depuis l'amorce du programme, le Québec a vu 76 000 logements et maisons poindre à l'horizon. De ce nombre, le ministère de l'Habitation en attribue 38 000 directement au programme Corvée-Habitation.

Les responsables de Corvée-Habitation attendent au moins 9 000 requêtes supplémentaires entre le 15 juillet et le 31 décembre 84, date à laquelle la clause des taux d'intérêt prendra elle aussi fin.

Au total, c'est un minimum « très conservateur » de 38 000 dossiers que Corvée-Habitation aura analysé d'ici l'échéance finale.

À l'échéance, Corvée aura injecté plus de \$2 milliards dans l'économie, en sous-traités, achats, salaires et autres.

Du côté ministériel, on ne cache pas sa satisfaction devant un tel succès économique. Corvée aura sans doute été l'un des programmes gouvernementaux les plus populaires auprès du public.

Du côté syndical, la FTQ, qui avait lancé l'idée du programme, s'en félicite aussi. Le président Louis Laberge juge d'ailleurs que le gouvernement s'accorde trop facilement le crédit de cette initiative des travailleurs.

La contribution des ouvriers se concrétise d'ailleurs dans chaque subvention de Corvée. Pour chaque dollar investi dans Corvée, 60 cents proviennent du gouvernement et 40 cents en contributions directes des travailleurs.

Coût du programme

Mais Corvée aura aussi coûté cher au gouvernement.

En subventions, capital et intérêts, il n'a coûté que \$24,4 millions, depuis le début, en juillet 82.

Mais le responsable de Corvée-Habitation à la Société d'habitation du Québec, Jean-Pierre Gagnon, estime qu'une fois tous les intérêts payés, au bout de ces trois ans, il aura coûté « facilement quatre fois » ces \$24,4 millions.

La subvention de \$1 000 était conditionnelle à l'octroi, par la municipalité, d'une somme minimale de \$500. Mais plusieurs villes accordaient jusqu'à \$3 000.

Pour être admissible à la phase IV, qui a pris fin le 15 juillet, les assises de l'immeuble devaient être installées et l'offre d'achat signée avant le 15 juillet. Les travaux de construction doivent être terminés avant le 31 décembre 84.

Pour appartenir à la phase V, l'échéance pour les assises et l'offre d'achat est le 31 décembre. Les travaux doivent être achevés avant le 15 juillet 85, s'il s'agit d'une maison unifamiliale et en septembre 85 pour le multifamilial et le condominium.

SONDAGE GALLUP

Olympiques: la majorité des Canadiens sont contre un emplacement permanent

■ Près de la moitié des Canadiens (49 p. cent) s'oppose à l'établissement d'un emplacement permanent pour le tenue des Jeux olympiques, tandis que 39 p. cent y sont favorables, et que 12 p. cent n'ont pas d'opinion sur le sujet.

Ce sont les personnes âgées de 50 ans ou plus, ainsi que celles possédant une formation universitaire, qui sont les plus favorables au choix d'un site permanent. On ne note aucune différence significative entre les réponses des femmes et celles des hommes.

Ces résultats sont basés sur 1 066 entrevues à domicile, menées entre le 24 et le 26 mai avec des répondants de 18 ans ou plus. Un échantillon de cette importante comporte une marge d'erreur de 4 p. cent, 19 fois sur 20.

La question posée était :

« Au cours des récentes années, les Jeux olympiques se sont tenus tous les quatre ans à différents endroits. Seriez-vous en faveur ou contre la suggestion qu'un site permanent soit choisi pour les Jeux olympiques ? »

	EN FAVEUR	CONTRE	SANS OPINION
National	39%	49%	12%
Hommes	41%	49%	10%
Femmes	38%	49%	13%
18 à 29 ans	34%	59%	6%
30 à 49 ans	41%	49%	10%
50 ans et plus	43%	39%	19%
Instruction primaire	33%	43%	24%
Instruction secondaire	38%	52%	10%
Instruction universitaire	49%	44%	7%

À partir du 9 juillet 1984

Nous sommes en avance d'un an de retard!

Voici pourquoi:

Nous sommes en avance d'un an de retard parce que vous pouvez maintenant acheter une Renault Alliance 1984 (modèle de base) au prix du modèle de 1983.

Nous, les concessionnaires AMC/Jeep/Renault, avons en stock toutes les Renault Encore et Alliance que le manufacturier avait en inventaire.

Ainsi, nous pouvons vous offrir de meilleurs prix et un choix vraiment supérieur.

Encore et Alliance:
deux voitures populaires et performantes.

Économie d'essence

53 MPG — 5.4 l/100 km (Transport Canada) grâce à son système d'injection électronique.

Conduite exceptionnelle

Une traction avant et une direction à crémaillère qui font toute la différence.

Confort

La route devient un plaisir grâce aux sièges monotraces exclusifs à Renault et aux barres de torsion totalement efficaces.

Passez nous voir. On est là pour discuter affaires.



6845\$*

*Pour les modèles de base: Alliance 84 et Encore 84. Transport et préparation en sus.

**Le concessionnaire peut vendre moins cher.
***Certains équipements illustrés sont offerts en option.

Chez les concessionnaires
AMC/Jeep/Renault
du grand Montréal



Ile de Montréal

A Ma Bale Automobile Inc.
9790, boul. Gouin ouest
Pierrefonds 684-4400
Automobile Montréal
Dauphine Ltée
12,050 boul. Laurentien
Montréal 331-6130
Automobiles Newman Ltée
7200, boul. Newman
Ville LaSalle 363-7210
Automobiles Ville-Marie Inc.
2995, rue Hochelaga
Montréal 527-8525
Concordia Auto Ltée
8065, rue Lajeunesse
Montréal 273-2373

Garage Eddy Doyle Inc.
2280, boul. St-Joseph
Lachine 637-7511
Garage Spécial Service Inc.
10, Auto Plaza
Pointe-Claire 694-4841
Larreau Automobiles Inc.
1824, rue Ste-Catherine ouest
Montréal 937-7785
2085, rue Ste-Catherine ouest
Montréal 937-9551
Le Cartier AMC/Jeep Ltée
10,300, boul. Pie IX
Montréal 323-4330
Mier Auto Inc.
12,305, rue Sherbrooke est
Pointe-aux-Trembles 645-1611

Laval
Auto Gibraltar (1981) Inc.
2032, boul. Labelle
Chomedey 687-3123
Auto Voisin Inc.
1215, boul. des Laurentides
Vimont 668-9222
Houle et Frères Inc.
401, boul. des Seigneurs
Terrebonne, 471-4647
Garage H. Fortin Ltée
148, boul. Labelle
Ste-Rose 625-2491
Laval Auto Inc.
4650, boul. Dagenais
Laval ouest 627-4731

Banlieues
Auto Montréal Sud Inc.
2066, Chemin Chambly
Longueuil 670-8410

Auto Stop A.C. Inc.
276, boul. d'Anjou
Châteauguay 692-1242
Automobiles Segal Inc.
665, boul. Clairevue ouest
St-Bruno 653-3333
Automobile de St-Lambert Inc.
860, boul. Taschereau
Greenfield Park 676-7901
Rendez-vous Auto Ltée
9000, boul. Taschereau
Brossard 659-7603
Roger Bernard Automobiles Inc.
133, 1^{re} avenue
Ile Perrot 453-5850
André Fortin Auto Inc.
1201 Bourgogne
Chambly 447-1234

RENAULT
ENCORE RENAULT

L'équipe du Québec du chef conservateur

C'est sans doute un précédent dans l'histoire du Parti conservateur: moins d'une semaine après la dissolution du Parlement, le chef présente à la presse 59 des 75 candidats qui formeront l'équipe officielle de son groupe au Québec. Une équipe constituée progressivement et normalement, à la faveur d'une meilleure implantation du parti dans une province qui le boude depuis longtemps, grâce aussi aux gains réalisés dans l'opinion québécoise par Brian Mulroney au cours de l'année écoulée.

De cette équipe, on constate d'abord qu'elle est représentative des classes moyennes, qu'elle est faite d'hommes et de femmes très familiers avec les besoins et les problèmes de leurs milieux respectifs, qu'elle regroupe peu de vedettes nationales mais surtout des citoyens actifs qui ont acquis quelque notoriété dans leurs circonscriptions.

Pourquoi, du reste, faudrait-il réunir des vedettes dans un domaine où l'on cherche des citoyens possédant les aptitudes et la volonté nécessaires pour servir leur collectivité durant quelques années? Vedettes, toutes ces personnes peuvent le devenir un jour si elles doivent s'illustrer au Parlement et au gouvernement.

Parmi les candidats déclarés, on relève cependant des noms plus connus: Lawrence Hanigan, dans Laval-des-Rapides; Nick Auf der Maur, dans Notre-Dame-de-Grâce; Marcel Danis, dans Verchères; Robert de Cotret, dans Berthier-Maskinongé; Gabrielle Bertrand, dans Brôme-Missisquoi; Vincent Della Noce, dans Duvernay; Marcel Masse, dans Frontenac; Robert Layton, dans Lachine; Lorraine Duguay, dans St-Jacques; et, naturellement, M. Mulroney dans Manicouagan, et Roch LaSalle, dans Joliette.

D'autres personnalités célèbres, sollicitées par le parti, auraient résisté à la tentation de se porter candidates, faute d'assurances et de garanties: elles voudraient que leur élection fût assurée et que le Parti conservateur soit appelé à former le prochain gouvernement. De telles certitudes n'existent pas dans l'univers politique où l'on ne pénètre jamais sans risques. Pourtant, les chances du PC paraissent excellentes cette année au Québec, citadelle réputée imprenable du Parti libéral. Ayant reçu 12,5% des suffrages exprimés en février 1980, le PC recueille suivant le dernier sondage (Carleton-Southam) 28% des intentions de vote des Québécois contre 61% aux libéraux. Si les choses en restaient là — ce qui est peu probable — les conservateurs occuperaient de 10 à 15 sièges au Québec.

Au nombre des candidats présentés hier, on remarque une grande variété d'occupations et de professions: des avocats en grand nombre, dont plusieurs se signalent par des spécialités: fiscalistes, administrateurs, action municipale, etc.; des gestionnaires dans des entreprises moyennes, des commerçants, des assureurs, des comptables, des vérificateurs, des ingénieurs, des maires ou des élus municipaux, des personnes engagées dans les coopératives, les loisirs, les sports, l'enseignement, l'action communautaire. Au total, des candidats connaissant bien les préoccupations de leurs milieux et dont l'expérience montre qu'ils sauront les exprimer en termes politiques.

La représentation des femmes, bien qu'elle dénote un progrès important depuis les précédents scrutins, reste insuffisante, compte tenu des échecs électoraux: neuf femmes sur 59 candidats, mais cette proportion pourrait encore augmenter quand seront bientôt connus les 16 autres représentants du PC au Québec. On dénombre 10 candidats et candidates de moins de 35 ans, dont deux de 24 ans. Ce n'est pas trop.

Pour définir les grandes politiques économiques, sociales et culturelles que le Parti entend proposer au Québec durant la campagne, les candidats choisis se réuniront sous la présidence de leur chef dans une dizaine de jours: les conclusions qui sortiront de ce premier «caucus» pourraient se révéler déterminantes pour l'avenir du PC ici.

Michel ROY

Le dessous des cartes au Nicaragua

L'expulsion de dix prêtres catholiques étrangers par le gouvernement du Nicaragua, à la suite d'une manifestation publique de solidarité en faveur du père Luis Amedo Pena, qui a des démêlés avec les autorités, n'est pas un simple fait divers. La manifestation, dirigée par Mgr Obando Y Bravo, et la réaction de Managua illustrent de manière spectaculaire l'existence d'un malaise profond entre la hiérarchie catholique et les sandinistes au pouvoir au Nicaragua, depuis le renversement de Somoza en 1979.

Mais il y a plus. Les événements de la semaine dernière ont transporté dans la rue une controverse qui dure depuis plusieurs années au sein même de l'Eglise catholique. Car, il ne faut pas oublier que si des prêtres, à la fois au sommet de la hiérarchie et à la base, s'opposent au régime sandiniste, d'autres le soutiennent ardemment.

On se trouve transporté de la sorte en pleine querelle théologique. A aborder cette question dans un article de presse on risque de simplifier outrageusement ce qui n'est pas simple et à conclure par trop cavalièrement. Mais ce risque doit être pris sous peine de ne rien comprendre à la crise que traversent le Nicaragua et d'autres pays d'Amérique latine.

Les prêtres catholiques qui affichent une sympathie plus ou moins active pour les mouvements révolutionnaires se réclament d'une théologie dite de «libération». Ceux qui, au contraire, expriment les plus extrêmes réserves vis-à-vis des régimes de type sandiniste voient dans ces régimes ou ces mouvements le véhicule du marxisme. Pour l'archevêque de Managua, par exemple, il ne fait aucun doute que les hommes au pouvoir au Nicaragua sont des marxistes et que les prêtres qui les soutiennent sont les alliés du marxisme. A quoi les autres répondent qu'ils ne font que prendre la défense des pauvres.

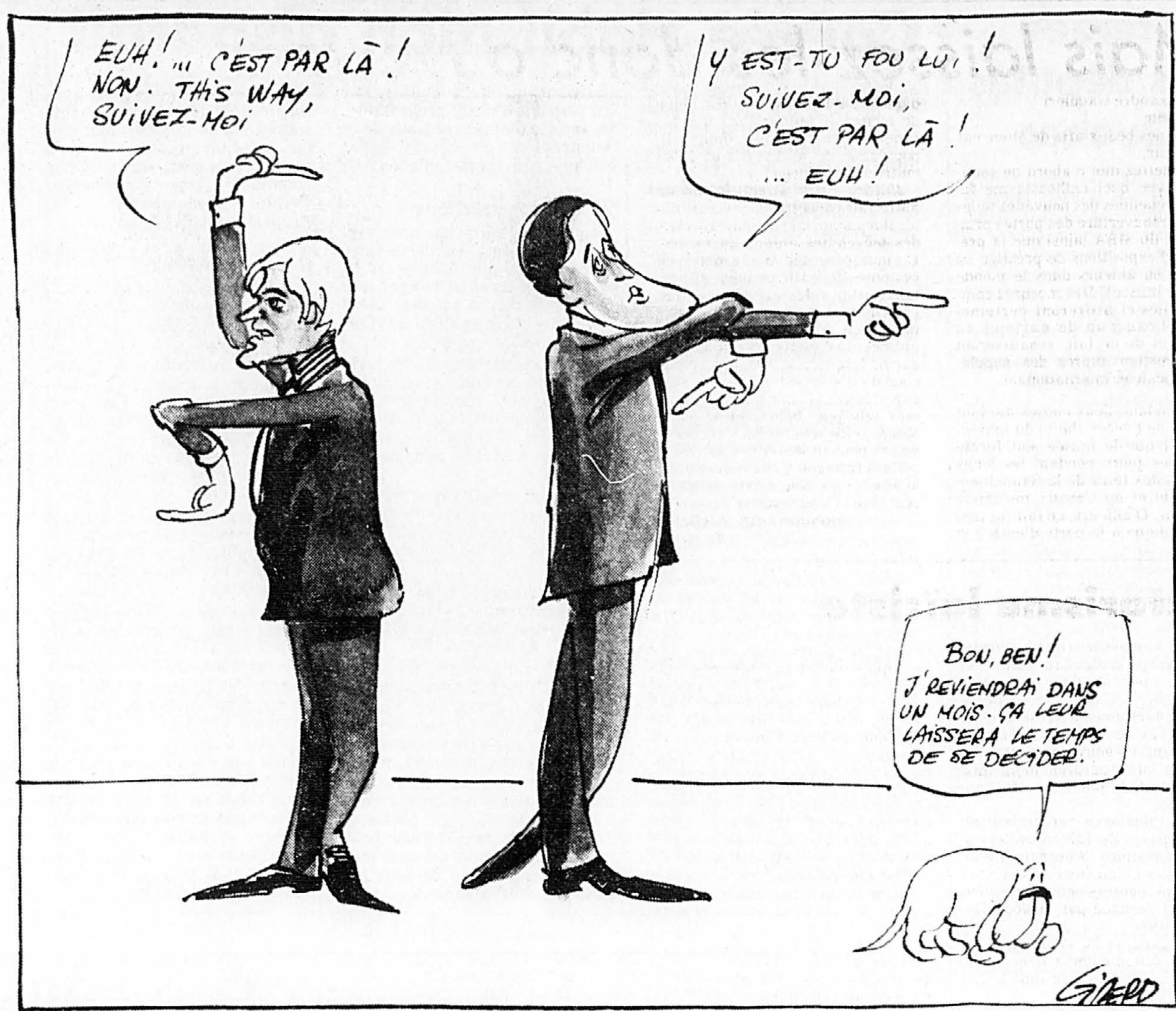
Les choses ne sont nullement simplifiées par le fait que l'interprétation de la théologie de la «libération» par ceux qui la dénoncent est recuée par ceux qui s'en réclament. Ce que les théologiens traditionnels paraissent redouter principalement, c'est une déviation qui laisserait supposer que le Christ ne s'est incarné que pour les pauvres et, qu'à la limite, la lutte des classes ne se transporte au sein de l'Eglise. Avec le résultat qu'on se trouverait en face de deux Eglises catholiques: l'une populaire, prenant le parti des pauvres; l'autre, bourgeoise, du côté des riches.

D'une certaine façon, ces débats ne sont pas entièrement nouveaux, même si les convulsions que connaissent les pays latino-américains les remettent sous les feux de l'actualité. La question est de savoir jusqu'où on peut aller dans le recours aux instruments de l'analyse marxiste de la société, sans devenir marxiste, puis communiste et adhérer ultimement à la lutte des classes et à la dictature du prolétariat. Certains ont soutenu que l'analyse marxiste est une chose et que le communisme en est une autre. Mais le marxisme étant, par définition, un système total, il est difficile, dans la pratique, de ne pas glisser de l'analyse marxiste au communisme intégral.

Dans une lettre du 29 juin 1982, adressée aux évêques du Nicaragua, Jean-Paul II rappelait qu'il serait absurde et dangereux d'imaginer à côté — pour ne pas dire contre — l'Eglise construite sur l'évêque une Eglise populaire... sans référence aux pasteurs légitimes et infiltrée de connotations idéologiques.

Au moment où toutes les curiosités sont sollicitées par le mystère glorieux de la «papamobile», ce débat théologique peut paraître bien abstrait. Il revêt, toutefois, une importance telle pour l'Amérique centrale que l'administration Reagan s'y intéresse.

Guy CORMIER



(Collaboration spéciale)

Marc Laurendeau

Turner n'exploite guère sa position avantageuse

Une semaine après le déclenchement des élections fédérales, on constate que John Napier Turner ne bénéficie pas pleinement de l'avantageuse position d'autorité que lui confère son poste de premier ministre en fonction et sortant («incumbency»). Ses maladresses le placent constamment en posture défensive. Par contre, Brian Mulroney profite de son rôle de chef d'opposition; on ne s'attarde guère sur l'aspect vague de ses promesses. Il demeure, sauf exception, généralement à l'attaque. D'ici sept semaines, l'avance de deux points et demi concédée aux libéraux par le dernier sondage pourrait s'avérer fragile.

Après s'être engagé, durant sa course au leadership, à réduire le déficit de \$30 milliards d'ici sept ans, M. John Turner évoque maintenant la possibilité d'accroître le déficit encore un peu «si les raisons sont bonnes». Sans doute, le premier ministre désigné est-il préoccupé devant la remontée des taux d'intérêt. Les remboursements de l'Etat canadien sont appelés à coûter plus cher et donc à accroître le déficit.

On perçoit aussi, chez M. Turner, un désir de couper l'herbe sous les pieds de son adversaire conservateur, M. Brian Mulroney, qui a déjà pris l'initiative de promesses

électorales séduisantes (entraînant un coût). Mais, dans son souci de riposte au chef conservateur, M. John Turner oublie le maintien de sa propre cohérence.

Voyant évoluer l'adversaire, M. John Turner souhaite peut-être s'accorder d'avance une marge de manoeuvre pour relancer l'investissement. Mais M. John Turner paraît improviser sur ces questions fondamentales. Un vent d'espoir avait porté aux plus hautes fonctions le nouveau leader de Bay Street. Grâce à ses antennes et à ses appuis, on le croyait capable de tracer une vaste stratégie économique, notamment pour freiner le chômage.

A cet égard, on ne saisit pas encore, chez M. John Turner, de véritable programme de gouvernement ni d'ingénieuse planification. En 1968, Pierre Trudeau promettait d'assumer le pouvoir en instaurant «la société juste». Il laissait déjà entrevoir une Charte des droits. Plus récemment, Ronald Reagan annonçait, lui aussi, une orientation précise, notamment une réduction des impôts, afin que la reprise économique passe à travers le secteur privé. Plus pragmatique, John Turner tente de s'adapter aux événements.

La démission de Mme Monique Bégin n'indique pas néces-

sairement une divergence de vues avec le premier ministre désigné. Mais on trouve tout à fait révélateur que ce départ ait pris M. Turner lui-même par surprise. Cela indique, tout au moins, que les consultations qui ont précédé la formation du nouveau cabinet sont restées superficielles.

M. Turner ne semble pas s'être assuré que Mme Monique Bégin pourrait coordonner son action avec celle de ses collègues. Comment accepterait-elle d'être encadrée au Québec par MM. Chrétien et Ouellet? De M. Chrétien, elle avait dit qu'il «manquait de classe» tandis que M. Ouellet a impitoyablement commenté le départ de Mme Bégin en affirmant qu'elle avait «fait son temps». Elle ne paraît pas avoir entretenu avec eux des relations très chaleureuses. Surtout, la ministre de la Santé, se voyant chapeautée par Mme Judy Erola comme ministre d'Etat, pouvait-elle espérer des fonctions stimulantes? M. Turner ne semble pas s'être suffisamment enquis des impressions de la principale intéressée, Mme Monique Bégin.

Devant l'hypothèse d'un départ de son ministre des Finances, M. Marc Lalonde, c'est un hommage bien particulier que lui rend John Turner. En effet «M. Lalonde est l'homme le plus compétent pour assurer la

stabilité de notre économie», déclarait M. Turner, rappelant que le ministre est «encore jeune, encore dynamique» et possède des «options illimitées devant lui». Expressions de circonstance. Ce sont les mots que l'on emploie dans les entreprises lors d'un congédiement ou d'un départ forcé. En formant son cabinet, John Turner n'a reçu aucune garantie que les ministres mis en place resteraient dans le décor pour la prochaine élection.

De tout cela ressort l'image d'un navire que ses lieutenants quittent l'un après l'autre. Ou du moins hésitent à suivre jusqu'au prochain port. Il aurait mieux valu, en termes stratégiques, que M. John Turner prenne lui-même l'initiative d'un remaniement plus radical du cabinet.

Embarassé par l'effondrement du dollar et la petite flambée des taux d'intérêt, le gouvernement Turner est acculé à défendre certaines nominations annoncées dans une forme diplomatique inacceptable mais surtout selon une éthique fort douteuse. Pour se décharger d'un tel héritage, John Turner devra proposer un programme brillant. Même si, à cause des douceurs de l'été et de la villégiature, cette élection se jouera largement sur l'image, les attitudes profondes finiront par compter aussi.

REVUE DE PRESSE

Du renouveau et des loteries

Extraits d'éditoriaux puisés dans les journaux de langue anglaise et traduits par La Presse Canadienne.

La stratégie adoptée par M. Turner au début de la présente campagne souligne son audace mais est également symptomatique d'une certaine impudence. Il se prépare, au cours des 50 prochaines journées, à convaincre les Canadiens que, en réalisant le même groupe de vieux parlementaires, ils obtiendront un gouvernement possédant des idées neuves grâce à une équipe renouvelée. En y regardant de près, on doit admettre que M. Turner aura de la difficulté à nous convaincre. Le meilleur exemple de fraîcheur, à l'heure actuelle, c'est le nouveau premier ministre lui-même. Or, il a beaucoup plus l'air d'un politicien recyclé que d'un nouveau venu. Pour s'atteler aux problèmes économiques que n'ont pu résoudre les Marc Lalonde, Herb Gray, John Roberts et Ed Lumley, M. Turner offre aux Canadiens une toute nouvelle équipe formée de Marc Lalonde, Herb Gray, John Roberts et Ed Lumley. Même M. Turner a semblé quelque peu embarrassé en pré-

sentant ce quatuor. Le cabinet actuel, a-t-il expliqué, ne représente que la phase un du renouveau. Il doit tenir compte de la réalité et le cabinet est formé «des hommes disponibles au sein du caucus libéral».

S'il existe des candidats meilleurs qui attendent de se joindre à M. Turner dans la campagne électorale, il n'en demeure pas moins qu'ils ne sont pas aussi nombreux que l'anticipe M. Turner. Il est assuré qu'il tentera de persuader des hommes et des femmes de calibre de se présenter sous la bannière libérale, mais il n'en demeure pas moins que la tâche ne sera pas facile dans le court laps de temps qui lui est imparti. Il appartenait à M. Turner, va sans dire, d'accorder le temps nécessaire à ces nouvelles figures de prendre les décisions qui s'imposent. En optant pour une élection rapide, il nous a, en somme, confié où se situaient ses priorités.

Personne ne doit se surprendre, encore moins se révolter, de ce que M. Turner ait choisi la solution facile. Presque tous les leaders politiques canadiens, dans la même situation, auraient fait de même. Les leaders

politiques canadiens, particulièrement les libéraux, savent mieux que quiconque que leur premier devoir, à l'endroit de leur parti et de leurs partisans, consiste à prendre le pouvoir et à le conserver.

M. Turner a parfaitement raison de croire que les Canadiens veulent et méritent un virage politique, un nouveau style de gouvernement et de nouveaux visages à Ottawa. Il prétend pouvoir offrir autant de possibilités de changement que ses adversaires. S'il veut être pris au sérieux, à ce chapitre, il devra toutefois nous convaincre mieux qu'il ne l'a fait jusqu'à maintenant. *The Winnipeg Free Press*

Ce seront les contribuables qui, en définitive, seront les perdants dans la lutte que se livrent Ottawa et les provinces dans le domaine des loteries.

En 1979, Ottawa acceptait de laisser le contrôle des loteries aux provinces en échange d'un paiement annuel fixe qui s'établira cette année à quelque \$35 millions. En mai dernier, toutefois, le gouvernement fédéral lançait une organisation de paris sportifs, Sports Select, dans l'es-

poir de recueillir \$130 des \$200 millions qu'Ottawa a promis de verser pour la préparation des Jeux Olympiques d'hiver de Calgary, en 1988.

Entre-temps, Sports Select s'est révélé un désastre financier incomparable. On y a signalé une perte de \$1.25 million en une seule semaine. En seulement huit semaines d'opérations, l'organisme a épuisé les \$10.5 millions mis à sa disposition et a dû réclamer un prêt fédéral supplémentaire de \$10 millions pour demeurer dans la course.

Encore plus, Ottawa obtiendrait trois pour cent sur la vente de tous les billets des loteries provinciales, cela jusqu'en l'an 2000. A cette date, les deux parties seraient libres d'agir à leur guise et de dénoncer les ententes passées. Les concessions ontariennes représentent pas moins de \$2 milliards.

Les ministres provinciaux étudieront les modalités de cette entente, ce mois-ci, lorsqu'ils se réuniront à Saskatoon. M. Austin avait affirmé que si les provinces n'approuvent pas unanimement l'accord, Ottawa «envahira le marché des loteries sportives avec encore plus de vigueur et qu'il utilisera toutes les ressources du gouvernement fédéral pour concurrencer les provinces». *The Edmonton Journal*

Mais laissez-les donc ouvertes!

M. Alexandre Gaudier
Directeur
Musée des beaux-arts de Montréal
Monsieur,

Permettez-moi d'abord de souligner avec quel enthousiasme furent accueillies des nouvelles telles que la réouverture des portes principales du MBA, ainsi que la présence d'expositions de prestige au musée ou ailleurs dans le monde (par le musée). Des mesures comme celles-ci attireront certainement beaucoup de curieux au MBA, et de ce fait, rehausseront son prestige auprès des populations locale et internationale.

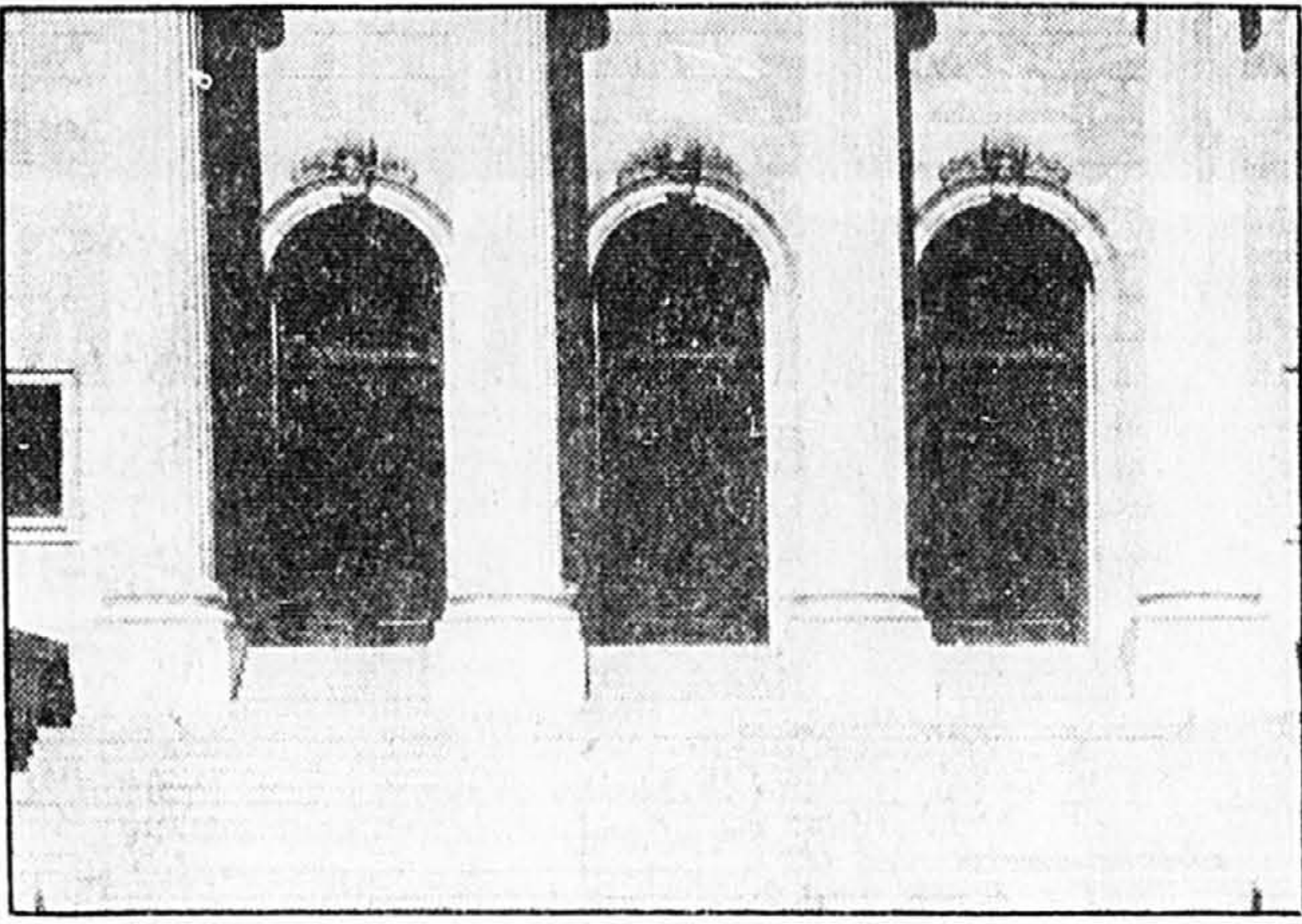
Cependant, deux choses me font douter de l'accessibilité du musée. Le fait que le musée soit fermé quelques jours pendant les longs congés des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste et du Canada me laisse songeur. D'ailleurs, ce fait fut très mal indiqué à la porte d'entrée et

dans la publicité. Quelle est l'idée de fermer le musée alors que les congés permettent justement à la population de se divertir et de se cultiver... au musée!

J'attire votre attention sur un autre fait concernant l'accessibilité: il n'y a aucune mesure au sujet des bicyclettes autour du musée. Le musée se doit de se doter de systèmes de stationnement sécuritaires pour vélos près de l'entrée principale. La bicyclette doit être un moyen de transport populaire auprès des visiteurs du musée parmi lesquels se trouvent beaucoup d'étudiants. Puis-je vous suggérer de téléphoner à des organismes tels que Vélo-Québec ou le Monde à Bicyclette, qui s'occupent de promouvoir de telles mesures.

En terminant, j'ose espérer que le Musée des beaux-arts de Montréal vive et s'agrandisse encore.

Stéphane DESJARDINS
Montréal



Archives Natman, Musée McCord

Sectarisme laïciste

Après s'être assurée du positionnement du corps professoral contre un isolement aberrant dans la gestion pédagogique, la C.E.Q. par son président M. Charbonneau, verse dans le capital-décès de la confessionnalité en pressant le gouvernement d'appliquer la loi 40 naturellement mise au ban par la population catholique du Québec.

Quand l'ouragan réformiste ne l'affecte pas, elle fait volontiers fides réclamations d'autrui, même quand celles-ci touchent à l'essentiel du système confessionnel fortement ébranlé et menacé par la déconsecrationnalisation.

À cet égard, la loi 40 si peu retouchée n'a fait aucune correction ni concession. On peut dire «que les carottes sont cuites».

La C.E.Q. qui est depuis longtemps passée maître dans l'art d'enrober la gravité de nos valeurs éducatives pour le goût du vide et du néant, n'a pas à se soucier des droits légitimes des parents au choix de l'école catholique. Quand on fustige la confessionnalité au profit de l'école neutre et les principes de l'éthique chrétienne au sujet d'un enseignement sexuel hedoniste, on n'a pas à s'en faire devant une loi 40 qui ne pousse pas encore assez fort en ce sens. C'est pourquoi l'on presse le gouvernement d'agir au plus tôt.

Attitude des plus cocasses puisque la grande majorité des enseignants de la C.E.Q. sont des catholiques.

«S'il fallait poursuivre, dit-on, tous ceux qui croient à la sorcellerie ou la pratiquent, il y aurait beaucoup de monde à la barre.» De même s'il fallait prétendre que les enseignants avec leur syndicat démissionnaire ne sont plus à l'école pour l'intégration de certaines valeurs fondamentales et encore moins pour ce qu'ils croient, nombreux ceux qui seraient en faute contre la dérogation à l'éthique professionnelle et même de délit pour des engagements non tenus.

C'est tout de même très curieux et désolant qu'on s'apprette ici à étouffer l'école catholique alors que deux millions de Français manifestent dans les rues de Paris pour s'opposer à des réformes injustes et illégales afin de conserver l'autonomie de leurs écoles catholiques.

Mais de l'Amérique à l'Europe, il y a le gouffre d'un océan où s'effondrent le droit et la logique du droit. Comme quoi on peut même s'honorer à avoir des yeux d'insectes pour ne pas voir «les grands ensembles, les grands mouvements, les progrès et les équivalences». On préfère leur point de fuite hors de l'Évangile du Christ vers quoi tout converge et à la lumière de quoi il faut tout interpréter.

Ce qui fait que coïncide entre les murailles technocratiques et syndicalistes de gauche, notre population peut tout ignorer des rouages du fonctionnement démocratique. Car en démocratie on doit respecter les libertés essentielles, la liberté d'opi-

nion, la liberté de conscience, la liberté d'enseignement. Dans une véritable démocratie, celle-ci dans l'intérêt de la jeunesse, doit échapper aux préoccupations partisans de l'État éducateur et totalitaire.

A cela, la C.E.Q. et M. Charbonneau n'y comprennent rien. Il faudrait lui payer un voyage en Hollande et ailleurs pour lui démontrer comment la loi 40 separe l'école de l'État, comment on respecte admirablement les mêmes droits pour tous, soit la libre association et comment on assure les conditions d'une véritable paix scolaire.

Nous voudrions qu'après 20 ans de guerre scolaire au Québec pour démolir notre système scolaire confessionnel, on en finisse avec le sectarisme laïciste de la déstabilisation et du droit des familles de disposer selon leur conscience de l'éducation de leurs enfants. Nous n'avons aucune admiration pour l'attitude tordue de la C.E.Q.

Le Ralliement Provincial des Parents du Québec

Achille LAROCHE pre,
vice-président

Les anges en français

Votre journal a publié récemment deux lettres dans lesquelles on nous expliquait la façon correcte de prononcer le nom d'origine espagnole de la ville de Los Angeles.

Il était également dit que les Québécois francophones étaient portés à prononcer ce nom à la française contrairement au bon usage qui veut qu'un nom propre ne se traduise pas et qu'il doit garder sa prononciation d'origine.

Je suis entièrement d'accord avec cet énoncé, cependant, cela me laisse songeur et m'incite à poser la question suivante à vos savants lecteurs:

Compte tenu que le nom de la ville de «Montreal» est d'origine française, comment expliquer — devrais-je dire tolérer — que tous les anglophones le prononce «MONN-TRÉ-ÀLL»

Fidèle GRENIER
Montréal

Vive l'ordinateur!

L'apparition de l'ordinateur ayant provoqué des perturbations économiques de plus variées, quantité d'organismes se sont formés pour le contester dans sa forme la plus subtile. En effet, l'homme en est venu à douter de lui-même.

Une solution existe et s'impose. L'ordinateur a fait sa marque et rien ne l'arrêtera. Plutôt que de contester un objet de reddition, ne serait-il pas plus censé de chérir ce merveilleux outil intellectuel? Un outil qui ne se trompe pas, un cerveau soumis et des plus objectifs.

Grâce à lui, ce qui était hors de prix hier s'avère être aujourd'hui plus abordable.

S'il n'évolue pas, l'homme passera bientôt de l'état de programmeur à celui de parasite. Au lieu de se ren-

froger, pourquoi ne pas se regarder?

Mais qu'est-ce qu'est l'homme lorsqu'il se confie dans ses habitudes lorsqu'il ne crée pas?

Pourquoi l'individu ne mettrait-il pas ses énergies à son service plutôt qu'à celui d'un autre?

L'ordinateur nous a littéralement fait sortir de la préhistoire. Que serait la médecine, ou en serait notre conquête de l'espace?

Relié à une caméra, ce dernier permet à l'aveugle de voir. Et, de même pour nous, le cerveau métallique devra un jour surveiller son créateur pour, tout simplement l'empêcher de soustraire au lieu d'ajouter.

Dites-moi, l'ordinateur a-t-il vraiment sa place?

Patrice LAROCHELLE

Jusqu'à quand attendra-t-on le plan SOTAN?

Et alors, MM. de la SOTAN, vous le déposez ce plan?

Après nous être penchés sur le projet d'aménagement des terrains des «shops Angus» et avoir participé aux deux audiences publiques, après avoir commenté et critiqué le plan préliminaire que vous aviez soumis, il nous apparaît que les audiences ne furent qu'un maquillage de consultation publique.

Le plan final (plan remanié) qui, en principe, devait être déposé à la mi-mai selon M. Koury, se fait toujours attendre. Si ce n'est pas là, selon nous, un mépris de tenir compte de l'avis des citoyens... des questions et des interrogations nous habitent.

Nous, section Plateau Mt-Royal de la SSJB-M, sommes sensibilisés aux problèmes du logement et de son environnement, c'est-à-dire les rapports socio-économiques et la salubrité

Siégeant à la table de concertation qui réunit plus de trente groupes, nous adhérons aux demandes minimales formulées par cette table. Il nous apparaît et nous faisons notre cette citation de Jacques Grand-Mais tirée de son livre *Quelle société?* «Par exemple nos villes ne sont pas l'expression d'une communauté humaine, mais celle d'un monde marchand et de ses intérêts financiers. Que tout gravite plus que jamais autour des centres d'achat, voilà qui révèle l'aboutissement logique de l'évolution urbaine moderne ou il n'y a que des intérêts en conflit sous aucune totalité humaine concrète et minimale.»

Aussi nous avons réitéré aux deuxièmes audiences une demande de rencontre publique avec les responsables politiques que nous vous avions fait connaître. Vous en souveniez-il M. Koury? Je vous avais posé la question suivante: «Utiliserez-

vous votre autorité morale de président de la SOTAN pour concrétiser cette rencontre publique?» Votre réponse négative fut décevante. Déjà à ce moment nous avons ressenti que les audiences publiques, pour la SOTAN, n'étaient qu'un exercice futile.

Le projet de la SOTAN (plan préliminaire et plan remanié) porte en filigrane deux notions, à notre avis primaires: efficacité et profit. Une efficacité qui réduit la réalité à un de ses mille aspects et étouffe la riche diversité humaine, historique, socioculturelle, politique, etc. Une telle efficacité se nie elle-même à plus ou moins long terme. Pourquoi? Parce que la base démocratique n'a pu vivre des expériences concrètes d'ordre et de liberté, de responsabilité et de pouvoir, d'initiative individuelle et de création collective, d'autonomie et de solidarité élargie, d'efficacité et de gratuité.

Que nous, nous n'ayons eu que de 10 à 15 jours, à la suite du dépôt du plan préliminaire, pour nous préparer pour les audiences de mars-avril, sans trop de ressources humaines, de temps et d'argent et que nous l'ayons fait, tient du merveilleux. Que vous avec vos moyens techniques, financiers et humains et près de trois mois après les mêmes audiences vous n'avez pas déposé et fait connaître le plan final, c'est incompréhensible, outrageant et scandaleux.

Nous reformulons une de nos exigences: soit la rencontre avec les responsables politiques, à savoir l'Honorable LeBlanc d'Ottawa, M. Tardif, ministre de l'Habitation du Québec, et M. Lamarre, président du comité exécutif de la Ville de Montréal.

André VAILLANCOURT

Président de la Société
St-Jean-Baptiste
(section Plateau Mt-Royal)

Merci à l'Hôtel-Dieu

Vendredi le 15 juin 1984, un membre cher de notre famille fut hospitalisé d'urgence à l'hôpital Hôtel-Dieu de Montréal. Le patient est resté quatre jours dans le coma.

Par la présente, nous voulons exprimer notre reconnaissance aux membres du personnel (médecins et infirmières) affectés au Pavillon Le Royer. Ceux-ci ont fait preuve d'un grand respect, d'une courtoisie exemplaire, d'une vigilance discrète et efficace à l'endroit du patient et des membres de la famille. Et spécialement, la dernière soirée où plusieurs personnes

sont venues rendre un dernier hommage au défunt. Malgré l'heure tardive, ni les patients, ni les médecins ou infirmières, ne sont intervenus pour nous rappeler que nous étions dans un hôpital, nous n'avons que des éloges à leur faire pour nous avoir assistés dans notre douleur.

Étant immigrants de longues dates au Québec, c'est dans des moments pareils que nous nous rendons compte à quel point le peuple québécois peut être généreux et compréhensif.

Mme Renée Cohen-Scali
Familles Cohen-Scali
Dahan. Oiknine

Robert Llewellyn, un animateur exceptionnel — 2 —

par Ambroise LAFORTUNE

Voici la suite du texte intitulé «Un prêtre et un prophète à vécu parmi nous» qui a paru en rez-de-chaussée de la page A 7 de vendredi dernier.

L'abbé Llewellyn a été nommé aumônier des étudiants de l'Université de Montréal par le chancelier de cette université et archevêque de Montréal, Mgr Joseph Charbonneau, à la suite d'une suggestion de Mgr Albert Tessier, dit Tavi, qui s'y connaissait en hommes et dont Mgr Charbonneau respectait le jugement. Mgr Tessier connaissait bien et admirait Llewellyn après l'avoir vu à l'oeuvre dans ses Instituts familiaux, appelés aussi Ecoles de Bonheur. Le Père fut un compagnon privilégié de Tavi, l'homme des grandes réalisations et des amitiés fécondes. D'emblée, Monseigneur lança l'aumônier scout avec ses routiers dans la ronde bien vivante de ses créations pour les jeunes filles. Tessier découvrit immédiatement qu'il y avait là un animateur exceptionnel et un homme de Dieu.

Dès lors, cela conduisit Llewellyn à l'université où il fut reçu par le président des étudiants de l'époque, Charles Lussier. L'AGEUM (Association générale des étudiants de l'Université de Montréal) allait prendre, en ces années que nous évoquons, un départ quasi fulgurant. Beaucoup de jeunes qui en faisaient partie sont devenus des leaders de notre monde. J'évoque les présidents qui travaillèrent avec le Père: Charles Lussier, délégué du Québec à Paris et secrétaire du Sénat; Bernard Laramée, pédiatre de renom; Guy Pratt, l'homme fort du Parti libéral du Québec dans le comité de Marie-Victorin; Gilles Bergeron, sous-ministre à l'équipement au ministère de l'Éducation puis conseiller spécial au même ministère. Et enfin Denis Lazure, qui dirigea plusieurs ministères au Québec mais qui, aux yeux de bien des gens, a, comme plus grand titre de gloire, sa fille Gabrielle, portée aux nues dans ses films et par toute la presse parisienne.

Avec lui, tous les représentants des facultés et une bonne partie du monde d'étudiant, Llewellyn fit une trouée dans l'apathie générale de ce milieu qui imaginait facilement que rendu en cet endroit on abandonnait tout catéchisme. Au contraire, le Père y lança une prodigieuse aventure de Vie. J'ai eu la chance, un temps trop court, de participer à ce souffle de Pentecôte comme aumônier adjoint.

Llewellyn avait reçu carte blanche de Monseigneur Charbonneau. Il le chargea de l'âme des étudiants et de leur culture spirituelle selon le principe de François d'Assise: «Dans les cas embarrassants, les frères feront ce qu'ils pourront.» Le nouvel aumônier en usa avec intelligence et sans parcimonie afin de montrer le chemin d'une foi vivante, incarnée dans un monde de son temps. L'important pour lui était la prise de conscience d'une foi adulte.

Selon une formule très priseée par la jeunesse de l'époque, on décida de faire un camp d'été avec les responsables élus de toutes les facultés. Initiative sans précédent à l'U. de M. Ces étudiants ont discuté entre eux, fait des propositions et, en groupe, ont pris des décisions. Le père agissait tout au long comme l'inspirateur. Car ce n'est pas une des moindres vertus de Llewellyn que d'avoir cru à la liberté. Pas celle, débridée, qui laisse faire mais celle qui amène à réfléchir, en proposant des choix.

Comme Monseigneur Charbonneau était un pasteur pour qui le problème fondamental n'était pas que les règles soient appliquées à la lettre mais que les étudiants rencontrent Jésus-Christ, le nouvel aumônier fit tout pour que cela se produise. Pour réaliser cette rencontre, il commençait par les bals et la liturgie. Si curieux que cela puisse sembler, les deux allaient souvent de pair. Evidemment, il y eut quelques protestations chez certaines âmes pieuses mais les étudiants étaient ravis. Malgré les critiques, venues surtout de l'extérieur, la vie spirituelle de l'université n'avait jamais eu une telle ampleur. L'AGEUM fit ouvrir le grand hall d'honneur et c'est là qu'eurent lieu les bals de finissants et les fêtes spéciales de facultés plutôt que dans les hôtels de la ville. Chaque rencontre se terminait alors par une messe célébrée par l'aumônier. Une salle de cours servait de chapelle permanente. On pouvait y trouver le silence, méditer dans la paix et assister à la messe. On pouvait aussi rencontrer l'aumônier ou ses adjoints.

Le plus important, dans cette aventure d'Eglise, c'est que les étudiants avaient appris à mettre en cause, à vivre! Llewellyn fut le père de centaines et centaines d'étudiants à qui il communiqua, avec son zèle, une méthode de spiritualité de notre époque. Il gagna aussi l'amitié de l'abbé Grégoire qui devait lui succéder comme aumônier à l'université, avant de succéder à Paul-Emile Lé-

ger comme archevêque de Montréal. La Providence continuait à s'amuser. Monseigneur Grégoire fera le panégyrique du Père, dans sa cathédrale, à l'occasion de sa mort.

L'abbé Llewellyn nous a permis de posséder trois maisons: le Relais, les Attafes et celle de Saint-François-d'Assise. À ces maisons nous avons travaillé, les uns plus, les autres moins, mais le tout avait été payé de ses deniers... et nous en avons merveilleusement profité. Le Relais a permis à ses élèves — une bonne part d'entre eux — de vivre de magnifiques camps scouts d'hiver puis des routes de clan à skis. Il a donné à beaucoup d'entre nous l'occasion de rencontres enrichissantes avec tous les mouvements de Jeunesse. Il a permis de créer une âme chaleureuse au cœur de l'hiver canadien. Il n'en servait pas moins tous les mois de l'année. Les Attafes ont vu quelques voyages de noces, de nombreuses rencontres de ces jeunes couples qui venaient naître leurs premiers enfants et ont vu éclore toute une vision de la spiritualité conjugale qui allait faire apparaître le premier mouvement de Foyers dans notre Église du Québec. La maison de Saint-François-d'Assise, dédiée aux étudiants, permit à tous les orphelins — ceux qui venaient de l'extérieur de Montréal — de se réunir, de mettre en commun, de discuter. Des Montréalais s'en mêlaient aussi. La connaissance de Dieu et des hommes, ses créatures, y était toujours la première préoccupation du père.

Quand ce n'était pas Joseph Follet, encore laïc, qui nous entretenait avant de prêcher une retraite de carême sur les ondes de Radio-Canada, Léon Blum nous disait sa vision du socialisme vécu sous sa République de Front populaire. C'est que Llewellyn avait beaucoup d'amis et entendait en faire profiter le plus de monde possible.

C'est au scoutisme que Llewellyn a été le maître d'oeuvre le plus extraordinaire. Il fut le frère de plusieurs dizaines d'aumôniers à qui il communiqua, avec son zèle, une méthode puissamment incarnée de spiritualité scout. Bien davantage, il marqua les chefs et les routiers de notre fédération, plus particulièrement au clan Saint-Jacques qui essaya dans tout le mouvement. Il nous enseigna que la liberté vraie, la plus grande dignité, était celle de servir. Avante toute chose, il condamnait la parole... lui le Français! «Faisons-le, disait-il, après, nous en discuterons.» Et nous le faisions... Il faut dire que le chef,

Louis Pronovost, un parfait complément du Père, s'arrangeait pour limiter les plans hasardeux.

Llewellyn avait découvert (et c'est ce qui le faisait de la même race que Tavi... mais par d'autres chemins) que les humains du Québec étaient forgés par la nature de leur pays: façonnés par la terre même et qu'ils tenaient leur noblesse de l'immensité de ce territoire et de chaque terroir en particulier... sans oublier l'héritage qu'ils avaient apporté de France et d'ailleurs. Aussi s'évertua-t-il à nous le faire découvrir. Sorti des salons parisiens, il plongeait avec nous dans la forêt, les lacs et les rivières dont il fit, avec nous, une audacieuse prière.

Certain soir, après une longue marche, nous arrivions à Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans — c'était au temps du curé Hunt — quand, sur la côte qui domine l'église, nous nous sommes arrêtés dans une ferme pour y dresser nos tentes pour la nuit. Le chef Pronovost et le père allèrent d'abord causer avec le fermier qui fumait sa pipe sur sa galerie. Les jeunes filles de la maison, elles, apportaient de l'eau fraîche aux jeunes routiers que nous étions. Après quelques phrases et toutes permissions de camper accordées, le paysan dit à Llewellyn: «Vous venez des Vieux Pays?» Il n'y avait rien à démentir. L'homme lui en dit sa joie. Le père en profita pour lui demander: «Il y a longtemps que vous êtes sur cette terre?» Se dressant avec fierté du haut de son peron, mesurant ses champs du regard, le fermier lui répondit: «Depuis que ces terres nous ont été concédées par monsieur de Frontenac...» Le soir, au palabre, notre aumônier nous communiqua son émotion d'avoir eu semblable réponse. Il nous faisait ainsi découvrir notre sol et les liens qui nous y unissaient. Il nous parla alors de la vraie noblesse, celle que la terre avait conférée à ce paysan. La prière du soir monta vers Dieu chantée par des routiers droit devant le feu, les deux pieds solides sur la glébe.

Bien sûr, Llewellyn ne fut pas persona grata dans tous les milieux. Même certains de ses confrères dans la prairie le refusèrent... avec son accent, ses méthodes et sa présence auprès des jeunes. Ce n'est pas le moindre mérite de cet homme que d'avoir continué son apostolat malgré ces refus. Heureusement, quelques amis sûrs et les jeunes le secondaient.

On lui reprochait d'être Français. Ses opposants ne savaient pas que,

souvent davantage qu'eux, il connaissait notre pays. Il l'avait canoté, arpenté, couvert dans tous les coins et recoins avec les scouts, les routiers et les étudiants. On l'accusait d'être mondain. Il faut dire que l'habitude du baise-main pour les dames n'était pas encore inscrite dans nos rituels, encore qu'à l'époque on trouvait ça normal pour les évêques. D'ailleurs, même aujourd'hui, sans Gratien Gélinas, qui l'accueillait à sa sauce, nous aurions vite perdu mémoire de cette salutation. Mais nous, les jeunes, savions que cela était vieille habitude de salon apportée de France, cela ne changeait pas notre abbé dans les passages difficiles des sentes forestières ni ne l'affaiblissait dans les étapes longues qui exigeaient du muscle et de la volonté. Il était présent à l'arrivée comme au départ de nos routes. Sans doute savait-il discuter des recettes du Grand Vefour — il le faisait entre autres avec maman — et goûter un Dom Pérignon millésimé, mais nous savions aussi qu'il appréciait l'eau de source et qu'il cuisait son repas, en plein air, sur des bois ramassés dans la forêt voisine, entre trois pierres, comme nous. Il n'avait qu'une coquetterie en ce domaine: il choisissait son bois et ne cuisinait pas de la même façon une viande hachée ou une cuisse de poulet. Il y mettait du cèdre ou du bouleau selon le parfum qu'il désirait humer de sa cuisson.

Je ne veux point terminer ce témoignage sans raconter une histoire dont je fus pour une part le témoin. Quand j'ai appris la nouvelle de la mort du père, j'étais à l'hôpital avec une terrible attaque de zona. J'ai voulu partager ma peine et j'ai raconté l'homme à mon infirmier, un Espagnol, Aymée Gomez. Au récit de l'histoire que je veux maintenant vous narrer, il s'est écrié: «Quelle merveille! Que maravilla! Dans les temps anciens, un ménestrel en aurait fait un romancero qu'on se serait passé d'âge en âge.» La voix.

Au temps où Bob était la coqueluche des salons parisiens, il gagna, avec une jeune fille dont le père était ambassadeur en Amérique latine, un concours de danse moderne, sans doute du ragtime, et le couple reçut une coupe comme prix. Bob la conserva à la suggestion de Pauline. Quand il entra au Grand Séminaire, Robert fit parvenir la coupe à la jeune fille, lui notant que ce prix ne l'aiderait en rien dans sa démarche théologique et que de toutes façons,

cela ne lui vaudrait pas une disposition plus favorable de la part de ses maîtres. Les années passèrent et un jour, le jeune abbé Llewellyn reçut la coupe avec une mèche de cheveux blonds. Pauline était entrée chez les sœurs cloîtrées, dominicaines de Sienna.

Un jour de confiance, le Père me raconta cette histoire à Lavaltrie. Quelques années plus tard, en 1949, je me trouvais à Trinidad et on me signala qu'il y avait à Port-of-Spain un couvent de religieuses dominicaines — The Holy Name Convent — dont presque toutes les sœurs étaient françaises et qu'elles seraient heureuses de me recevoir. Je m'y rendis aussitôt. Mère Jeanne m'accueillit avec chaleur. Pourtant on la sentait enfermée dans le cercle étouffant de la peur. La guerre, pour elle, semblait continuer et elle se tenait peu au courant de la vie nouvelle qui avait surgi des affrontements et des combats. Elle craignait intuitivement l'évolution du monde. Je fis trois quarts d'heure de causerie en anglais sur les Mystères joyeux. Puis la supérieure me dit qu'une religieuse voulait me voir au parloir. J'y allai. Derrière de gros barreaux de fer, je découvris une jeune sœur française, grande, belle et rieuse... fille d'un ambassadeur de France en Argentine.

Sœur Marie-de-la-Trinité, agrégée en lettres, enseignait l'anglais à des petites Trinadiennes au cours préparatoire. En quittant son pays, elle avait quitté Paris et bien d'autres choses. D'entrée, elle me dit: — Vous êtes Canadien, connaissez-vous là-bas un prêtre français? — Oh! vous savez, le Canada c'est grand! — Il est à Montréal. — Alors je le connais... — Vous connaissez Bob!

Il y avait dans ce cri toute la profondeur d'une grande amitié et beaucoup de tendresse. Je la rassurai sur ce Bob que je connaissais si bien et pour lui prouver nos liens, je lui racontai l'histoire de la coupe symbolique... puis ensemble nous avons loué le Seigneur.

Llewellyn a vécu notre époque à fond. Pour plusieurs d'entre nous, il a contribué à lui donner figure humaine et, du même coup, une âme chrétienne.

Il fut parmi nous prophète de l'Esprit... avec beaucoup d'humour.

AMBROISE, pre

LA PRESSE

100 ans d'actualités

Quoi qu'en disent les politiciens
les jardins de "pot" se multiplient

page 2

la presse

Autres détails
sur "l'aventure
la plus
téméraire"

page 52

DESTINATION LUNE



C'est de cette manière que dans son édition du 16 juillet 1969, LA PRESSE soulignait le départ de l'équipage d'Apollo XI en direction de la Lune. Au sein de l'équipage se trouvait Neil Armstrong, qui aura quelques jours plus tard l'honneur d'être le premier être humain à mettre le pied sur la surface lunaire.



RIVARD REPRIS

L'homme le plus recherché au Canada
est appréhendé à 20 milles de Montréal

par Paule

Beaugrand-Champagne
Le célèbre évadé de la prison de Bordeaux qui nous avait quittés si abruptement le 2 mars dernier, a été capturé hier après-midi (16 juillet 1965) en compagnie de deux amis, Fred- die Cadieux et Sébastien Bou- cher.

La capture des trois hommes a eu lieu à 5.05 heures à Lower Woodlands, près de Châteauguay, à 15 milles de Montréal, dans un camp d'été appartenant à Mme R.E. Birch, du 428, Lac St-Louis. Ce camp d'été se trou- vait à une centaine de pieds seu- lement de la grand route, dans les bois. Mme Birch avait loué son camp à un homme, dont elle n'a pas voulu donner le nom, dans la journée de lundi dernier.

On se souvient que Lucien Ri- vard, présumé trafiquant de nar- cotiques et personnage cen- tral de l'enquête Dorion, a dé- frayé la chronique lors de son évadation de la prison de Bor- deaux, en compagnie de André Durocher, qui a été repris depuis et condamné à deux ans d'em- prisonnement. Rivard aura joui de sa liberté pendant 135 jours.

Pendant cette période de liber- té, il a été vu à peu près partout dans le monde, notamment en Espagne et au Mexique. Sa femme, Marie Rivard, a égale- ment prétendu avoir reçu deux lettres de lui, une de Vancouver, lui annonçant qu'il allait quitter le pays, et une autre d'Espagne.

Dans la déclaration que les corps policiers, qui ont participé

à la capture, ont remise à la presse hier soir, il est dit que Ri- vard a été arrêté «grâce à un ef- fort concerté et de longue halei- ne des escouades de la Gendarmerie royale du Canada, de la Sûreté provinciale du Qué- bec et de la Sûreté municipale de Montréal». Nous avons par ail- leurs appris que la police de Châteauguay n'ayant pas été avertie du coup de filet qui se préparait, elle est arrivée sur les lieux une demi-heure après que tout a été fini.

Le récit de la capture

Voici le récit de la capture que nous a fait hier soir Mme Birch: «Des centaines de policiers sont arrivés vers 4.20 heures. Ils sont entrés dans la maison et nous ont dit, à une amie et à moi, de ne pas bouger. Sans explication évidente! Ces gens-là ne par- lent pas facilement.

«Là, il y avait des policiers ar- més partout sur le terrain, au- tour de la maison et du camp que je loue tout près. Au bout d'une demi-heure environ, tout était fini.

«Ils ont cadenassé le camp et bouché toutes les fenêtres. Ils m'ont interdit d'aller sur son terrain et d'aller plus loin que ma porte d'entrée principale, qui donne justement sur le terrain où est situé le camp. Ils m'ont dit d'avertir quiconque s'aventure- rait par là qu'il se ferait arrê- ter.» (...)

Les policiers qui ont procédé à l'arrestation de Rivard et de ses compagnons ont dit que les trois hommes n'avaient pas offert de résistance et qu'ils n'étaient pas armés.

Contrairement à ce qu'ont dit certains bulletins de nouvelles, les trois hommes n'ont pas eu le temps de se rendre à un yacht qui aurait été amarré près de leur cachette. Ils ont bel et bien été arrêtés dans leur camp.



photothèque LA PRESSE

Lucien Rivard, arrivant au Palais de justice flanqué de deux poli- ciers.

Jacques Anquetil gagne le 48e Tour de France cycliste

PARIS (AFP) — Le 48e Tour de France cycliste s'est ter- miné par la victoire du Français Jacques Anquetil qui avait en- dossé le maillot jaune lors de la première étape et l'a conservé jusqu'à l'arrivée. Depuis la 17e étape qui s'était terminée à Pau et surtout depuis la 19e course contre la montre entre Bergerac et Périgueux, la victoire finale du champion français — à moins d'accident — ne faisait plus de doute. Dans les étapes de monta- gne, Anquetil, grimpeur moyen, n'a pas été distancé par des spé- cialistes comme Charlie Gaul et Manzanque. On pourra épilo- guer sur ces étapes de monta- gne, mais la tactique de Anquetil était excellente. Pendant ces étapes, soit dans les Alpes, soit dans les Pyrénées, Anquetil a étroitement surveillé ses plus re- doutables adversaires, meilleurs

grimpeurs que lui. Il prenait leur roue et ne se laissait pas distan- cer. Cette tactique s'est avérée payante et Anquetil a conservé la première place depuis Ver- sailles jusqu'à Paris.

A l'arrivée, à l'étape au Parc des Princes, hier (16 juillet 1961), Anquetil a eu un beau geste digne du grand champion qu'il est. Il a mené le sprint pour un de ses plus dévoués équipiers, Robert Cazala, et il permit à ce- lui-ci de gagner à Paris.

L'équipe française a remporté finalement une triple victoire: individuellement grâce à Anque- til, par équipe grâce à une belle entente au sein de la formation que dirigeait Marcel Bidot et le classement par points où André Darrigade conserve le «maillot vert» arraché au régional Gain- che. (...)

CLASSEMENT FINAL

- 1 — Anquetil (France) 122 h. 01 min. 33 sec.
- 2 — Carlesi (Italie) à 12 min. 14 sec.
- 3 — Gaul (Suisse-Lux.) à 12 min. 16 sec.
- 4 — Massignan (Italie) à 15 min. 39 sec.
- 5 — Junkermann (Allemagne) à 16 min. 09 sec. (...)

LE PONT VICTORIA

Traversée en voiture pour la première fois

Le pont Victoria vient d'être traversé pour la première fois, hier (16 juillet 1899), par une voiture. C'est M. George T. Reeve qui a fait ce voyage, dé- sormais historique. Il était ac- compagné de M. F.H. McGuig- gan, surintendant général du

Grand Tronc, de M. J.M. Her- bert, surintendant de la division est, et de M. R.P. Dalton, surin- tendant des lignes terminales de Montréal. Ces messieurs ont eu l'honneur de traverser les pre- miers, sur le pont, en carosse, bien que ce ne fût pas l'inaug- uration officielle de la traverse.

Haldeman, témoin surprise de- vant la commission.

M. Butterfield avait été enten- du par les membres de la com- mission à huis clos vendredi der- nier. Il a souligné qu'il avait d'abord hésité à parler des mi- cros à cause de répercussions possiblement fâcheuses que cela pourrait avoir sur les visiteurs é- trangers du président.

Il a ajouté que les enregistre- ments n'ont pas encore été transcrits à sa connaissance et qu'ils sont conservés à la Maison Blanche. M. Nixon savait que l'enregistrement se déclenchait automatiquement, mais pas ses visiteurs, à l'exception de Halde- man et de deux ou trois autres adjoints.

Immédiatement après les ré- vélations de Butterfield, M. Fred Buzhardt, qui agit comme con- seiller juridique de la Maison Blanche, a confirmé dans une lettre à la commission sénatoria- le que tous les entretiens de M. Nixon à la Maison Blanche ont été enregistrés depuis 1971.

Pour sa part, le conseiller de la commission sénatoria- le, M. Samuel Dash, a déclaré qu'il est maintenant possible de vérifier si John Dean a dit la vérité en déclarant que, selon lui, le pré- sident Nixon était au courant des tentatives d'étouffer le scandale dès le 15 septembre 1972.

Il ne fait maintenant aucun doute que la commission sénato- riale multipliera ses efforts pour obtenir accès aux documents de la Maison Blanche pertinents à l'affaire Watergate, ce que le président Nixon a refusé jus- qu'ici. (...)



Une conflagration détruisait, le 16 juillet 1929, une partie du village de La Présentation, au Québec. Cette photo démontre bien l'am- pleur du sinistre qui, heureusement, n'avait pas fait de victimes. L'incendie s'était déclaré au magasin général d'Ulric Paradis, pour ensuite détruire tout le centre du village.

Toutes les conversations de Nixon ont été enregistrées depuis l'été de 1970

WASHINGTON (AFP, UPI, PA) — Les révélations sur l'existence de micros enregist- rant toutes les conversations dans les bureaux présidentiels à la Maison Blanche et à Camp David faites hier (16 juillet 1973) à la Commission sénato- riale d'enquête sur l'affaire Wa-

tergate, ont fait l'effet d'une bombe.

D'autant plus que ces micros ont été installés à la demande même du président et que la Maison Blanche a confirmé leur existence immédiatement après l'audition de M. Alexander But- terfield, ancien adjoint de M.

C'EST ARRIVÉ UN 16 JUILLET

1982 — Terrassé par un ma- laise subit, le maire Jean Drapeau doit être hospitali- sé.

1981 — Le premier ministre René Lévesque décide de ne plus intervenir dans la «guerre du saumon», sur la Restigouche.

1970 — On retrouve les res- tes du général Pedro Eugé- nio Aramburu, ex-président d'Argentine qu'on avait en- levé le 29 mai précédent. — Ouverture des 9e Jeux du Commonwealth à Édim- bourg, Écosse.

1967 — Fin de cinq jours de violence raciale à Newark, New Jersey, marqués par 24 morts.

1965 — Les présidents de Gaulle et Saragat, de France et d'Italie, inaugurent le tunnel sous le Mont-Blanc.

1958 — Yvon Durelle défait Mike Holt à la 9e ronde, au Forum, et garde son titre de champion boxeur mi-lourd de l'Empire britannique.

1952 — Le gouvernement Duplessis est maintenu au pouvoir avec 68 députés sur 92, mais trois ministres sont battus: Marc Trudel, J.H. Delisle et Patrice Tardif. D'autre part, Henri Groulx, député libéral d'Outre- mont, meurt le soir de l'élection.

1951 — Le roi Léopold III, de Belgique, abdique en fa- veur de son fils Beaudoin.

1943 — Montréal acclame le général Henri-Honoré Gi- raud, commandant en chef des forces françaises libres en Afrique du Nord.

1941 — Le ministre de la Défense nationale annonce que le plein quota de plus de 34 000 hommes s'est en- rôlé volontairement dans les deux mois de la premi- ère campagne nationale de recrutement du Canada. — Raids aériens britanni- ques sur Rotterdam: 22 na- vires nazis sont coulés.

1934 — La ville de San Fran- cisco est en proie à la ter- reur à cause d'une grève gé- nérale dans le transport et la restauration.

1930 — Mort à l'hôpital de Joseph-Édouard Caron, ex- ministre de l'Agriculture. Il était âgé de 64 ans.

1929 — Inauguration du Salon d'aviation de Londres par le prince de Galles.

1920 — Ratification du traité de St-Germain-en- Laye.

1917 — Des émeutes écla- tent contre le gouverne- ment russe à Pétersbourg.

1904 — Le député aéronaute John Anthony Bennett meurt noyé dans le Saint- Laurent en face de Lon- gueuil.

1901 — La ville de Windsor Mills, dans les Cantons de l'Est, est secouée par l'ex- plosion de la poudrière de la société Hamilton Powder Co.

ÉLECTIONS 84

Les premiers candidats du PC au Québec

Voici la liste des 59 candidats conservateurs au Québec jusqu'ici:

Abitibi: Guy St-Julien, commis Argenteuil; Lise Bourgault, administratrice.

Beauce: Gilles Bernier, animateur de radio.

Beauharnois-Salaberry: Jean-Guy Hudon, maire de Beauharnois.

Bellechasse: Pierre Blais, avocat.

Berthier-Maskinongé: Robert De Cotret, vice-président de la Banque Nationale.

Blainville-Deux-Montagnes: Monique Landry, physiothérapeute.

Bonaventure: Darryl Gray, enseignant.

Bourassa: Raymond Rochon, gestionnaire.

Chambly: Richard Grisé, assureur-vie.

Champlain: Michel Champagne, maire de St-Séverin.

Charlevoix: Charles Hamelin, journaliste.

Chicoutimi: André Harvey, professeur.

Dollard: Gerald Welner, maire de Dollard-des-Ormeaux.

Duvernay: Vincent Della Noce, président de l'Association des services de l'automobile.

Frontenac: Marcel Masse, ancien ministre.

Gamelin: Michel Gravel, industriel.

Gatineau: Claude Mailly, communicatrice.

Hochelaga-Maisonneuve: Édouard Desrosiers, homme d'affaires.

Joliette: Roch LaSalle, député.

Kamouraska-Rivière-du-loup: André Plourde, entrepreneur.

Labelle: Fernand Ladouceur, courtier d'assurances.

Lac Saint-Jean: Clément Côté, vendeur.

Lachine: Robert Layton, administrateur.

Langelier: Michel, vérificateur comptable.

Laprairie: Fernand Jourdain, commerçant.

LaSalle: Claude Lanthier, ingénieur.

Laurier: Roland Gagné, homme d'affaires.

Laval: Guy Ricard, conseiller municipal de Laval.

Laval-des-Rapides: Lawrence Hanigan, pdg de la CTCUM.

Lévis: Gabriel Fontaine, conseiller en administration.

Longueuil: Nic Leblanc, homme d'affaires.

Louis-Hébert: Suzanne Duplessis, conseiller municipal de Sainte-Foy.

Manicouagan: Brian Mulroney.

Mégantic-Compton-Stanstead: François Gérin, avocat.

Mercier: Carole Jacques, avocate.

Missisquoi: Gabrielle Bertrand, veuve de l'ancien premier ministre du Québec, Jean-Jacques Bertrand.

Montmorency: Anne Blouin, secrétaire de direction.

Mont-Royal: Sharon Wolfe, professeur.

Notre-Dame-de-Grâce: Nick Auf der Maur, conseiller municipal de Montréal.

Papineau: Tony Iacobaccio, entrepreneur.

Portneuf: Marc Ferland, maire de Saint-Basile.

Québec-Est: Marcel R. Tremblay, entrepreneur.

Richelieu: Louis Plamondon, enseignant.

Richmond: Jean-Jacques Croteau, avocat.

Roberval: Benoît Bouchard, directeur de cégep.

Saint-Denis: Peter Georgakakos, restaurateur.

Saint-Jacques: Lorraine Duguay, avocate.

Saint-Jean: André Bissonnette, aviculteur.

Saint-Léonard-Anjou: Agostino Cannavino, comptable.

Sainte-Marie: François Richard, administrateur.

Saint-Michel: René Paradis, administrateur.

Sherbrooke: Jean J. Charest, avocat.

Témiscamingue: Gabriel Desjardins, huissier.

Terrebonne: Robert Toupin, notaire.

Trois-Rivières: Pierre H. Vincent, avocat.

Vaudreuil: Pierre H. Cadieux, avocat.

Verchères: Marcel Danis, avocat.

Verdun: Gilbert Chartrand, conseiller municipal de LaSalle.

MME GABRIELLE BERTRAND SE PROPOSE COMME MÉDIATRICE

Si je suis là, Brian Mulroney pourra s'entendre avec le PQ

« Avec moi derrière lui, il n'y aura pas de querelles entre un premier ministre conservateur fédéraliste et le gouvernement péquiste de Québec. »

PIERRE VENNET

Candidate pour la première fois, à l'âge de 61 ans, Mme Gabrielle Bertrand, née Giroux, fille d'un conseiller législatif « bleu », veuve de l'ancien premier ministre Jean-Jacques Bertrand, mère du ministre péquiste Jean-François Bertrand, était toute rayonnante, hier après-midi, dans les couloirs du Reine-Elizabeth.

Elle y a d'ailleurs facilement volé la vedette à tous les autres candidats conservateurs du Québec, même les gros canons comme Marcel Masse, Lawrence Hanigan, Robert de Cotret ou Roch LaSalle.

Comme l'expliquait hier sa fille Louise, ancienne attachée de presse de l'Union nationale, il ne s'agit pas, pour Mme Bertrand, d'une nouvelle vocation puisque, dans le fond, elle a toujours été mêlée à la politique, depuis l'âge de 7 ans alors qu'elle accompagnait son père aux assemblées politiques du temps. C'est d'ailleurs ainsi qu'elle a rencontré celui qui devait devenir son mari.

Mme Bertrand ne voit pas de difficultés familiales ou autres avec son engagement fédéraliste et les attaches de son fils à un parti indépendantiste. Louise dira d'ailleurs que Jean-François a été avisé dès le départ de la décision de sa mère et qu'il en est très fier.

Mme Bertrand a eu droit à une ovation debout — plus forte que pour tout autre candidat — et M. Mulroney s'est déplacé pour aller lui donner l'accablade.

Quant à Mme Bertrand, elle a

déclaré à LA PRESSE qu'elle n'avait jamais songé à être députée auparavant, mais qu'elle n'a pas longtemps hésité quand M. Mulroney et les gens du comté lui ont demandé de se présenter, il y a quinze jours. Parce que même si elle s'est surtout intéressée à la politique provinciale, elle a toujours été très près, de même que son père et son mari, des conservateurs d'Ottawa.

Lawrence Hanigan en congé sans solde

Parmi les autres vedettes présentes hier, Lawrence Hanigan, Marcel Masse et Roch LaSalle étaient les plus entourés.

M. Hanigan, ancien président du comité exécutif de Montréal, élu cinq fois sur le plan municipal, en est à ses premières armes sur la scène fédérale. Pour le moment, il est en congé sans solde de la CTCUM et ne sera pas remplacé à la présidence, même à titre intérimaire.

Sa démission dépend de son élection ou non le 4 septembre. Défait, il ne verrait aucun conflit d'intérêts à revenir à son poste, la CTCUM « ne faisant pas affaires avec Ottawa ».

M. Masse, lui, se présente dans Frontenac, un comté nouveau pour lui, homme de la région de Joliette et des Laurentides. « Parce que l'Estrie présente un potentiel intéressant pour les conservateurs et qu'il s'agit d'un excellent laboratoire pour les politiques de développement économique des conservateurs », a-t-il confié à LA PRESSE.

Quant au député de Joliette, présenté comme « l'unique Roch LaSalle », il fera également campagne dans les comtés francophones du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario et dans plusieurs comtés québécois, en plus du sien.



Mme Gabrielle Bertrand, veuve de l'ancien premier-ministre du Québec, sera candidate conservatrice dans Missisquoi.

Des premiers candidats conservateurs au Québec, dix jeunes et neuf femmes

Le Parti conservateur, qui a affirmé vouloir faire place aux femmes et aux jeunes, a jusqu'ici déniché 10 candidats de moins de 35 ans au Québec.

PIERRE VENNET

Par ailleurs, neuf des représentants du parti au Québec lors du scrutin du 4 septembre sont des femmes.

Le parti a aussi réussi à attirer des représentants des groupes ethniques qui, jusqu'ici, donnaient massivement leur appui au Parti libéral.

C'est un jeune comptable de

24 ans, Agostino Cannavino, dans Saint-Léonard-Anjou, qui est le plus jeune candidat conservateur jusqu'ici, du moins au Québec. Le jeune candidat siège également au comité national du parti sur les groupes ethniques.

Le parti se vante également d'avoir recruté le plus jeune maire du Québec, Michel Champagne, un ami du député péquiste Gilles Baril et un membre des *Conspirateurs de l'an 2000*. M. Champagne se présente dans Champlain.

Chez les hommes, M. Cannavino est le benjamin des candidats conservateurs au Québec,

alors que chez les femmes, c'est une jeune avocate du même âge, Carole Jacques, qui fera la lutte dans Mercier. Deux des candidates figurent d'ailleurs dans le groupe des 10 jeunes que le parti présente au Québec, l'autre étant Mme Lise Bourgault, dans Abitibi.

Quant aux autres candidatures féminines: outre Mme Suzanne Duplessis, conseiller municipal de St-Foy et choisie candidate d'outils longtemps dans Louis-Hébert, on compte la veuve de l'ancien premier ministre, Gabrielle Bertrand, dans Missisquoi, Monique Landry, dans Blainville-Deux-Montagnes, Claudy Mailly, dans Ga-

tineau, Anne Blouin, dans Montmorency-Orléans, Sharon Wolfe, dans Mont-Royal et Lorraine Duguay, dans Saint-Jacques.

Une quinzaine de comtés n'ont pas encore de candidat du PC, dont trois dans la région métropolitaine. Hier, au Reine-Elizabeth, un vieux routier du parti, Georges Valade, longtemps député de Sainte-Marie, ne se gênait pas pour faire savoir qu'il était un peu déçu qu'on n'ait pas fait appel à ses services. Il souhaite qu'on pense à lui, dans un des comtés encore disponibles, en faisant valoir son expérience.

Électrogrammes

Mulroney en traduction simultanée...

L'organisation du chef conservateur, Brian Mulroney, a démontré samedi à Sept-Îles un empressement peu commun pour offrir la traduction simultanée aux journalistes unilingues anglophones qui l'accompagnent dans sa campagne.

Le secrétaire de presse adjoint du leader, Michel Gratton, a réuni ces journalistes autour d'une table, dans un coin de la salle, et leur a traduit le discours au fur et à mesure que le chef parlait.

Les journalistes francophones qui suivent M. Mulroney ont observé la scène d'un oeil amusé, en se rappelant que l'organisation de M. Mulroney démontre moins d'empressement à leur offrir des services en français. Par exemple, toutes les annonces verbales, à bord de l'avion, sont faites en anglais, et personne ne s'embarrasse de les traduire...

Erreur sur les « jumeaux »...

Pour Charlie McKenzie, président de la campagne du parti Rhinocéros, le chef néo-démocrate Ed Broadbent n'y est pas du tout lorsqu'il qualifie de « frères jumeaux » les leaders des deux grandes formations politiques canadiennes, MM. Turner et Mulroney. « Je les observe tous les deux depuis une couple de semaines, a dit hier M. McKenzie, et même leurs vêtements sont différents: quand l'un porte un complet bleu et une cravate rouge, l'autre porte un complet gris et une cravate... rouge. En outre, l'un est gaucher alors que l'autre est droitier. »

Le parti Rhinocéros en est à sa troisième participation aux élections fédérales. Il prévoit présenter des candidats dans 148 des 282 circonscriptions du Canada. Interrogé sur les ondes d'une station de radio d'Ottawa, M. McKenzie s'est dit outré de ce que certains considèrent que son parti ne fait pas sérieux: « Ceux qui prétendent que nous nous moquons du processus démocratique sont

dans l'erreur; ce n'est pas nous qui convertissons en délégués instantanés les clochards de la Old Brewery Mission ou qui nommons nos amis ambassadeurs. »

L'offre ne tient plus...

Le député de Laval, Marcel Roy, a beau être libéral, il n'est guère heureux des nominations politiques effectuées par M. Pierre Trudeau juste avant son départ. M. Roy, un agronome de formation, a révélé hier que M. Turner lui avait offert la présidence de l'Office canadien des provenances. Il a ajouté que Mme Marie-Josée Drouin, économiste bien connue, devait être candidate libérale dans sa circonscription. Or, lundi dernier, le bureau de M. Turner l'a avisé que l'offre ne tenait plus. « Trudeau avait donné le poste à un Ontarien, le député Denis Ethier », a-t-il expliqué. Résultat: M. Roy reste député de Laval et Mme Drouin se cherche un autre comté.

Davis et la « machine » en campagne

Le chef conservateur, Brian Mulroney, peut compter sur l'appui de la *Big blue machine* des Tories ontariens, si l'on se fie au premier ministre de cette province, William Davis, qui est rentré de vacances en fin de semaine.

M. Davis a confié avoir écrit personnellement à tous les organisateurs conservateurs de l'Ontario pour leur demander de prêter main-forte à M. Mulroney. Il a nié faire plus de zèle pour M. Mulroney que pour M. Clark en 1980. M. Davis n'a jamais pu s'entendre avec M. Clark et a mis sa machine politique « au neutre » lors des élections de 1980, laissant la porte grande ouverte aux libéraux de Pierre Trudeau qui ont repris le pouvoir.

Le chef du NPD a réaffirmé la position de son parti à ce sujet en suggérant un système à double tarification pour la consommation intérieure et les ventes à l'étranger. Les hausses de prix

ne devraient être autorisées que lorsque les coûts augmentent et sont justifiés », a-t-il ajouté.

Quant à la proposition du premier ministre de tenir un débat télévisé avant le 26 juillet, M. Broadbent a indiqué qu'il préférerait que ce type d'échange ait lieu vers le milieu de la campagne afin de permettre aux Cana-

MULRONEY À SES CANDIDATS

Nous avons l'affection des libéraux provinciaux

Reconnaissant que son parti a un défi difficile à relever au Québec, le chef conservateur, Brian Mulroney, a déclaré hier que les conservateurs pouvaient compter sur la sympathie des libéraux provinciaux dans la présente campagne électorale.

MAURICE JANNARD

Alors qu'il s'adressait, à huis clos, à une centaine de partisans réunis à l'hôtel Reine-Elizabeth, avant de rencontrer les journalistes, M. Mulroney leur a parlé en termes très sérieux de la bataille qui s'annonce.

Ce n'est pas facile, a-t-il expliqué, de s'attaquer à des majorités de 10 000 à 20 000 votes. Sur tout quand on fait face à de « grosses machines électorales » comme les machines libérales, fédérale et provinciale.

Puis il a ajouté: « Mais la machine fédérale est partie: Pierre Trudeau est parti. Quant à la machine libérale provinciale, nous pouvons compter sur une certaine affection de sa part. »

Ces dernières paroles n'ont pas manqué de faire sourire ses partisans.

C'est un secret de polichinelle que Robert Bourassa permet à ses principaux adjoints de travailler dans le camp Mulroney, en dépit de ses allégeances libérales. L'ex-premier ministre du Québec, disent ouvertement les gens de son entourage, conserve une profonde amertume envers les Lalonde, Chrétien et Ouellet.

Pas un seul candidat libéral au Québec

Alors que les conservateurs de Brian Mulroney ont déjà désigné une soixantaine de candidats en vue des élections du 4 septembre, les libéraux fédéraux du Québec n'ont officiellement désigné aucun candidat jusqu'à maintenant.

GILBERT LAVOIE

La commission électorale du Parti libéral du Québec a décidé que les assemblées de mise en nomination se tiendraient du 20 au 30 juillet, ce qui veut dire que même les actuels députés ne sont pas encore officiellement candidats dans leurs comtés.

« On ne peut rien faire d'ici le 20 juillet », a expliqué un député en expliquant qu'il ne peut désigner son agent officiel ni engager des dépenses électorales, tant et aussi longtemps qu'il ne sera pas désigné officiellement candidat pour son parti.

« Personne n'a mis sa machine en marche », a-t-il ajouté.

Le député de Laval, M. Marcel Roy, a abondé dans le même sens, en expliquant que même dans une circonscription comme la sienne, où il ne prévoit pas d'opposant pour la mise en nomination, il doit attendre d'être confirmé comme candidat avant de lancer sa campagne. Selon lui, l'action ne débutera véritablement que d'ici deux semaines chez les libéraux du Québec.

Les députés du parti gouvernemental ne semblent pas craindre de prendre du retard sur les conservateurs. Selon eux, la plupart des gens sont en vacances d'ici la fin de juillet, et ce n'est qu'au mois d'août qu'il sera véritablement possible de mener une campagne efficace.

Enfin, selon M. Broadbent, la présente campagne électorale permettra aux Canadiens de choisir entre deux partis de plus en plus conservateurs, d'une part, et le NPD, d'autre part, qu'il a qualifié de champion « des citoyens ordinaires ».

EN AJUSTANT LE PRIX DU PÉTROLE CANADIEN AU NIVEAU MONDIAL

Selon Broadbent, Turner commettrait une grave erreur

TORONTO (PC) — La suggestion du premier ministre John Turner d'ajuster le prix du pétrole canadien au niveau mondial constitue « une politique profondément erronée », selon le chef du Nouveau Parti démocratique, M. Ed Broadbent.

À l'issue d'une rencontre avec des candidats et organisateurs de

son parti, M. Broadbent a déclaré hier dans la métropole canadienne que la hausse des prix du pétrole entraînerait une augmentation des prix à la consommation, ce qui pénaliserait les agriculteurs et ralentirait la croissance économique.

Le premier ministre Turner a soutenu à Edmonton, samedi,

que le Canada « devrait s'ajuster au prix mondial du pétrole, moyennant certaines dispositions permettant de parer à une hausse drastique des prix, advenant une autre crise au Moyen-Orient ou ailleurs ».

Le prix du baril de pétrole au Canada est de \$29,75, soit environ 80 p. cent du prix sur le marché

mondial. Selon M. Turner, l'augmentation provoquerait une hausse de deux cents le litre à la pompe.

Le chef du NPD a réaffirmé la position de son parti à ce sujet en suggérant un système à double tarification pour la consommation intérieure et les ventes à l'étranger. Les hausses de prix

ne devraient être autorisées que lorsque les coûts augmentent et sont justifiés », a-t-il ajouté.

Quant à la proposition du premier ministre de tenir un débat télévisé avant le 26 juillet, M. Broadbent a indiqué qu'il préférerait que ce type d'échange ait lieu vers le milieu de la campagne afin de permettre aux Cana-

diens d'entendre les points de vues de tous les partis avant de se faire une opinion.

Enfin, selon M. Broadbent, la présente campagne électorale permettra aux Canadiens de choisir entre deux partis de plus en plus conservateurs, d'une part, et le NPD, d'autre part, qu'il a qualifié de champion « des citoyens ordinaires ».

RÉUNION D'UN CABINET DE CRISE À DOWNING STREET

Mme Thatcher est prête à utiliser l'armée pour mater les dockers

d'après AFP, AP, UPI et Reuter

Mme Margaret Thatcher est prête à utiliser tous les moyens, y compris l'armée, pour limiter les répercussions des grèves des mineurs et des dockers britanniques, alors que, dès aujourd'hui, la Grande-Bretagne pourrait être encore un peu plus isolée du continent par voie maritime.

Le premier ministre doit réunir à Downing Street ce matin un cabinet de crise au cours duquel, a-t-on prévenu dans son entourage, toutes les mesures nécessaires pour que le pays «continue à travailler» seront examinées, y compris le recours à l'état d'urgence et à l'armée.

Alors qu'elle affectait soigneusement depuis le début du conflit des mineurs, il y a plus de quatre mois, ne pas être directement

concernée, Mme Thatcher a changé de tactique au cours du week-end, devant l'extension de la grève des dockers: «Le pays ne se soumettra pas au chantage d'une petite minorité, tout au plus 200 000 personnes, qui tente d'imposer sa volonté à 55 millions de Britanniques», a-t-elle dit. Et elle ajoutait que son gouvernement «ferait tout ce qui est nécessaire pour que le pays continue à travailler».

Cette petite phrase veut dire, confirmait-t-on immédiatement dans son entourage, qu'elle est prête à déclarer l'état d'urgence si le blocage des ports britanniques asphyxie l'économie. Edward Heath est le premier occupant de Downing Street à avoir utilisé ce moyen pour faire face, déjà, à une grève des mineurs en 1973.

Sur le terrain, la grève des

dockers qui touche déjà la quasi-totalité des grands ports britanniques, risque de s'étendre aujourd'hui à Douvres, y compris au trafic passager, jusque là totalement épargné ailleurs.

Les 520 employés du port doivent se prononcer sur un arrêt total du travail, à l'appel du syndicat des transports. Depuis samedi matin, les marins de la compagnie nationalisée Sealink refusent de prendre en charge le trafic marchandises à Douvres pour protester contre la volonté du gouvernement de privatiser leur entreprise.

Tous les camions arrivant dans le port ont cependant réussi à passer sur le continent, a-t-on indiqué hier à Douvres, soit sur d'autres lignes de ferries, soit même sur des bateaux de Sealink opérant avec des équipages non britanniques.

Hier, tout était normal à Douvres, pour les touristes et le fret. Seuls les poids lourds qui ne transitent pas habituellement par le port sont refusés et la police britannique a transformé une dizaine de kilomètres d'autoroute, près de Folkestone, en parking pour les accueillir.

Dans tous les autres grands ports britanniques, le trafic marchandises est au point mort mais les services passagers par ferries fonctionnaient normalement hier.

Au cours du week-end, par ailleurs, les mouvements de grève ont pris une allure plus directement politique.

Le leader de l'opposition travailliste britannique, M. Neil Kinnock, est apparu sur une estrade aux côtés du président du syndi-

cat des mineurs, M. Arthur Scargill, pour la première fois depuis le début du conflit. Mme Thatcher, a-t-il dit au cours d'un meeting à Durham, dans le nord de l'Angleterre, ne doit pas «obtenir une nouvelle victoire dans sa guerre contre le peuple britannique». Et M. Kinnock comparait le premier ministre à une «impératrice sur le déclin, entourée de courtisans, qui donne des ordres que personne n'entend et dirige des forces économiques qui l'ont désertée».

De son côté, M. Scargill ne laissait aucun doute sur sa volonté de faire plier Mme Thatcher et d'arriver à une «victoire historique» pour les mineurs. M. Scargill doit reprendre mercredi avec les directions des charbonnages les négociations interrompues sur un constat de désaccord la semaine dernière.

DÉPÊCHES

DÉMILITARISATION: le gouvernement américain souhaite revenir sur sa réponse hâtive à la proposition soviétique pour des négociations sur la délimitation de l'espace. Il semble que les États-Unis se proposent d'échanger de futures capacités défensives dans l'espace contre des réductions de l'arsenal nucléaire offensif soviétique actuel.

INDE-SIKHS: armées d'épées traditionnelles, des femmes sikhs doivent marcher aujourd'hui sur le Temple d'Or d'Amritsar, opération-suicide visant à obtenir que les forces de sécurité indiennes se retirent de ce temple. «Il se peut que les balles sifflent, mais nous irons de l'avant», a dit une des leaders.

ÉLECTIONS ISRAËLIENNES: dans la campagne pour les élections du 23 juillet, les partis israéliens traditionnels évitent soigneusement de parler de deux questions particulièrement brûlantes du conflit proche-oriental, soit le dialogue avec l'OLP et l'avenir politique de cette organisation.

GUATEMALA: le fils aîné de l'ancien président du Guatemala, le général Efraim Rios Montt, a trouvé la mort samedi dans l'écrasement d'un hélicoptère. Le Dr Omero Rios Sosa, 26 ans, un médecin de l'armée, est décédé au moment où l'hélicoptère dans lequel il prenait place s'est écrasé.

TOURNÉE DE DUARTE: M. Jose Napoleon Duarte, chef de l'Etat salvadorien, a entamé hier une tournée européenne en quête de soutien politique pour son régime et d'aide économique pour son pays. Il se rendra en RFA, en France et en Belgique et sera accompagné du ministre des Affaires étrangères, M. Tenorio.

PROCÈS POLONAIS: la justice polonaise a entamé un nouveau procès contre Andrzej Sikowicz, 34 ans, ancien président de Solidarité de Lodz (dans le centre du pays), pour «insultes au directeur de la prison» de Berezow où il purge une peine de trois ans ferme. Son procès s'est ouvert mais a été ajourné au 18 juillet.

ACCORD RFA-RDA: nouveau signe de détente entre les deux pays, la RFA et la RDA ont décidé de conclure un accord selon lequel la RFA consentirait une ligne de crédit de \$340 millions à la RDA en échange d'un assouplissement des politiques concernant les voyages entre les deux voisins.

LIBAN: la Syrie a réussi à imposer un plan de sécurité visant à mettre fin au conflit armé qui oppose depuis mercredi au nord de Beyrouth ses deux alliés, spilt les «Maradas» et le Parti national social syrien. Cet accord intervient à la suite des affrontements qui ont fait 22 morts et 70 blessés.

DISSIDENTE: la dissidente soviétique Luna Tumanova, 45 ans, docteur en philosophie, arrêtée le 4 juillet dernier à Moscou lors d'une rencontre avec deux diplomates américains, pourrait être accusée de haute trahison, selon une organisation ouest-allemande. Mme Tumanova avait rencontré les diplomates Jon Purnell et George Glass, eux-mêmes interpellés par la police.

URUGUAY: plusieurs milliers de sympathisants ont accueilli samedi à l'aéroport de Montevideo M. Hugo Villar, dirigeant du parti de gauche «Frente Amplio», de retour en Uruguay après 10 ans d'exil. Le gouvernement a déjà rendu leurs droits politiques à deux autres membres du «Frente Amplio».

LAGOS: le gouvernement britannique a rappelé son haut-commissaire (ambassadeur) à Lagos, au Nigeria, à la demande des autorités nigérianes. Le haut-commissaire, M. Hamilton Whyte, devait quitter Lagos hier soir pour «consultations et congés» mais à Londres on juge son rappel «injustifié».

ANGOLA: les maquisards de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), mouvement opposé au gouvernement de Luanda, ont revendiqué hier un attentat qui a fait au moins dix morts et endommagé un oléoduc à Chimbolo, dans la province de Cabinda.

PERSHING: huit membres d'une organisation anti-nucléaire américaine, dont une religieuse et un Suédois, ont été reconnus coupables samedi par un jury fédéral à Orlando, en Floride, d'avoir pénétré dans une usine d'armement et d'y avoir détérioré des composants de missiles nucléaires Pershing-2.

PHILIPPINES: le gouvernement philippin a rejeté sans appel hier la demande d'amnistie générale en faveur des opposants politiques présentée par le cardinal Jaime Sin, chef de l'Eglise catholique philippine.

Al Akhbar critique le refus des USA d'aider le Koweït

LE CAIRE (d'après AFP) - Le quotidien caennais Al Akhbar estime hier que l'administration américaine «a commis une erreur» en refusant de fournir au Koweït des missiles Stinger, «amenant cet Etat à se tourner vers l'Union soviétique pour la recherche de nouveaux armements».

D'ailleurs le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Andreï Gromyko, s'apprête à faire une visite au Koweït dont la date n'a pas encore été fixée, a annoncé hier Jasssem al Marzouk, ministre koweïtien des Affaires du conseil des ministres par intérim et ministre du Commerce et de l'Industrie.

«La visite à Koweït de M. Gromyko ne signifie pas un alignement de l'Emirat sur le bloc communiste», a-t-il dit à la presse à l'issue de la réunion hebdomadaire du conseil des ministres.

«La fourniture d'armes par l'Union soviétique au Koweït est effectuée conformément aux besoins du pays qui applique une diversification de ses sources d'ar-

mements», a indiqué M. Marzouk.

Le journal du Caire, qui reflète volontiers l'opinion du gouvernement égyptien, affirme par ailleurs que la fourniture au Koweït d'équipements militaires soviétiques divers vise à «assurer la défense de ce pays en prévision de toute escalade de la guerre du Golfe». Relevant que les États-Unis «n'avaient aucune raison» de refuser des armes à un pays «qui cherche à se protéger» alors que l'administration américaine en donne à Israël, Al Akhbar estime que «l'Union soviétique a saisi cette occasion. Il incombe aux dirigeants américains de réviser leur attitude».

Le journal rappelle à ce propos que les États-Unis avaient déjà refusé de fournir des armes à un autre pays arabe, la Jordanie.

Enfin, toujours selon Al Akhbar, l'accord relatif à l'achat d'armements soviétiques par le Koweït aurait été paraphé mercredi dernier à Moscou et porterait sur une transaction d'un montant de \$327 millions.



M. Shultz (au centre), avant son arrivée en Nouvelle-Zélande, a eu des entretiens avec le premier ministre d'Australie à gauche, M. Bob Hawke, et son ministre des Affaires extérieures, M. Bill Hayden.

AU LENDEMAIN DES ÉLECTIONS NÉO-ZÉLANDAISES Rencontre surprise Shultz-Lange

d'après AFP, AP, UPI et Reuter

Une journée après avoir mis un terme à neuf années de gouvernement conservateur, le nouveau premier ministre néo-zélandais David Lange a eu une

réunion surprise avec le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, afin de clarifier les différends qui assombrissent les relations entre la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.

M. Lange, qui dirige le Parti travailliste, avait dit qu'il interdirait les escalades des navires nucléaires américains dans les ports néo-zélandais mais qu'il n'était pas nécessaire pour cela de modifier l'alliance de défense Australie-Nouvelle-Zélande-États-Unis.

M. Shultz a laissé entendre hier qu'il ferait pression sur M. Lange pour qu'il permette ces escalades. «Pour qu'une alliance ait un sens, a-t-il dit, il faut que les forces militaires des pays concernés puissent agir ensemble».

Par ailleurs, la Banque centrale de Nouvelle-Zélande a suspen-

du hier jusqu'à nouvel ordre les opérations sur le marché des changes néo-zélandais, a-t-on appris de source officielle.

Cette mesure sans précédent a été adoptée au lendemain de la victoire aux élections générales du Parti travailliste de M. David Lange sur le Parti conservateur de M. Robert Muldoon, premier ministre sortant.

Selon le gouverneur de la Banque centrale, M. Spencer Russell, cette décision, qui a pris effet immédiatement, a été prise en raison des incertitudes qui pèsent sur le marché des changes néo-zélandais.

M. Russell a précisé que les provisions de changes nécessaires avaient été faites pour permettre aux banques néo-zélandaises de faire face aux besoins des voyageurs étrangers.

L'OLP à la recherche d'une nouvelle unité

BEYROUTH (AFP) - L'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP), créée il y a juste 20 ans, a amorcé un processus de recombinaison après la signature à Alger vendredi dernier d'un accord politique et organisationnel entre les principaux mouvements qui la composent, l'Alliance démocratique et le Fatah.

Cet accord doit être soumis aujourd'hui à Damas par l'Alliance démocratique aux autres organisations de l'OLP absentes des négociations, regroupées au sein de l'Alliance nationaliste. Cette dernière, soutenue par la Syrie, réclame en sus d'une réorganisation de l'OLP, le départ de Yasser Arafat, chef du Fatah, de la présidence de la centrale palestinienne.

L'Alliance démocratique, créée au début de l'année 1984, est for-

mée des deux courants palestiniens ayant, à l'exception du Fatah, une réelle audience parmi la population palestinienne: le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) dirigé par le Dr Georges Habache et le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) de Nayef Hawathme.

Avec deux mouvements de moindre importance, le Parti communiste palestinien et le Front de libération de la Palestine de Talaat Yacoub, ils ont constitué cette alliance, très proche de l'Union soviétique. L'Alliance démocratique condamne violemment la visite au Caire de Yasser Arafat, son rapprochement avec la Jordanie et demande des réformes de structures au sein de l'OLP pour mettre fin aux agissements individuels de son président.

Troisième attentat à la bombe à Paris en 48 h

PARIS (AP) - «Action directe» a revendiqué samedi soir son troisième attentat à la bombe à Paris en moins de 48 heures: cette fois, c'était un bâtiment du ministère de l'Industrie situé dans le 15^e arrondissement qui était visé.

Cette recrudescence des activités de l'organisation clandestine dissoute en août 1982 fait suite à l'inculpation de trois de ses militants pour l'assassinat de deux policiers avenue Trudaine en mai 1983. Régis Schleicher, 27 ans, Claude Halphen, 28 ans et son frère Nicolas, 20 ans ont été inculpés vendredi dernier.

L'explosion s'est produite peu après 23h00, alors que les parisiens contemplaient le feu d'artifice tiré au Trocadéro pour le 14 juillet. La bombe a blessé légère-

ment trois personnes qui passaient en voiture devant l'immeuble et qui ont été touchées par des éclats de verre.

La déflagration a provoqué de gros dégâts matériels, en particulier au premier étage. En outre, plusieurs voitures stationnées devant le bâtiment ont été endommagées.

La bombe avait été placée au pied du mur, et toutes les fenêtres de l'immeuble ont été soufflées, jonchant le trottoir de verre pilé. Moins d'une heure après l'explosion, tandis que la Brigade criminelle procédait aux premières constatations sous la pluie, un correspondant anonyme se réclamant d'Action directe a revendiqué l'attentat au nom de «l'Unité combattante Lahouari Benchellal» auprès de l'AFP à Paris.

LA BATAILLE DE L'ÉCOLE PRIVÉE EN FRANCE

Mitterrand désavoue le gouvernement Mauroy

PARIS — Il était évident depuis le début qu'en ouvrant le dossier de l'école privée, le gouvernement de gauche allait déclencher une bataille politique interminable. De là à imaginer que le prix serait aussi lourd pour le gouvernement, il y avait une marge.

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

Collaboration spéciale

Aujourd'hui, après deux ans de négociations entre le ministère de l'Éducation, les «cathos» et les «laïcs», deux manifestations «historiques» des tenants du privé (deux millions de personnes dans la rue), un premier débat — violent — de 250 heures au Parlement, une session extraordinaire du Parlement en juillet et des menaces de blocage institutionnel au Sénat, on revient au point de départ.

Prenant tout le monde (y compris le gouvernement) par surprise, le président Mitterrand a annoncé jeudi dernier le retrait pur et simple du projet Savary, assorti d'une révision constitutionnelle et d'un référendum en septembre.

Fidèle à sa manière, François Mitterrand a voulu et réussi à créer un choc: son allocution télévisée avait été annoncée mercredi à 23 heures seulement; elle n'a duré que six minutes et, apparemment, même le premier ministre Mauroy n'en connaissait pas la teneur.

Une façon spectaculaire et fort habile de reprendre l'initiative et d'enfermer l'opposition dans un piège. La droite réclamait un référendum sur l'école: Mitterrand répond que la constitution ne l'autorise pas mais propose de la réviser en ce sens et de soumettre la réforme à un référendum.

Ou bien l'opposition dit «oui», et ce sera un véritable plébiscite pour le président — en tout cas une victoire politique. Ou bien elle se prononce pour le «non», et elle aura beaucoup de difficulté à expliquer son attitude. Mitterrand a de bonnes chances d'être gagnant de toutes manières.

Il n'en reste pas moins que la décision la plus lourde de conséquences tient dans une très courte phrase du président Mitterrand annonçant «un nouveau projet de loi» sur l'école.

Comme s'il n'avait jamais rien eu à voir avec cette affaire, il désavoue le texte «Savary» et donc toute l'attitude du gouvernement Mauroy qui, depuis des mois, maintenait un texte législatif de «compromis» qui, en fait, mettait le feu aux poudres.

Malgré la volonté affichée du sénat (majorité de droite) pour retarder l'adoption du projet, on était presque arrivé au bout de la route: c'est maintenant, alors que «le pire» était fait, que Mitterrand annule tout.

On ne saurait sous-estimer le coût politique de toute cette affaire. La «querelle scolaire», qui date du début du siècle, avait trouvé en 1959 un arrangement qui avait le grand mérite d'être passé dans les moeurs: l'Etat subventionnait le privé à condition qu'il se conforme aux normes pédagogiques du ministère. On lui laissait son autonomie de gestion. Sa clientèle (stable) représentait environ 16 p. cent de la population scolaire. Une majorité de Français, soit pour des raisons morales (catholiques), soit pour des raisons pratiques, acceptaient ce système de compromis.

Le problème, c'est que l'opposition de gauche, et surtout les socialistes, avaient toujours défendu le principe d'un système public unifié. Donc plus de subventions au privé, mais intégration. Le candidat Mitterrand en avait fait un article de son programme. Après mai 81, sans le moindre enthousiasme, mais poussés par les militants «laïcs» (minoritaires), Mitterrand et Mauroy ont donc rouvert le dossier, c'est-à-dire remis en marche la machine infernale.

De toute évidence, la réaction du «privé» était tellement forte que le gouvernement ne pouvait avancer qu'à reculons. Négociations, premier texte, rejet, nouveau texte, encore des négociations. De recul en retraite, le projet Savary s'est transformé

en un texte reconnaissant la spécificité du privé (en échange de quelques concessions et contrôles supplémentaires).

Au mois de mai, tout le monde était plutôt mécontent, en particulier les laïcs, mais les deux parties adverses semblaient à peu près résignées.

«S'il y a aggravation du texte, nous organiserons une nouvelle manifestation à Paris», disaient les responsables catholiques. Ce qui était une manière de dire: le texte actuel est à peu près acceptable. Pour plusieurs observateurs, le gouvernement de gauche avait donc une chance de mettre un terme à cette bataille presque centenaire.

Pour des raisons pas très claires, à la veille du débat parlementaire, le premier ministre Mauroy faisait une concession de dernière minute aux laïcs sur la fonctionnarisation des profs du privé. C'était de nouveau l'explosion, la manifestation de plus d'un million de personnes à Paris le 24 juin, puis la décision du Sénat de bloquer l'adoption finale du projet.

En faisant brusquement volte-face, Mitterrand a aussitôt marqué des points politiques: l'opposition elle-même est obligée d'approuver et risque en septembre de se trouver devant un dilemme embêtant. Par-dessus le marché, une arme majeure vient de lui être retirée. Dès vendredi, les commentateurs étaient soit favorables au président, en tout cas embarrassés.

Il n'en reste pas moins qu'en agissant de la sorte, François Mitterrand désavoue du revers de la main l'action de Savary et Mauroy depuis plus de 18 mois et reconnaît quasiment que la réouverture de ce dossier a constitué une erreur politique. Vu le risque de blocage institutionnel et le malaise général qui entourait cette loi, les observateurs estiment que la décision est bonne — même si sur sa gauche le président aura maintenant affaire à de nouvelles protestations.

En somme, mieux vaut tard que jamais pour bien faire. Mais, même s'il est fort habile, ce virage abrupt arrive bien tard.

Une dizaine de bêtes de course ont amarré au bassin Louise

■ QUÉBEC — Avec le catamaran *Sofati/Soconav Québec*, qui portera les couleurs du Québec lors de la transat TAG Québec-Saint-Malo, et qui est attendu sous peu au Vieux Port, on compte maintenant une dizaine de bateaux de course dans le bassin Louise.

GILLES NORMAND

Parti se faire baptiser à Montréal, par le premier ministre René Lévesque, le bateau barré par Daniel Palardy devait en effet revenir à Québec au cours des prochaines heures.

Le dernier arrivé de la flotte actuel est le *Travacrest Seaway*, un trimaran britannique qui s'est amené à voile mais par temps

fort calme, vendredi soir, en provenance de Newport, Rhode Island, États-Unis.

L'équipage a pu, auparavant, faire un arrêt des plus appréciés, à Matane, où ses membres ont été chaleureusement accueillis.

Barré par le Britannique Peter Phillips, le *Travacrest Seaway* a livré une forte course lors de sa toute récente participation à la transat en solitaire Observer-Europe 1, entre Plymouth, Angleterre, et Newport.

Dès les débuts de la course, le trimaran de 60 pieds de long s'est emparé de la première position et il a su la conserver durant plusieurs jours, terminant cinquième à 11 heures et 1 minute derrière *Umupro Jardin V*, du Français Yves Fauconnier. Peter

Phillips fut le seul skipper de Grande-Bretagne parmi les dix premiers.

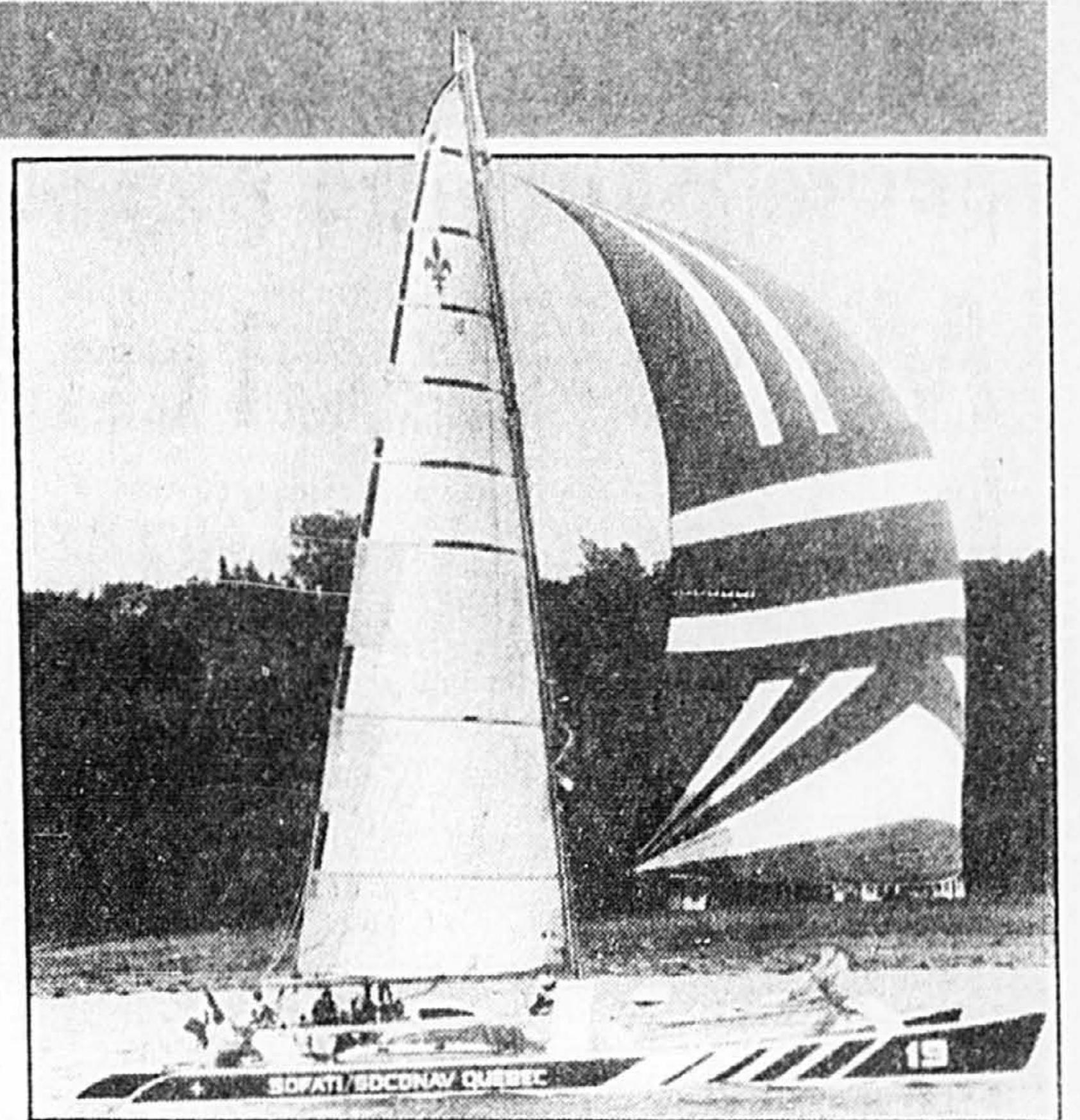
Un cerveau électronique

Contrairement à la majorité des bateaux de course, qui sont dotés de systèmes électroniques qui ne permettent guère plus d'opérations que celles faisant connaître la profondeur, la vitesse, les vents, la distance et le cap, celui de ce bateau anglais accepte un plus grand éventail d'informations, lesquelles sont traitées dans un microprocesseur à fonctions multiples.

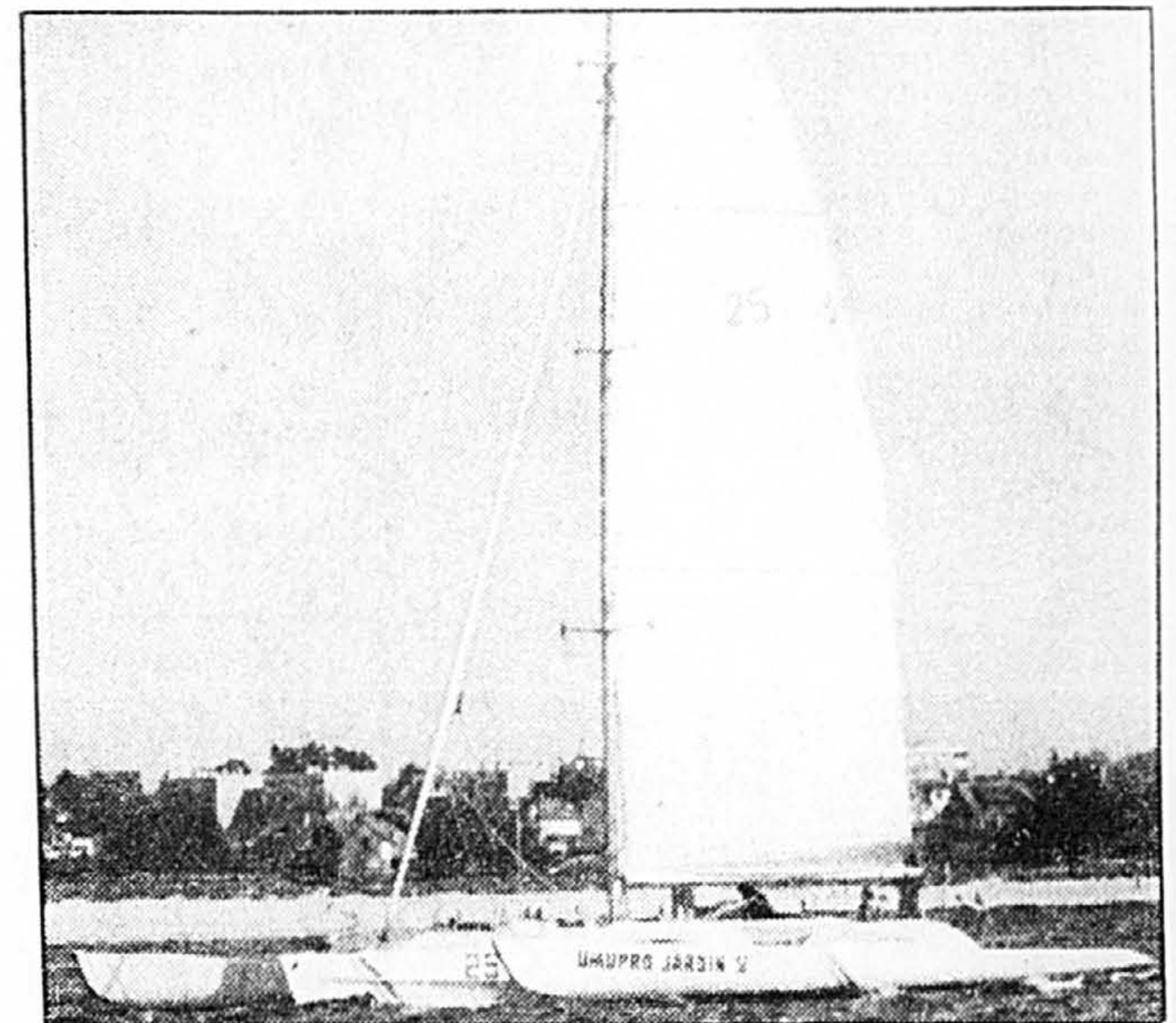
Ce véritable cerveau électronique indique à l'équipage les meilleures hypothèses de route à suivre, le cap idéal, quels ajustements de voilure sont préférables, la vitesse maximum qu'on peut en obtenir, etc.

Ce n'est pas un géant comme l'hyper *William-Saurin*, mais il s'agit bel et bien d'un voilier de course de l'ère moderne où, outre le gigantisme, l'accent est mis sur les plus fines pointes de la technologie.

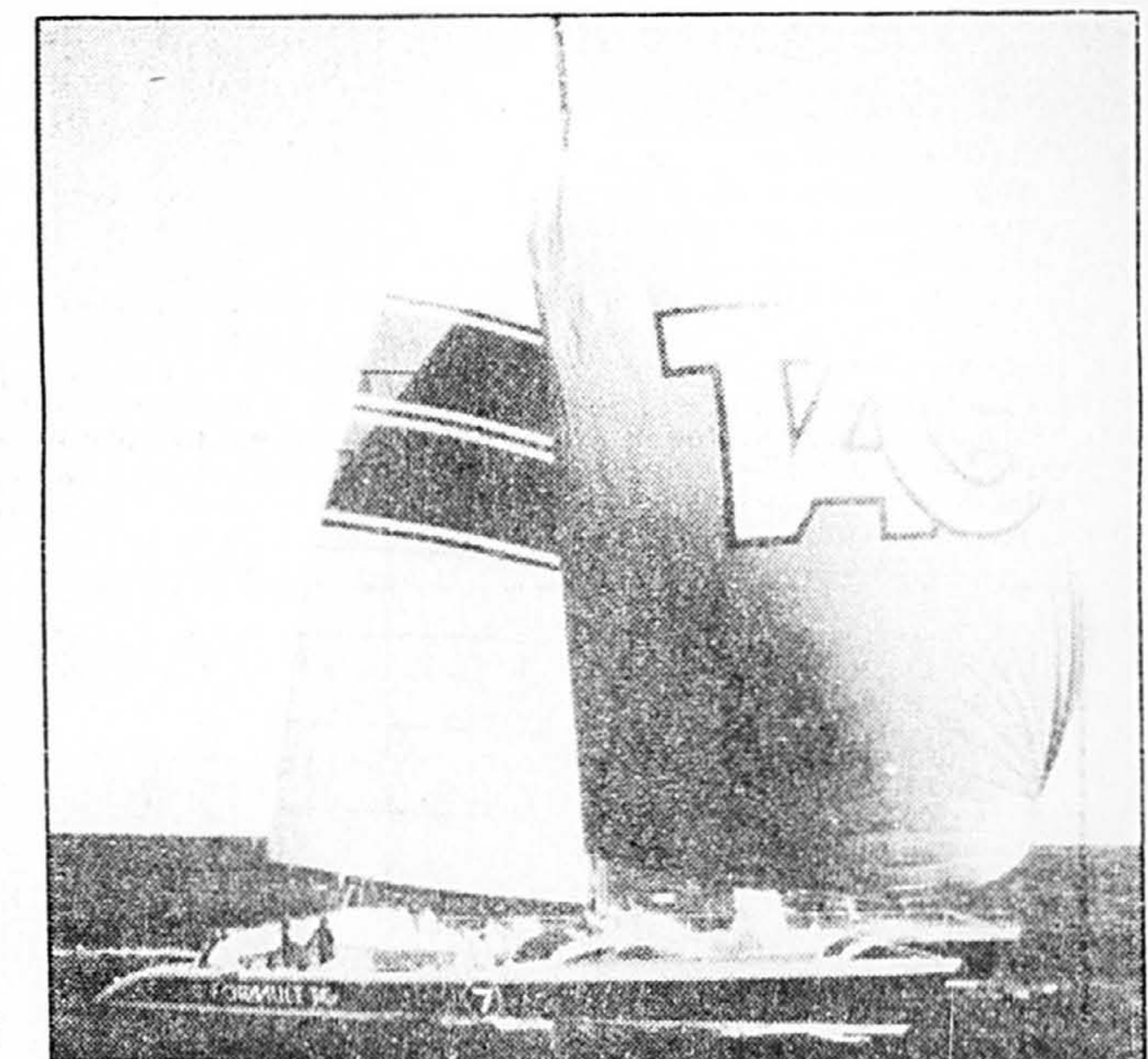
Plusieurs autres bateaux qui feront la transat TAG sont attendus au cours de la semaine, au bassin Louise. D'ici là, les visiteurs peuvent contempler le *Formule Tag*, du Canadien Mike Birch, le *Radio-Canada*, le bateau suédois *Meccarillos*, le *Rève québécois* et le *Levingston*. Quant au catamaran *Elf-Aquitaine*, de Marc Pajot, et au trimaran *Paul-Ricard*, des frères Tabarly, ils ont été mis en cale sèche, pour subir qui des modifications, qui des réparations. On les reverra à l'eau bientôt.



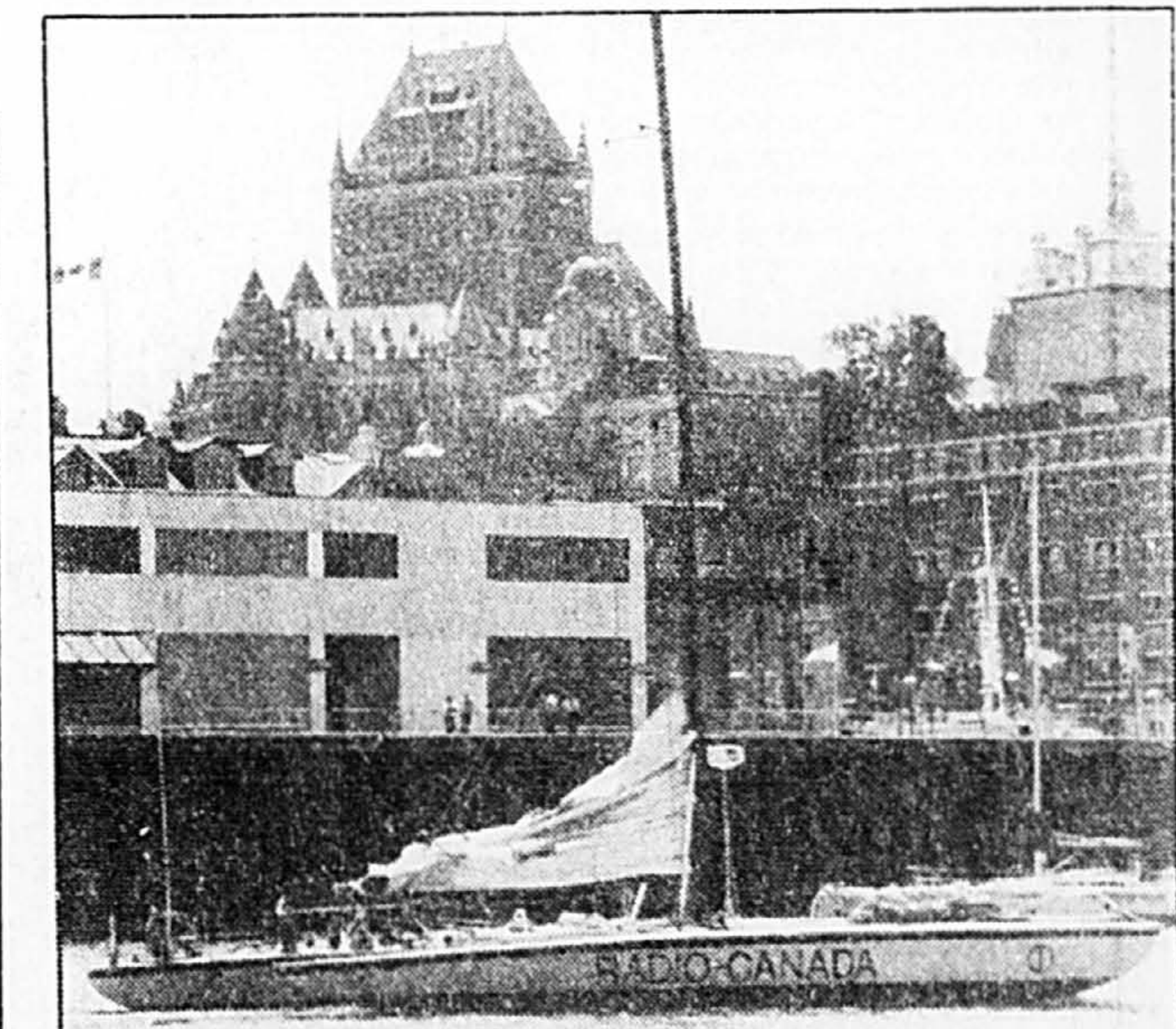
Le Sofati/Soconav Québec



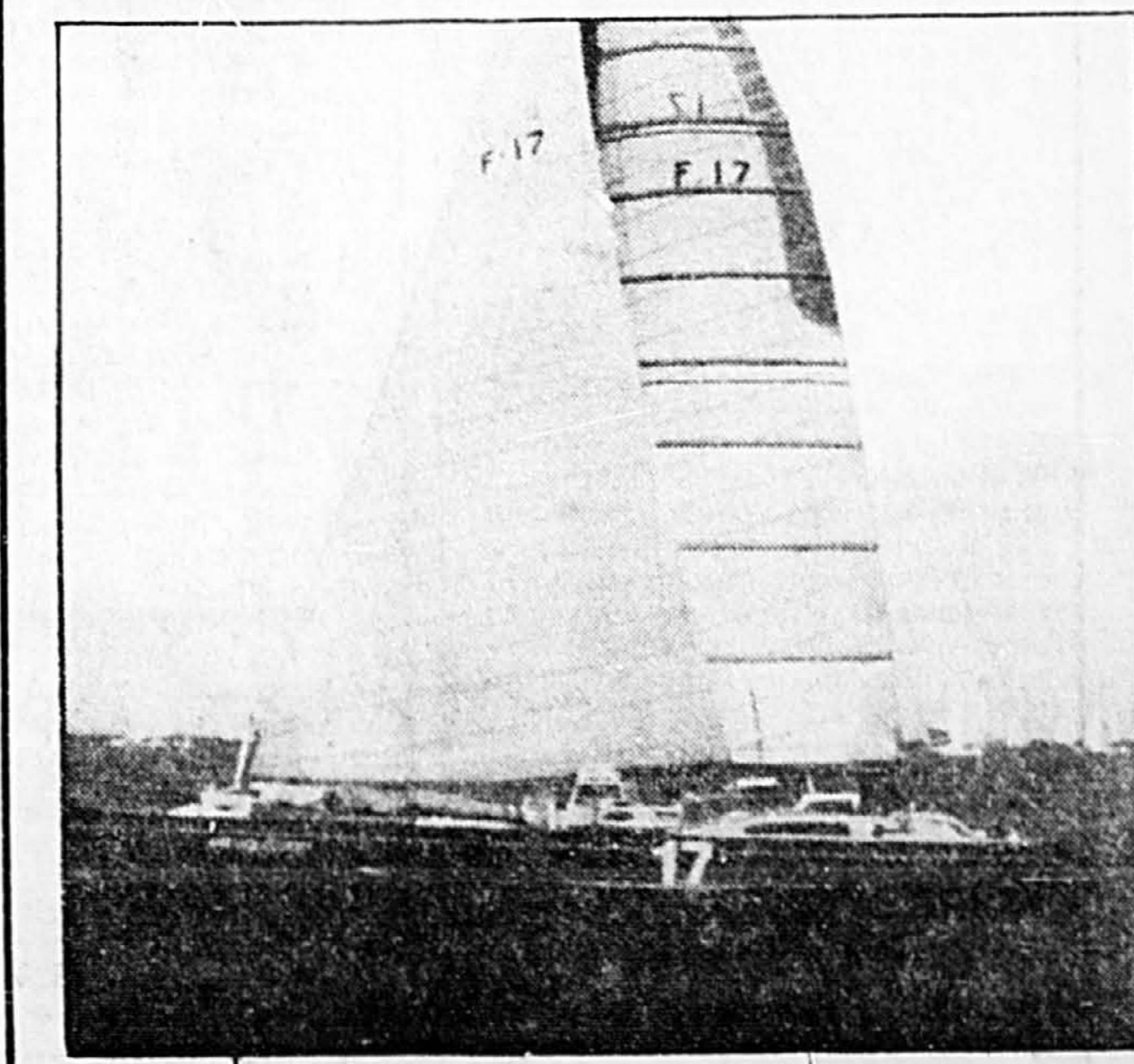
L'Umupro Jardin V



Le Formule Tag



Le Radio-Canada



photothèque LA PRESSE

Une petite embarcation viking sillonne le fleuve Saint-Laurent

■ QUÉBEC — « Je déplore que peu de villes riveraines du Saint-Laurent aient tenté quoi que ce soit pour reconstituer notre patrimoine maritime. L'histoire de la navigation au Québec a été complètement rasée. On aurait pu saisir l'occasion du 450^e anniversaire pour doter le Québec d'une flotte historique. »

GILLES NORMAND

Delphis Bélanger, celui qui parle, a fait sa juste part. En effet, ne quitte-t-il pas Québec, aujourd'hui, à la barre d'un véritable « knorr » construit à Matane ?

Cette embarcation de 37 pieds de long dont chaque détail respecte les techniques de construction du 10^e siècle après Jésus-Christ, a d'ailleurs remporté son large tribut de succès depuis sa mise à l'eau, le 7 juin. Dans la baie de Gaspé, où mouillaient les grands voiliers, entre le 17 et le 21 juin, les équipages étrangers écarquillaient les yeux grands comme ça à sa vue.

Et pour cause, ce bateau viking qui quitte aujourd'hui Québec pour Matane, est une oeuvre unique à laquelle Delphis Bélanger a consacré deux ans, à partir de sa recherche jusqu'à la fin de sa construction. C'est une fidèle reproduction, à demi-échelle, des bateaux de commerces scandinaves qui sont venus sillonner le Groenland et

longer nos côtes, il y a quelque 1000 ans.

Le capitaine Delphis Bélanger, 42 ans, sculpteur de profession, ne voyage pas seul. Il a un équipage de sept femmes et deux hommes. Il faut quatre personnes pour manoeuvrer l'unique voile — carrée — et une cinquième pour tenir le cap. Les trois autres interviennent en relève.

Tous sont de Matane. Il s'agit de : Julie Deschesne, Johanne Caplette, Johanne Bouchard, Marie Fréchette, Liette Babin, Denis et Gilles Pelletier.

On ne pouvait contruire une flotte

Cette embarcation a servi de moyen de transport à ces pionniers partis de Norvège aux environs de 984, pour coloniser les îles Féroé, les Shetland, l'Islande, puis pour venir au Groenland. Les Vikings se sont rendus à la côte de Terre-Neuve, puis au Labrador. Parcs-Canada entretient et conserve un site d'habitation viking, à l'Anse-aux-Meadows, à Terre-Neuve.

Il y a eu plusieurs époques de navigations. Les baleiniers basques sont venus plus tard, dans les années 1400, suivis des pêcheurs bretons et normands.

« On croit même sérieusement que Jacques Cartier aurait piloté un bateau de pêche lors d'une ou plusieurs expéditions précédant sa mission d'exploration pour le compte de François 1^{er}. Ce serait même

pour cette raison qu'on lui aurait confié la responsabilité de trouver la route des Indes, en 1534 », raconte le sculpteur et chercheur.

« Mais on n'était pas pour construire toute une flotte. On a voulu souligner ces époques qui ont précédé celle de Cartier. Alors on est remonté aussi loin qu'on a pu. Pour moi, c'est le plus magnifique bateau de mer jamais construit », poursuit Delphis Bélanger.

C'est un bateau très effilé, relevé aux bouts, rapide et capable d'affronter les vagues. La charpente est en sapin de Colombie, le revêtement extérieur et le pont sont en cèdre, les membres (côtes ployées qui soutiennent la forme) sont en chêne, tandis que le mât, la vergue et les rames sont en épinette noire.

Les Méchins comme chantier

Les Méchins, à une vingtaine de milles de Matane, ont été choisis comme chantier, dans le cadre d'un projet de création d'emploi animé par le gouvernement fédéral. Et surtout, on y a trouvé l'un des derniers constructeurs artisans de barques de pêche, Jean-Marie Verreault, qui a construit la barque, d'après les plans dessinés par Delphis Bélanger.

Le construction a coûté quelques \$40 000, sans tenir compte des milliers d'heures qu'on y a consacré bénévolement (no-

tamment Delphis Bélanger). Après les fêtes de 1984, le knorr sera confié au club de yacht et à la Chambre de commerce de Matane, qui l'utiliseront comme attraction touristique et comme bateau-école.

Le 7 juin, le bateau était mis à l'eau et le 13, on quittait pour Gaspé, à la rencontre des grands voiliers. Le trajet a été effectué sans difficultés, malgré parfois des vents qui ont atteint 40 noeuds. La voile ayant une surface de 520 pieds carrés, cela augmentait la force motrice mais ne mettait pas l'embarcation en danger. Elle est fort bien équilibrée.

À Gaspé, des gens de l'organisation Festivolières, de Montréal, ont été impressionnés à la vue de ce knorr, et ils ont demandé à l'équipage d'être à Montréal pour le 4 juillet. « Cela ne nous donnait pas suffisamment de temps, alors on a fait remorquer le bateau jusque dans le bassin Jacques-Cartier, dans le port de Montréal. »

Le bateau viking a quitté la métropole le 9 juillet, et a navigué à voile jusqu'à Québec, en s'accordant des arrêts à Sorel, à Trois-Rivières et à la marina de Senneville pour attendre la marée. Il a enfin fait son entrée dans le port de Québec le 12 juillet, tandis que, de 1000 ans son cadet, le trimaran *Paul-Ricard*, des frères Tabarly, exécutait des manoeuvres de vitesse au milieu de la voie fluviale.



MER ET MONDE

Pierre Vincent

Gilles Normand

En pédalo dans le bassin Louise

■ Depuis samedi, le public peut se balader en pédalo dans le bassin Louise, au Vieux Port.

Il en coûte 25 cents par sortie de 30 minutes, entre 9 h 30 et 20 heures, chaque jour. Les intéressés doivent se rendre à l'extrémité ouest du bassin, du côté de la grande scène, à l'une ou l'autre des aires d'embarquements sises près des « jeux d'eau » ou à proximité du pavillon H2O.

Un gilet de sécurité est fourni à chaque pédaleur, dont les déplacements sur l'eau sont effectués sous la surveillance continue d'une patrouille de la Croix-Rouge. Québec-84 dispose donc de treize pédalos qui sont prêtés par le Service des loisirs et des parcs de la Ville de Québec, pour tout le reste de l'été « Mer et Monde ».

Rencontre Drouin-Lapointe

■ On saura mardi ce que sera le sort financier de Québec-84, soit après une rencontre prévue entre le président de Québec-84, **Richard Drouin**, et le ministre fédéral responsable des fêtes Québec 1534-1984, **Charles Lapointe**. On sait que M. Lapointe a refusé, la semaine dernière, de suivre la proposition du ministre **Clément Richard** d'engager Québec à verser \$2 millions de plus dans les coffres de Québec-84, à la condition que le fédéral en fasse autant. Malgré le refus de M. Lapointe, qui dit avoir appris la décision de Québec au téléphone, trois minutes avant que M. Richard ne l'annonce, on est confiant, à Québec-84, que « tout va s'arranger... »

Un cadeau de la marine française

■ La marine nationale française a fait cadeau au Musée maritime Bernier, d'un canot traditionnel d'explorateur.

Ce grand canot de 10 mètres, pouvant contenir 50 personnes, a été construit à Bordeaux selon la technologie utilisée au temps de Colbert. On croit même que c'est ce type d'embarcation à 16 avirons qu'a utilisé Jacques Cartier pour établir la cartographie du Saint-Laurent.

Plusieurs personnalités ont participé à la cérémonie officielle : le consul de France à Québec, M. **Renaud Vignal** ; le président de Québec-84, **Richard Drouin** ; le président de l'Association des amis du Musée de la mer pour l'Atlantique, **Jacques Chauveau**, le sénateur **Léopold Langlois**, également président de l'Association des marins de la vallée du Saint-Laurent.

La flotte de schooners s'en vient

■ La flotte d'une vingtaine de schooners, commandités par Air Canada et qui doivent passer une semaine à Québec à la fin du

mois, ont quitté le port de Halifax, samedi. Ils s'arrêteront à Port Hawkesbury du 16 au 18 juillet, avant d'arriver à Gaspé, le 21, d'où ils partiront en course le 24 juillet, pour atteindre Sept-Îles le lendemain. Ils reprendront l'allure de course le 27 juillet pour arriver à Tadoussac le 29. Ils sont ensuite attendus à La Malbaie le 30 juillet et on devrait les voir naviguer devant Québec le 1^{er} août, où les équipages feront l'objet d'une réception sur le site de Québec-84.

Après une réception officielle, le 2 août, on procédera, deux jours plus tard, à la remise des trophées pour les courses disputées en cours de route. Les bateaux et les équipages participeront à des festivités, avant de quitter Québec, comme prévu, le 6 août.

Pour s'initier à la technique de la vidéo

■ Les visiteurs de Québec-84 peuvent s'initier à la technique vidéo, ou même perfectionner cette technique, s'ils en ont déjà fait l'apprentissage.

Ils n'ont qu'à s'adresser à l'atelier animation-vidéo, et on les laissera sortir sur le site avec une caméra vidéo, mais ils seront nécessairement accompagnés d'un technicien. Après un bref entraînement, ils manipuleront eux-mêmes la caméra.

Les sorties sur le site avec caméra et technicien ont lieu tous les jours, entre 14 heures et 16 heures, mais il est préférable de réserver à l'avance, au comptoir de l'atelier animation. Ce n'est pas obligatoire, mais les intéressés peuvent se procurer pour \$13 la cassette qu'ils viendront d'enregistrer.

Les groupes peuvent aussi suivre un atelier intensif d'initiation ou de perfectionnement, chaque jour, de 9 heures à 16 heures. Ce cours procurera aux participants, dit-on, une méthode de travail et une connaissance plus approfondie des appareils vidéos et de leurs nombreuses possibilités. La première journée, on leur enseignera notamment les rudiments de manipulation des appareils, les notions de base du découpage et de la définition des images. Ils apprendront aussi à rédiger un découpage technique et à procéder au repérage sur le site de Québec-84.

La seconde journée, le groupe accompagné par un technicien pourra faire son tournage sur le site et faire le montage final de sa production.

Les groupes d'enfants accompagnés sont particulièrement bienvenus. Les groupes doivent préférablement réserver à l'avance, soit en se présentant au comptoir de l'atelier ou en téléphonant au numéro suivant : (418) 643-3481, poste 637.

De la grande musique sur l'Agora

■ L'Orchestre symphonique de Québec présente un spectacle à l'Agora, à 20 heures, ce soir et demain soir.)

DEUX HOMMES S'ATTAQUENT À UNE FEMME DE 18 ANS À MILWAUKEE Volée, violée et enfermée dans le coffre de sa voiture pour être exposée aux clients d'un bar

MILWAUKEE (D'après AP) — Deux hommes ont violé une jeune femme de 18 ans, lui ont bandé les yeux à l'aide d'une partie de sa robe déchirée et l'ont ensuite placée dans le coffre de sa voiture de façon à pouvoir la montrer à des clients d'une taverne, a fait savoir la police, hier.

Au cours de la rude épreuve de deux heures et demie que la jeune femme a subie jusqu'à tôt hier matin, l'un des assaillants de la victime a également enlevé et volé deux femmes qui participaient à un congrès de la United Church of Christ, a précisé M. Rudolph Will, assistant-enquê-

teur de la police de Milwaukee.

M. Will a ajouté que les deux hommes avaient obligé la victime du viol, qui vit en banlieue de Milwaukee, à s'adonner à divers actes sexuels. Il a aussi dit que la jeune femme avait été molestée sexuellement avec un pistolet. Le policier a précisé que le calvaire de la jeune femme avait commencé vers 22 h 30 samedi soir au moment où deux hommes l'avaient forcée à prendre place dans sa voiture qu'elle venait tout juste de garer dans un terrain de stationnement du centre-ville de Milwaukee. Les deux hommes lui ont alors volé son argent et ses bijoux. Puis, pendant que l'un des deux hommes conduisaient la voiture, l'autre l'a molestée, a dit l'inspecteur de police.

On lui banda ensuite les yeux à l'aide d'un morceau de sa robe déchirée et on la plaça dans le coffre de sa voiture, a dit M. Will. La femme a raconté à la police qu'elle croyait que sa voiture avait passé

dans un lavoir automatique d'autos à un certain moment.

Coffre ouvert

Elle a dit à la police qu'en deux occasions, le coffre de sa voiture avait été ouvert et que les violeurs l'avaient montrée à des clients d'un bar. Elle a dit que le deuxième groupe de « voyeurs » était plus considérable que le premier et qu'il y avait des femmes qui en faisaient partie. Les policiers ont indiqué qu'aucun des clients des établissements n'avaient alerté la police.

Quant aux deux membres de la United Church of Christ qui

assistaient à un congrès, soit une femme de 45 ans, de Madison, et une femme de 60 ans, de Minneapolis, elles ont déclaré à la police qu'un homme les avait volées à la pointe d'un pistolet près du Milwaukee Exposition and Convention Centre and Arena, et qu'il les avait conduites sur une certaine distance dans leur propre voiture, avant de monter à bord d'un autre véhicule qui les avait suivis, a dit M. Will.

La plaque d'immatriculation notée par l'une de ces deux femmes correspond à celle de l'auto de la victi-

me du viol, a ajouté M. Will.

La jeune femme a finalement été conduite par les violeurs dans un autre terrain de stationnement du centre-ville. On l'a alors fait sortir du coffre de sa voiture et on lui a remis ses clés. Elle est revenue chez elle peu après une heure du matin, a dit M. Will.

Dans un centre hospitalier, elle a reçu des soins prodigués par des employés d'une clinique qui s'occupe des victimes de viol, puis elle a reçu son congé, a indiqué un porte-parole de l'hôpital.

Pas de télégramme durant 48 heures

TORONTO (D'après PC) — Depuis minuit ce matin, les 2 000 techniciens des Télécommunications CNCP, l'un des plus importants services canadiens de communications électroniques, sont en grève à travers tout le pays. Il est prévu que cette grève doit durer 48 heures seulement.

Malgré cet arrêt de travail, il semble que les opérations devraient être assurées par les cadres de la compagnie. Par contre, « le service de télégrammes sera complètement interrompu lundi et mardi », a fait savoir M. Brian Kilgore, du CNCP.

Pour sa part, M. Leonard Ferguson, président d'une section locale du syndicat, a déclaré que la grève aurait également pour effet d'empêcher les banques de se transmettre des « mandats télégraphiques » d'une ville à l'autre.

Au CNCP, les négociations pour le renouvellement d'un contrat de travail des techniciens sont au point mort et aucune rencontre entre patrons et syndicats n'est prévue. La convention a pris fin en décembre dernier.

Les syndiqués, membres de l'Association canadienne des travailleurs en communication, réclament une hausse salariale de 11 p. cent répartie sur deux ans.

Quant à l'employeur, il a fait des offres salariales de 5 et 4,5 p. cent pour chacune des deux années de la convention, respectivement.

Audiences sur l'abandon par CP Rail de la ligne ferroviaire des Laurentides

C'est demain que commenceront, à Sainte-Agathe, les audiences publiques de la Commission canadienne des transports concernant la demande d'abandon de la société CP Rail de la ligne ferroviaire reliant Saint-Jérôme et Mont-Laurier, dans les Laurentides. On se souvient que CP Rail a fait part de son intention d'abandonner l'opération complète de la voie ferrée qui a été rendue célèbre par le « P'tit train du Nord ». Depuis novembre 1981, la ligne ferroviaire des Laurentides n'est utilisée que par des convois de marchandises. Pour leur part, Transport 2000 (l'Association de promotion et de défense des transports en commun par les usagers) et plusieurs intervenants de la région des Laurentides s'opposent à l'abandon de cette ligne ferroviaire et réclament la remise en service du « P'tit train du Nord ».

Air Canada lance un programme d'incitation pour gens d'affaires

Air Canada a lancé en fin de semaine un programme offrant à ses clients assidus une série de récompenses allant du surclassement à la remise de billets gratuits.

Le programme, appelé Aéroplan, prévoit diverses primes au kilométrage accumulé jusqu'au 31 décembre 1985.

« Notre objectif est de récompenser nos plus précieux clients, les voyageurs assidus, en leur présentant des avantages aussi importants, sinon plus, que ceux offerts par nos principaux concurrents au Canada et aux États-Unis », a expliqué le président de la société de la Couronne, M. Pierre Jeannot.

Le programme, signale Air Canada dans un communiqué, relève de la stratégie globale du transporteur dans le contexte de déréglementation du transport aérien créé par la nouvelle politique fédérale annoncée en mai dernier.

Air Canada accordera ainsi des primes sur les vols domestiques, les vols transfrontière et certains vols internationaux. La société a également invité certains autres transporteurs, des chaînes d'hôtels et des agences de location de voitures à participer à son programme. Elle ne les a toutefois pas identifiés à ce jour, concurrence oblige.

Surprises en première

La société aérienne accordera des surprises de 50 p. cent aux voyageurs de première classe, et de 25 p. cent à ceux de la classe affaires.

Les membres de l'Aéroplan, dont la cotisation est de \$25, recevront une carte ad hoc ainsi que des autocollants de vol, qu'ils devront présenter afin de faire enregistrer leurs crédits.

Les voyages obtenus en prime devront être terminés au plus tard le 31 août 1986; ils ne doivent pas être effectués au cours des périodes de grande affluence du 15 décembre 1984 au 5 janvier 1985 et du 15 décembre 1985 au 5 janvier 1986.

Au dire de M. Peter Gibson, spécialiste en sociétés aériennes de la firme d'analyses Wood Gundy, le programme Aéroplan s'adresse presque exclusivement aux gens d'affaires, une clientèle très peu sensible au prix des billets d'avion et qui recherche plutôt des promotions innovatrices.

Le grand rival d'Air Canada, CP Air, a créé il y a déjà quelque temps un programme similaire.

Quoi qu'il en soit, ces promotions ont été très bien accueillies par la clientèle américaine, depuis quelques années, sans pour autant diminuer les bénéfices des transporteurs comme le font les guerres de prix auxquels ils se livrent périodiquement.

FLORIDE

Le forfait comprend:
avion, hôtel,
transferts et plus

\$199

À partir de 7 nuits
Tout passager adulte sera tenu d'assister à un séminaire d'une heure et demie sur l'orientation des condominiums à temps partagé.

Sujet aux termes et conditions de la brochure Stan-Buy

STAN-BUY

Taxes et frais de services en sus. Permis du Québec. Sujet à l'approbation gouvernementale.

Montréal (514) 337-5542

Québec (418) 648-8888

M A I N T E N A N T

DEVENEZ PROGRAMMEUR SANS PARTIR À ZÉRO.

Amenez-vous avec votre bagage d'expérience ou d'instruction et s'il est pertinent pour le cours de programmeur d'ordinateur, nous vous le créditerons! Aussi simple que ça à l'Institut Control Data. Vous partez gagnant en mettant à profit ce que vous avez déjà à votre crédit, car cela vous permet de finir votre cours de programmeur d'ordinateur en un rien de temps, donc à peu de frais. N'hésitez plus. Ce que vous avez fait avant de nous connaître, ça compte pour nous!

C'est aussi simple que ça à l'Institut Control Data. C'est pourquoi nous sommes devenus l'école la plus importante au Canada dans le domaine de l'informatique.

Appelez-nous sans tarder au (514) 285-8585. Nous prendrons le temps de vous conseiller.

Aussi simple que ça à l'Institut Control Data.

Cours de type professionnel, de niveau collégial. N° de permis du ministère de l'Éducation: 749747

CD INSTITUT CONTROL DATA

Tour La Cité, 300 Léo Pariseau, suite 400, Montréal H2W 2N1

14⁹⁹

ch.

Blouses «Elite» à un seul bas prix Simpsons



Vous n'en possédez jamais assez... surtout lorsqu'elles sont offertes à si bas prix! Toutes confectionnées en frais et confortable tissu 100% polyester. Modèles à encolure arrondie ou en V, manches cape ou courtes, devant boutonné, à demi-patte ou fourreau, quelques modèles avec plis, d'autres avec broderie. Pêche, bleu roi, aqua, blanc ou rose pâle dans le groupe. Tailles 8 à 18. Venez tôt pour un meilleur choix.

Rayon 304, vêtements sport pour dames, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Pour achat en personne seulement.

La Cave



La Cave

Toute une ressource de délices: des fruits aux légumes frais, aux pains alléchants en passant par les fines charcuteries, nos quatre restaurants, des articles ménagers, la papeterie, livres, revues, articles de sport, de loisirs et quincaillerie.

Simpsons